

CONSEIL NATIONAL DE L'INFORMATION STATISTIQUE

**Formation Monnaie, finance, balance des paiements**

Rapport du groupe de travail

## **Mesure des échanges internationaux de services**

Président : Bernard Guillochon

Rapporteurs : Isabelle Rabaud, Xavier Niel, Claude Peyroux

Février 2006

## ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

|             |   |
|-------------|---|
| AGCS        | Accord général sur le commerce de services  |
| APU         | Administrations publiques   |
| BAL         | Balance des paiements   |
| BCE         | Banque centrale européenne  |
| CNUCED      | Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement   |
| CCP         | Classification centrale de produits   |
| CEPII       | Centre d'études prospectives et d'informations internationales  |
| CITI        | Classification industrielle internationale  |
| CPC         | Central Product Classification  |
| DGI         | Direction générale des impôts   |
| DDG         | Déclarants directs généraux   |
| DDP         | Déclarants directs partiels   |
| EAE         | Enquête annuelle d'entreprises  |
| EAE-S       | Enquête annuelle d'entreprises de services  |
| EBOPS       | Extended Balance of Payments Services (Classification)  |
| FATS        | Foreign Affiliates Trade Statistics (généralement, ou <i>Foreign Affiliates Trade in Services</i> selon le MSCIS) |
| FBCF        | Formation brute de capital fixe   |
| IAA         | Industries agroalimentaires   |
| ISIC rev. 3 | International Standard Industrial Classification of all Economic Activities                                       |
| FMI         | Fonds monétaire international   |
| MBP5        | Manuel de balance des paiements, 5 <sup>ème</sup> édition   |
| MSCIS       | Manuel des statistiques du commerce international de services   |
| NAF         | Nomenclature d'activités françaises   |
| IDE         | Investissements directs à l'étranger  |
| INSEE       | Institut national de la statistique et des études économiques   |
| OCDE        | Organisation pour la coopération et le développement économique   |
| OMC         | Organisation mondiale du commerce   |
| ONU         | Organisation des Nations Unies  |
| SCN93       | Système des comptes nationaux, 1993   |
| SEC 95      | Système européen de comptes, 1995   |
| SUSE        | Système unifié de statistiques d'entreprises  |

**Conseil national de l'information statistique**

Février 2006

**Rapport du groupe de travail**  
**sur la mesure des échanges internationaux de services**

**SOMMAIRE**

|  | Page      |
|--|-----------|
| <b>Avant-propos .....</b>  | <b>4</b>  |
| <b>1. Introduction.....</b>  | <b>6</b>  |
| <b>2. Les besoins des utilisateurs et des organisations internationales en matière de statistiques d'échanges de services .....</b>            | <b>6</b>  |
| 2.1. Définition des services et de leurs modalités d'internationalisation.....   | 6         |
| 2.1.1. <i>Le concept de services .....</i>   | <i>6</i>  |
| 2.1.2. <i>Les modalités d'internationalisation des services.....</i>   | <i>8</i>  |
| 2.2. Des statistiques d'échanges de services inadaptées aux besoins des utilisateurs.....  | 9         |
| 2.2.1. <i>Les lacunes de la base de données d'échanges de services de l'OCDE .....</i>   | <i>9</i>  |
| 2.2.2. <i>L'appariement des données d'échanges internationaux avec les statistiques nationales d'activité .....</i>                            | <i>11</i> |
| 2.3. Les attentes des organisations internationales et des négociateurs internationaux en matière de statistiques d'échanges de services ..... | 13        |
| <b>3. Les données produites par la Banque de France .....</b>  | <b>15</b> |
| 3.1. Le rôle de la direction de la balance des paiements dans la mesure des échanges internationaux de services.....                           | 15        |
| 3.2. Les échanges transfrontières.....   | 15        |
| 3.2.1. <i>Les méthodes actuelles de collecte de l'information .....</i>  | <i>15</i> |
| 3.2.2. <i>La prise en compte du seuil d'exemption et son impact sur la mesure des échanges de services .....</i>                               | <i>17</i> |
| 3.2.3. <i>Les évolutions prévues .....</i>   | <i>17</i> |
| <b>4. Les données disponibles à l'Insee sur les échanges internationaux de services .....</b>  | <b>19</b> |
| 4.1. Les échanges internationaux de services dans les comptes nationaux.....   | 19        |
| 4.2. Les échanges internationaux des entreprises de services .....   | 20        |
| <b>5. Les recommandations .....</b>  | <b>22</b> |
| <b>Bibliographie .....</b>   | <b>23</b> |
| <b>ANNEXES .....</b>   | <b>25</b> |

## **Avant-propos**

L'Accord général sur le commerce de services (AGCS) signé à Marrakech en 1994 a ouvert la voie à un processus de libéralisation des échanges mondiaux de services. Ceux-ci croissent, dans la période récente, à un rythme supérieur à celui des biens : sur 2000-2003, le taux de croissance moyen annuel des exportations de services commerciaux est de 7 % (9 % si l'on exclut le transport et le tourisme) alors qu'il s'élève à 5 % pour les marchandises. Leurs marchés représentent, pour les nations les plus développées, de nouvelles opportunités, au moment où la mondialisation menace certaines de leurs industries. L'enjeu lié au développement des marchés mondiaux de services est donc déterminant, en particulier pour la France, quatrième exportateur de services commerciaux en 2004, derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Nul doute que les cycles à venir de l'OMC accorderont une place centrale à ce secteur. Or une bonne conduite des négociations requiert une connaissance précise des flux de commerce, mesurés à partir d'un cadre statistique commun. Celui-ci existe. Il a été élaboré par l'ensemble des institutions internationales concernées (Eurostat, CNUCED, FMI, OCDE, OMC et ONU) et figure dans le Manuel des statistiques du commerce international des services (MSCIS).

Pour répondre aux demandes d'informations du MSCIS, le groupe de travail s'est vu assigner deux objectifs : d'une part comparer et harmoniser les données issues des diverses sources actuellement existant en France, d'autre part proposer des recommandations pour faire éventuellement évoluer les procédures de recueil d'informations de façon à mieux correspondre aux exigences du manuel, dans la perspective d'améliorer l'analyse de notre compétitivité et d'aider la conduite des négociations à venir. Le champ d'investigation du groupe se limite au mode 1 d'échanges de services (flux transfrontières), ce qui exclut les autres formes d'internationalisation, comme le déplacement de l'utilisateur dans le pays prestataire (mode 2, dont l'exemple type est le tourisme), l'activité commerciale des firmes prestataires de services dont les filiales ou les maisons mères sont situées à l'étranger (mode 3) et le déplacement temporaire des travailleurs (mode 4). À l'intérieur du mode 1, les services de transport, objet des travaux d'un autre groupe du Cnis, sont exclus de l'étude. Le domaine de ce groupe couvre donc tout le reste, un vaste champ, allant des services de communication aux services de recherche-développement, en passant par les services d'assurance, les services financiers, les services d'informatique, de conseil et de publicité. Cet ensemble représente environ 40% des exportations françaises de services dans la période 1998-2003.

L'état actuel des données publiées par l'OCDE fait apparaître une grande hétérogénéité entre pays, en termes de périodes et en termes de rubriques couvertes, les décompositions les plus fines étant, en général, très mal renseignées. Le groupe pense qu'avant de mettre en œuvre les recommandations du MSCIS, il serait souhaitable de susciter un premier travail d'harmonisation entre pays, de façon que tous servent, aux mêmes dates et dans les mêmes nomenclatures, les mêmes rubriques. De plus le calcul d'indicateurs de spécialisation ou de compétitivité, qui rapprochent des données de flux d'échanges avec des données sur les systèmes productifs, possède actuellement une portée limitée, du fait de l'hétérogénéité des deux types de nomenclatures, sauf à un niveau très agrégé et pour quelques pays. De ce point de vue également, un travail d'harmonisation pourrait être envisagé, à terme.

Actuellement la direction de la balance des paiements de la Banque de France fournit l'unique mesure des flux d'échanges de services de la France avec l'étranger, dans une nomenclature à 11 postes. Pour servir ces rubriques, la Banque de France utilise deux types de sources, d'une part les déclarations des banques pour leur compte propre et leurs clients (environ 25 000) et d'autre part les déclarations des entreprises relevant de la déclaration directe générale (DDG).

L'Insee reprend ces données d'échanges fournies par la direction de la balance des paiements et les intègre dans les équilibres emplois-ressources par branche, en procédant à une ventilation entre volumes et prix, à partir d'indices de prix à la production, faute de pouvoir disposer d'indices pertinents de prix pour les exportations et les importations. Par ailleurs, l'Insee obtient des données spécifiques à partir des EAE (enquêtes annuelles d'entreprises) sur les exportations et les importations des entreprises de services, à un niveau fin. Mais ces flux ne constituent pas un réel complément des informations fournies par la Banque de France, car ils comportent à la fois des biens et des services, en sorte que le recoupement des deux sources n'est pas possible.

Le MSCIS demande que les statistiques soient présentées dans une nomenclature plus fine que les 11 rubriques existant jusqu'ici, pour aller vers une subdivision en 85 rubriques, et demande qu'elles soient ventilées par zones géographiques.

Le groupe s'est intéressé à la fois aux conditions de la préservation du système actuel de collecte et à sa modification pour se conformer aux cadres proposés par le MSCIS.

Il a souligné que le maintien du dispositif existant est menacé par une nouvelle réglementation européenne qui risque d'être adoptée. Celle-ci, en relevant le seuil de déclaration obligatoire des banques, seuil qui passerait de 12 500 euros à 50 000 euros pour chaque transaction, priverait la Banque de France d'une partie de son information, issue des banques. Si le seuil était relevé, pour garder la même qualité d'informations, le groupe propose de lancer une enquête nouvelle, couvrant des entreprises dont les transactions sont réduites (puisque la question se pose pour les petites transactions) et qui viendrait en complément des statistiques collectées à partir des déclarants directs généraux. Les moyens à mettre en œuvre dépendront, bien entendu, de la périodicité et du champ de l'enquête.

Le groupe a également proposé des améliorations qui devraient être apportées pour rapprocher le dispositif statistique national des exigences du MSCIS :

- Pour améliorer la précision des statistiques de services échangés par catégorie et par pays, une enquête nouvelle devrait être lancée sur les échanges internationaux de services réalisés par toutes les entreprises, qu'elles appartiennent aux secteurs de services ou aux secteurs autres (agroalimentaire, construction, industrie) avec une périodicité quinquennale par exemple ;
- Profitant de cette nécessité de se conformer à la production de données dans une ventilation plus fine, l'Insee et la Banque de France pourraient se concerter pour fournir des informations sur de nouveaux secteurs, issus d'une décomposition de secteurs anciens ; il serait, par exemple, souhaitable de décomposer les services de communication entre « services de poste et de messagerie » et « services de télécommunication ». Cela permettrait pour les secteurs en question de disposer de la même ventilation sectorielle pour les données de production et de valeur ajoutée d'une part et pour les données de flux d'échange d'autre part, cette ventilation étant actuellement différente.

Le groupe est conscient du fait que la mise en oeuvre des enquêtes nouvelles proposées ici, enquêtes qui s'ajouteraient à d'autres enquêtes déjà existantes, en particulier les enquêtes annuelles d'entreprise, accroîtrait la charge déclarative des entreprises.

Le Président du groupe de travail

Signé : Bernard Guillochon

## 1. Introduction

Les modalités d'enregistrement des échanges de services d'un pays avec l'étranger doivent répondre aux besoins des utilisateurs de statistiques, notamment lorsqu'il est question de caractériser la spécialisation et d'apprécier la compétitivité. À cet égard les statistiques existantes au niveau international restent très imparfaites dans la mesure où elles renferment de nombreuses lacunes, ce qui rend la comparaison entre pays difficile, voire impossible. De plus les problèmes d'appariement des données d'échanges avec les données nationales d'activité limitent la portée des conclusions concernant l'ouverture et la spécialisation. Les organisations internationales ont fixé des normes en termes de nomenclatures qui devraient permettre, si la production de données à ce niveau de finesse s'avère possible, d'améliorer considérablement la connaissance de ce type de commerce dont la croissance s'accélère dans la période récente.

La collecte de données sur les exportations et les importations de services de la France avec l'étranger est actuellement fournie par la direction de la balance des paiements de la Banque de France, dans une nomenclature à 11 postes. Cette collecte repose sur des informations fournies par les banques, sur leurs propres activités et sur celles de leurs clients, et sur des informations fournies par des entreprises elles-mêmes. Si, comme c'est probable, dans la période à venir, le seuil en deçà duquel les banques sont exemptées de l'obligation de déclaration est relevé sensiblement, la qualité de l'information recueillie par cette voie va s'en trouver amoindrie. Une réflexion sur les moyens de pallier cet inconvénient s'avère nécessaire, avant même d'aborder la question des procédures permettant de produire des données dans les nomenclatures plus fines, comme le demandent les organismes internationaux.

Les données disponibles à l'Insee concernant les échanges de services trouvent leur origine soit dans les statistiques transmises par la direction de la balance des paiements de la Banque de France, soit dans les EAE (enquêtes annuelles d'entreprises) qui fournissent des données sur des flux d'échanges d'entreprises classées par type d'activité principale, sans distinguer, au sein de ces flux, les biens et les services.

Le bilan de cette étude fait apparaître la nécessité de se situer à deux niveaux de réflexion : celui de la préservation du système existant d'une part, celui des améliorations à apporter au dispositif d'autre part. Les recommandations du groupe portent donc sur ces deux domaines. Elles indiquent que, dans tous les cas, il serait nécessaire de mettre en oeuvre des enquêtes nouvelles.

## 2. Les besoins des utilisateurs et des organisations internationales en matière de statistiques d'échanges de services

### 2.1. Définition des services et de leurs modalités d'internationalisation

#### 2.1.1. Le concept de services

Les services ont longtemps été définis comme l'ensemble des activités ni extractives, ni agricoles, ni industrielles. Présentés ainsi par une liste négative, les services regroupent des activités hétérogènes présentant peu de points communs, ce qui rend délicate une définition conceptuelle.

Historiquement, Adam Smith (1776) considère les services comme du travail improductif par opposition aux biens assimilés au travail productif. Jean-Baptiste Say (1803), quant à lui, pense que les services sont productifs comme les biens, mais les présente comme des produits immatériels puisque consommés dès le moment où ils sont produits. John Stuart Mill (1848) estime que le travail menant à la production de biens et de services est producteur d'utilité, de satisfaction pour le consommateur. Néanmoins, pour lui, seuls les produits matériels sont productifs et créateurs de richesse. Alfred Marshall (1890) reprend cette idée d'un travail productif qui engendre de la richesse matérielle apte à satisfaire des besoins futurs (Hill, 1999).

Cette vision reprise par Hill, finalement adoptée par les économistes, se retrouve dans le système élargi des comptes (SEC 95), dans lequel la comptabilité nationale considère que les travailleurs, vus par Adam Smith comme improductifs, ne peuvent pas être employés pour accroître le stock d'actifs fixes. Ainsi, à l'exception des logiciels, aucune immobilisation incorporelle, telle que des actions de formation, des campagnes de publicité, des achats de brevets ou de fonds de commerce, n'est intégrée dans la formation brute de capital fixe (FBCF).

Nous écartérons ici la conception de Hill<sup>1</sup> (1977), selon lequel, « *un service peut être défini comme un changement dans la condition d'une personne ou d'un bien appartenant à une unité économique, changement qui est le résultat de l'activité d'une autre unité économique, avec l'accord préalable de la première personne ou unité économique* ». Nous retiendrons sa vision de 1999 dans laquelle il présente une nouvelle taxonomie et distingue désormais les biens, les biens intangibles et les services. Il insiste alors sur la confusion néfaste, initiée par Jean-Baptiste Say, entre services et biens immatériels. Les biens possèdent, en effet, deux caractéristiques dont sont dépourvus les services :

- le producteur est propriétaire de l'ensemble des produits utilisés et fabriqués lors du processus de production,
- l'utilisation ou la distribution d'un bien par le producteur correspond à une opération séparée de la production.

La plupart des biens sont matériels. Cependant, il existe d'autres types d'entités qui possèdent toutes les caractéristiques des biens et sont produites par des personnes ou des entreprises engagées dans des activités créatives et innovantes de nature littéraire, scientifique, d'ingénierie, artistique ou de divertissement. Pour Hill (1999), « *les intangibles originaux consistent en des additions à la connaissance et en de nouvelles informations de tous types et nouvelles créations d'une nature artistique ou littéraire* ». Ces originaux, s'ils existent indépendamment des créateurs et du moyen par lequel ils sont enregistrés, n'ont aucune dimension physique ou coordonnées spatiales et s'apparentent à des idées et à de l'information. Des droits de propriétés sur les originaux, dits droits de la propriété intellectuelle, peuvent être définis. Il s'agit de biens immatériels ou intangibles, selon Hill (1999). Une fois qu'un original est produit, il peut être utilisé durant une longue période de temps sous forme de copies.

Hill (1999) en conclut que l'inclusion des biens immatériels au sein de la catégorie des services dans les nomenclatures des industries et des produits (ISIC) et (CPC) correspond à une erreur de classification : « *les services sont hétérogènes par essence, mais pas si hétérogènes qu'ils comprennent l'ensemble des biens intangibles* ». Il défend une trichotomie : biens, biens intangibles et services.

En effet, par essence, un service ne peut pas être stocké. Il est impossible d'établir les droits de propriété d'un service et de les transférer. En pratique, un service ne peut pas être produit sans l'accord, la coopération et si possible la participation active des acheteurs : les services ne sont pas des entités séparables des unités qui les utilisent ou les consomment. Cette propriété entraîne une impossibilité de produire un service dans un pays et de le vendre dans un autre. Ainsi, selon Hill (1999), les seuls services faisant l'objet d'échanges transfrontières (exportés au sens étroit du terme), correspondent à des prestations rendues directement par des producteurs résidents à des consommateurs non-résidents, ce qui impose une contrainte majeure aux échanges internationaux de services. Cette spécificité des services a été prise en compte par les négociateurs internationaux lors de la définition des modalités d'internationalisation retenues dans l'AGCS (Accord général sur le commerce de services) signé à Marrakech en 1994.

La définition de Hill, qui se réfère à une analyse approfondie des services et des biens, se révèle, malheureusement, peu opérationnelle pour une analyse statistique. Aussi, dans la suite du rapport retiendrons-nous comme définition la liste des activités de services présentées dans la classification centrale de produit (CCP) de l'ONU. Par ailleurs, nous excluons de notre champ le transport et le tourisme dans la mesure où ces deux activités dépendent d'autres Formations du Cnis. Concernant les échanges de services, nous reprenons la nomenclature EBOPS (*Extended Balance of Payments Services Classification*) présentée dans le « Manuel des statistiques du commerce international de services » (MSCIS) publié, en 2002, à l'initiative de six organisations internationales, Eurostat, la CNUCED, le FMI, l'OCDE, l'OMC et l'ONU. La rédaction de cet ouvrage de référence résulte de l'AGCS. Conformément aux objectifs assignés, le MSCIS montre une correspondance étroite entre la nomenclature la plus détaillée du manuel (EBOPS) et la nomenclature internationale des produits (CPC) en 5 positions (voir annexe 4 pour les activités de services hors transport et voyages).

---

<sup>1</sup> Peter Hill a été consultant auprès de l'ONU sur la question de la définition des services lors de la rédaction du nouveau système de comptes nationaux SCN93.

Outre l'amélioration du détail sectoriel, un autre enjeu majeur pour les statisticiens des échanges internationaux de services réside dans les ventilations géographiques. Il existe deux nomenclatures qui ne sont pas totalement compatibles : celle utilisée par la BCE pour ventiler les balances trimestrielles et annuelles de la Zone Euro et celle utilisée par Eurostat pour ventiler les balances des paiements nationales trimestrielles et annuelles (voir annexe 5).

### 2.1.2. Les modalités d'internationalisation des services

Les préoccupations liées à l'échange international de services furent mentionnées officiellement pour la première fois en 1974 dans le « *Trade Act* » établi par le Congrès américain pour le cycle de négociations internationales de Tokyo. Seule l'interdiction de subventionner les services liés au commerce de marchandises fut incluse dans l'accord final. Les firmes américaines de services, désirant la suppression des entraves aux échanges, firent alors pression afin que le cycle de négociations commerciales d'Uruguay, qui s'ouvrit en 1986, comprenne l'extension du principe du libre échange aux services (Rabaud, 1995).

La définition des services de Hill (1977) a servi de point de départ à celle de l'échange de services, perçus comme impliquant la vente de connaissance et d'expertise par un résident d'un pays à des résidents d'un autre pays, abstraction faite du lieu où la transaction s'opère. L'importance du contact personnel et direct entre le prestataire de service et son client conduit les négociateurs à retenir quatre modalités d'internationalisation des services, dans l'AGCS, qu'ils dénomment « les quatre modes d'échange de services » :

- 1 - **l'échange transfrontières de services** correspond à la fourniture d'un service en provenance ou à destination d'un autre pays. Le consommateur reste dans son pays. Le prestataire est dans un autre pays et le service traverse la frontière. L'offre de services s'effectue soit par les moyens de télécommunications (téléphone, fax, télévision, internet), soit par l'envoi de documents, de disquettes, de cédérom, etc. Sont concernés les transports, les communications, les assurances...
- 2 - **la consommation à l'étranger** implique la fourniture d'un service à un consommateur venant d'un autre pays. Ce mode 2 correspond principalement au tourisme (voyages), mais également aux séjours linguistiques, aux études et aux soins à l'étranger. Le consommateur se déplace pour consommer les services d'un autre pays.
- 3 - **la présence commerciale** suppose la fourniture d'un service grâce à une présence commerciale sur le territoire d'un autre pays. Ce mode 3 est caractérisé par la présence à l'étranger d'une filiale ou d'une succursale d'une unité résidente. Les statistiques concernant ce mode sont plus communément appelées FATS (*Foreign Affiliates Trade Statistics*). Les services médicaux offerts par un hôpital détenu par des propriétaires étrangers et les services financiers proposés par la succursale d'une banque étrangère en sont des exemples.
- 4 - **la présence de personnes physiques** repose sur la fourniture d'un service grâce à la présence de personnes physiques originaires d'un pays sur le territoire d'un autre pays. Ce mode 4 est caractérisé par la présence temporaire d'un résident dans un autre pays pour son compte propre ou pour le compte de son employeur. Cette modalité comprend les services de conseil en informatique ou l'emploi temporaire de travailleurs de la construction<sup>2</sup>.

Si les modes 1 et 2 correspondent à la définition habituelle de l'échange international retenue pour les biens, le mode 3 qui requiert l'implantation d'une usine ou d'une agence sur le marché du pays que l'on souhaite desservir en diffère. En effet, la production est alors réalisée à l'étranger et contribue au PIB et à l'emploi du pays d'accueil et non plus à celui du pays d'origine de la firme. Concernant le mode 4, tant que le déplacement reste inférieur à un an, le prestataire demeure résident de son pays d'origine de sorte que le mouvement de personnes physiques diffère de l'implantation à l'étranger ; il peut être considéré comme un échange, dans une acception large du terme.

---

<sup>2</sup> D'après Eurostat et alii (2002) et OMC (2003).

Conformément au mandat du groupe de travail (voir annexe 1), dans ce rapport, nous nous intéresserons uniquement au mode 1, c'est-à-dire aux échanges internationaux de services au sens strict, abstraction faite des questions de présence commerciale et de présence de personnes physiques. Le mode 2, qui concerne le tourisme pour l'essentiel, se situe hors du champ d'étude du groupe, dans la mesure où ce thème relève de la responsabilité d'une autre formation du Cnis.

## **2.2. Des statistiques d'échanges de services inadaptées aux besoins des utilisateurs**

Trois organismes fournissent des bases de données d'échanges internationaux de services. Le FMI compile les données de balance des paiements nationales des pays membres. Le CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) élabore sa propre base de données de balance des paiements avec une attention particulière apportée aux échanges internationaux de services dans l'objectif de construire des MEGC (modèles d'équilibre général calculable) évaluant l'impact de la libéralisation des échanges de services. La base CHELEM-BAL sur les balances des paiements comprend, dans sa version 2004, les échanges de services de cent quatre-vingt quatorze pays. L'OCDE et Eurostat réalisent une base relative aux statistiques d'échanges de services des trente pays membres de l'OCDE à partir des données des balances des paiements nationales.

Etant donné que les pays ont mis en œuvre progressivement et à un rythme différent les recommandations et la nomenclature d'échanges de services préconisée par le cinquième manuel de la balance des paiements (MBP5), publié en 1993, agrégation en onze postes de la classification détaillée EBOPS, la disponibilité des données diffère très sensiblement entre nations. Cette divergence est renforcée lorsque les pays du nord et du sud sont simultanément pris en considération. Par exemple, l'Inde est l'un des principaux exportateurs mondiaux de services d'informatique, mais ce type de services n'apparaît pas, car il n'est pas isolé en tant que tel dans les données internationales de balance des paiements et continue à faire partie du poste « Autres services » dans les bases du FMI ou du CEPII. Nous avons donc choisi de privilégier, lorsque nous procédons à des comparaisons internationales, la base de données conjointe établie par l'OCDE et Eurostat qui devrait offrir des données plus homogènes dans la mesure où les écarts de niveaux de développement entre les trente pays membres de l'OCDE sont moins prononcés qu'entre les pays membres du FMI.

Cependant, ces dernières données soulèvent un certain nombre de problèmes qui devraient être résolus pour qu'une étude de la compétitivité et des avantages comparatifs dans les services puisse être menée. Par ailleurs, en calculant un taux de couverture sectoriel qui rapporte la demi-somme des exportations et des importations de services à la production, on découvre d'importantes difficultés liées au manque de compatibilité des nomenclatures d'échanges internationaux et d'activités qui persistent en dépit des efforts déjà réalisés par les organisations internationales et dont témoigne le MSCIS<sup>3</sup>.

### **2.2.1. Les lacunes de la base de données d'échanges de services de l'OCDE**

La base de données d'échanges internationaux de services Eurostat/OCDE comprend les statistiques d'échanges de services de vingt-neuf pays membres<sup>4,5</sup> avec le reste du monde en millions de dollars courants de 1970 à 2002 pour les quatre-vingt cinq postes de services de la nomenclature EBOPS et six niveaux de détails. Dans une première décomposition, l'agrégat échanges de services est découpé en trois : transport, voyages (tourisme) et autres services. Le transport et le tourisme étant du ressort d'autres Formations du Cnis, nous focalisons notre étude sur les autres services. Demeurent alors cinquante secteurs, au lieu des neuf activités agrégées<sup>6</sup> recommandées dans MBP5, soit 100 postes d'exportations et d'importations (voir annexe 6).

<sup>3</sup> Pour plus de détails, voir annexe 7.

<sup>4</sup> La Belgique et le Luxembourg ne déclarent séparément leurs statistiques d'échanges de services que depuis 2002. Nous avons préféré prendre en compte les échanges de l'UEBL (Union Belgo-Luxembourgeoise) pour laquelle nous disposons de statistiques sur une plus longue période.

<sup>5</sup> Les vingt-neuf pays de la base échanges de services de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, l'UEBL, le Canada, la Corée du sud, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Slovaquie, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

<sup>6</sup> Les autres services comprennent alors : les services de construction, les services de communication, les services d'assurance, les services financiers, les services d'informatique et d'information, les brevets et redevances, les autres services aux entreprises, les services personnels, culturels et récréatifs, les services reçus/fournis par les administrations publiques.

La base Eurostat/OCDE est fondée sur les statistiques établies par les pays pour leur balance des paiements nationale. Or, la date de début d'enregistrement des échanges de services et le degré de couverture sectorielle diffèrent sensiblement entre les pays (tableau 1).

Nous avons retenu deux critères arbitraires pour sélectionner les produits : ① le service doit correspondre à plus de 5 % des échanges « d'autres services » en crédits et en débits, ② au moins dix pays doivent fournir des données en 1995 et au moins quinze en 2002. Nous avons rajouté à notre liste la décomposition entre « services de poste et de messagerie » et « services de télécommunication », pour son intérêt économique, bien que ces deux activités ne remplissent pas tous les critères. Nous retenons deux décompositions sectorielles : les neuf activités définies par MBP5 et les vingt-quatre que nous avons sélectionnées (tableau 2).

**Tableau 1 : Nombre de postes desservis selon les pays et les années** <sup>a</sup>

| Pays                | Année de début | Nombre de postes | Année de hausse au milieu des années 1990 | Nombre de postes | 1ère Année du plus grand nombre | Nombre de postes en 2002 |
|---------------------|----------------|------------------|---|------------------|---------------------------------|--------------------------|
| Allemagne           | 1985           | 21               |   |                  | 1993                            | 53                       |
| Australie           | 1970           | 10               | 1992                                      | 37               | 1999                            | 45                       |
| Autriche            | 1992           | 12               | 1995                                      | 19               | 2000                            | 21                       |
| Belgique-Luxembourg | 1991           | 33               | 1995                                      | 45               | 1999                            | 56                       |
| Canada              | 1970           | 19               | 1995                                      | 45               | 1996                            | 47                       |
| Corée du sud        | 1980           | 9                | 1992                                      | 12               | 1998                            | 14                       |
| Danemark            | 1993           | 3                |   |                  | 1999                            | 4                        |
| Espagne             | 1985           | 22               | 1992                                      | 41               | 1993                            | 53                       |
| Etats-Unis          | 1986           | 43               | 1996                                      | 44               | 2001                            | 48                       |
| Finlande            | 1992           | 35               |   |                  | 1998                            | 45                       |
| France              | 1985           | 21               | 1992                                      | 34               | 1998                            | 31                       |
| Grèce               | 1985           | 2                | 1993                                      | 31               | 2002                            | 48                       |
| Hongrie             | 1982           | 4                | 1995                                      | 14               | 1996                            | 19                       |
| Irlande             | 1993           | 2                | 1998                                      | 10               | 2002                            | 37                       |
| Islande             | 1978           | 2                | 1995                                      | 17               | 1997                            | 21                       |
| Italie              | 1985           | 21               | 1992                                      | 43               | 1999                            | 65                       |
| Japon               | 1991           | 20               |   |                  | 1996                            | 22                       |
| Mexique             | 1987           | 6                | 1996                                      | 15               | 1997                            | 23                       |
| Norvège             | 1981           | 39               | 1992                                      | 60               | 1996                            | 52                       |
| Nouvelle-Zélande    | 1970           | 3                | 1992                                      | 20               | 2000                            | 22                       |
| Pays-Bas            | 1992           | 31               | 1995                                      | 38               | 1997                            | 39                       |
| Pologne             | 1980           | 4                | 1996                                      | 42               | 2000                            | 51                       |
| Portugal            | 1985           | 20               | 1993                                      | 34               | 1996                            | 58                       |
| République tchèque  | 1993           | 19               | 1997                                      | 30               | 2001                            | 62                       |
| Royaume-Uni         | 1985           | 17               | 1996                                      | 47               | 1996                            | 46                       |
| Slovaquie           | 1994           | 21               | 1996                                      | 28               | 1998                            | 26                       |
| Suède               | 1992           | 29               | 1995                                      | 33               | 1998                            | 58                       |
| Suisse              | 1986           | 8                |   |                  | 1998                            | 9                        |
| Turquie             | 1984           | 6                | 1995                                      | 19               | 1998                            | 19                       |

Source : Recherche réalisée par Isabelle Rabaud, à partir de la base de données d'échanges internationaux de services Eurostat/OCDE.

<sup>a</sup> Ne sont comptabilisés que les postes pour lesquels les crédits et les débits sont supérieurs à zéro en valeur absolue. Nos résultats diffèrent donc de ceux des organisations internationales qui ne prennent en compte que la déclaration d'un flux, même nul.

La décomposition en neuf postes (indiqués en caractères gras dans le tableau 2) recommandée par MBP5 est désormais disponible dans la plupart des pays. Ainsi, les « services d'informatique et d'information », le poste le moins complété, est rempli par vingt-cinq pays en 2002. En revanche, les décompositions plus fines demeurent peu renseignées. Ainsi, la distinction entre « services de poste et de messagerie » et « services de télécommunication », d'une part, et « services d'informatique » et « services d'information », d'autre part, n'est disponible que pour une quinzaine de pays en 2002. Si le détail des « autres services aux entreprises » est mieux connu, le nombre de pays pour lesquels l'information est disponible varie sensiblement d'une activité à l'autre. Ainsi, en 2002, vingt-cinq pays renseignent le « négoce international, autres services liés au commerce », contre treize seulement pour les « services entre entreprises affiliées » (voir tableau 2).

Tableau 2 : Nombre de pays pour lesquels des données sectorielles d'échanges de services sont disponibles <sup>a</sup>

| Codes      |   | 1992 | 1995 | 1998 | 2002 |
|------------|---|------|------|------|------|
| <b>245</b> | <b>A) Services de communication</b>   | 19   | 25   | 27   | 27   |
| 246        | 1) Services de poste et de messagerie   | 3    | 5    | 13   | 15   |
| 247        | 2) Services de télécommunication  | 3    | 5    | 14   | 17   |
| <b>249</b> | <b>B) Construction</b>  | 18   | 23   | 24   | 25   |
| <b>253</b> | <b>C) Services d'assurance</b>  | 21   | 27   | 28   | 27   |
| <b>260</b> | <b>D) Services financiers</b>   | 19   | 24   | 26   | 25   |
| <b>262</b> | <b>E) Services d'informatique et d'information</b>                                    | 14   | 20   | 25   | 25   |
| 263        | 1) Services d'informatique  | 6    | 8    | 16   | 17   |
| 264        | 2) Services d'information   | 3    | 5    | 14   | 14   |
| <b>266</b> | <b>F) Redevances et droits de licence</b>   | 20   | 24   | 25   | 25   |
| <b>268</b> | <b>G) Autres services aux entreprises</b>   | 24   | 27   | 28   | 28   |
| 269        | 1) Négoce international, autres services liés au commerce                             | 18   | 21   | 25   | 25   |
| 272        | 2) La location-exploitation   | 14   | 20   | 22   | 23   |
| 273        | 3) Services aux entreprises, spécialisés et techniques divers                         | 21   | 26   | 27   | 27   |
| 274        | a) Services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion et relations publiques | 14   | 19   | 19   | 17   |
| 278        | b) Publicité, études de marché et sondages d'opinion                                  | 15   | 19   | 19   | 18   |
| 279        | c) Recherche and développement  | 13   | 19   | 19   | 17   |
| 280        | d) Architecture, ingénierie et autres services techniques                             | 14   | 17   | 19   | 16   |
| 281        | e) Services agricoles, miniers et de traitement s/place                               | 10   | 13   | 17   | 14   |
| 284        | f) Autres services aux entreprises  | 14   | 19   | 20   | 19   |
| 285        | g) Services entre entreprises affiliées, n.i.a.                                       | 11   | 13   | 13   | 13   |
| <b>287</b> | <b>H) Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</b>                      | 17   | 24   | 27   | 28   |
| <b>291</b> | <b>I) Services reçus/fournis par les administrations publiques</b>                    | 24   | 26   | 27   | 28   |

Source : Recherche réalisée par Isabelle Rabaud, à partir de la base de données d'échanges internationaux de services Eurostat/OCDE.

a Ne sont comptabilisés que les postes pour lesquels les crédits et les débits sont supérieurs à zéro en valeur absolue. Nos résultats

diffèrent donc de ceux des organisations internationales qui ne prennent en compte que la déclaration d'un flux, même nul.

\* Les données ont été corrigées, par la méthode développée au Cepii afin que l'agrégat "Autres services" sont toujours égal à la somme de ses éléments (cf. Rabaud, 2004b)

## 2.2.2. L'appariement des données d'échanges internationaux avec les statistiques nationales d'activité

Le calcul d'un taux d'ouverture sectoriel renseigne sur le degré d'internationalisation des activités de services par le biais du mode 1. Un tel calcul suppose la mise en regard des données d'échanges internationaux de services avec les statistiques de production (ou de valeur ajoutée) dans les activités de services. Une correspondance entre la nomenclature EBOPS des activités de services échangées et la classification internationale industrielle standard (ISIC) est alors nécessaire. Elle s'avère délicate comme l'atteste le travail réalisé dans le MSCIS qui est repris partiellement dans l'annexe 4.

Outre les difficultés ou l'absence de correspondance entre les deux nomenclatures, le degré de décomposition des données diffère entre les bases. Comme l'indique le tableau 3, une correspondance entre quatre seulement des neuf postes sectoriels principaux d'échanges de services et les activités de la classification ISIC a pu être obtenue. Nous avons retenu la décomposition à deux positions de la nomenclature ISIC. Deux autres rubriques, les « services d'assurance » et les « services financiers » ont dû être regroupés sous l'appellation « intermédiation financière ». Cette addition de deux postes de balance des paiements réduit le nombre d'années pour lesquelles un indicateur de degré d'ouverture est disponible, car il faut disposer à la fois de données pour les échanges des deux activités et pour la production. Ainsi, pour la Finlande, le degré d'ouverture de l'intermédiation financière ne peut être calculé qu'entre 1992 et 1998 et seulement en 2001 pour l'Islande.

Tableau 3: Disponibilité concomitante des données sectorielles d'échanges de services et de production

| Activités   | Pays <sup>1</sup>      | AUS   | AUT   | BLEU <sup>2</sup> | CAN   | CHE   | CZE   | DEU   | DNK   | ESP   | FIN   | FRA   | GBR   | GRC   | HUN   | IRL  |
|---|------------------------|-------|-------|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| <b>A) Services de communication</b>                               |                        |       | 92-02 | 91-02             | 81-01 | 98-02 |       | 91-02 |       | 95-00 | 92-02 | 85-02 | 92-01 | 95-02 | 95-01 |      |
| <b>B) intermédiation financière<sup>3</sup></b>                   | PAS                    |       | 92-02 | 91-02             | 86-01 | 98-02 | 93-02 | 91-02 |       | 95-00 | 92-98 | 85-02 | 96-01 | 95-02 | 95-02 | PAS  |
| <b>C) Services d'informatique et d'information</b>                |                        |       | 95-02 | 91-02             |       |       |       | 91-02 |       | 95-00 | 92-02 | 85-02 | 92-01 | 95-02 | 96-01 |      |
| <b>D) Autres services aux entreprises</b>                         |                        |       | 92-02 | 91-02             | 81-01 | 90-02 | 93-02 | 91-02 | 99-02 | 95-00 | 92-02 | 92-02 | 89-01 | 95-02 | 91-02 |      |
| 1) Négoce international, autres services liés au commerce         | DE                     |       | 92-02 | 91-02             | 81-01 | 90-02 | 93-02 | 91-02 |       | 95-00 | 92-02 | 85-02 | 95-01 | 95-02 | 95-02 | DE   |
| 2) Location-exploitation  |                        |       | 92-02 | 91-02             | 82-01 |       |       | 91-02 |       | 95-00 | 92-02 | 85-02 | 92-01 | 95-02 | 95-01 |      |
| a) Recherche et développement                                     | PROD                   |       |       | 91-02             |       |       |       | 91-02 |       | 95-00 | 92-02 | 92-02 | 96-01 | 95-02 |       | PROD |
| <b>E) Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</b>  |                        |       | 92-02 | 91-02             | 70-01 | 90-02 | 95-02 | 91-02 |       | 95-00 | 92-02 | 85-02 | 89-01 | 95-02 | 96-02 |      |
| <b>Services rendus principalement aux entreprises<sup>4</sup></b> |                        |       | 95-02 | 91-02             | 90-01 |       | 95-02 | 91-02 |       | 95-00 | 92-98 | 92-02 | 96-01 | 98-02 | 96-02 |      |
| Industries  | Countries <sup>1</sup> | ISL   | ITA   | JPN               | KOR   | MEX   | NLD   | NOR   | NZL   | POL   | PRT   | SWE   | SVK   | TUR   | USA   |      |
| <b>A) Services de communication</b>                               |                        | 90-02 | 92-02 | 91-98             | 80-02 | 97-02 | 92-02 | 81-02 | 98-02 | 94-00 | 85-02 | 92-02 | 94-99 |       | 87-01 |      |
| <b>B) intermédiation financière<sup>3</sup></b>                   | 01                     |       | 85-02 | 91-02             | 92-02 |       | 95-02 | 81-02 | 92-02 | 94-02 | 85-02 | 93-02 | 94-01 | PAS   | 87-01 |      |
| <b>C) Services d'informatique et d'information</b>                |                        | 96-02 | 92-02 |                   |       |       | 95-02 | 81-02 |       |       | 95-99 | 93-02 | 96-99 |       |       |      |
| <b>D) Autres services aux entreprises</b>                         |                        | 90-02 | 85-02 | 91-02             | 80-02 | 88-02 | 92-02 | 81-02 | 92-02 | 92-02 | 85-02 | 93-02 | 94-01 |       | 87-01 |      |
| 1) Négoce international, autres services liés au commerce         |                        |       | 85-02 |                   | 80-02 |       | 92-02 | 81-02 | 92-02 | 99-02 | 85-02 | 93-02 | 94-01 | DE    | 01    |      |
| 2) Location-exploitation  |                        |       |       |                   | 80-02 |       | 92-02 | 81-02 |       |       | 95-99 | 95-02 |       |       |       |      |
| a) Recherche et développement                                     |                        |       |       |                   |       |       | 92-02 | 81-02 |       |       | 95-99 |       | 95-99 | PROD  |       |      |
| <b>E) Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</b>  |                        | 95-02 | 85-02 | 91-02             | 97-02 | 94-02 | 95-02 | 81-02 | 92-02 | 94-02 | 93-02 | 93-02 | 96-01 |       | 86-01 |      |
| <b>Services rendus principalement aux entreprises<sup>4</sup></b> |                        |       | 92-02 |                   | 98-02 |       | 95-02 | 92-02 | 99-02 | 95-02 | 93-02 | 92-02 | 96-01 |       | 87-01 |      |

(Source : Recherches réalisées par Isabelle Rabaud, à partir de la base de données d'échanges de services de l'OCDE

<sup>1</sup> Codes ISO alphanumériques, disponibles sur le site suivant : <http://unstats.un.org/unsd/methods/m49/m49alphaf.htm>

<sup>2</sup> Union économique belgo-luxembourgeoise

<sup>3</sup> Services d'assurance et services financiers

<sup>4</sup> Transport, voyages, services de communication, construction, services d'assurance, services financiers, services informatiques et d'informations, brevets et redevances et autres services aux entreprises

Par ailleurs, l'information n'est pas homogène entre les pays. Ainsi, l'Australie, l'Irlande et la Turquie ne fournissent aucune donnée sur la production dans les services. En outre, au Canada, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Slovaquie, les données ne sont disponibles que jusqu'en 2001. Les « services d'informatique et d'information » demeurent l'activité pour laquelle les deux statistiques sont le moins longtemps et le moins souvent disponibles : seuls seize pays offrent les deux informations et ce exceptionnellement avant 1992. En revanche, les « autres services aux entreprises » sont renseignés pour tous les pays et fréquemment avant 1992. A un degré de détail plus fin, les informations sont encore plus rares, ainsi seuls onze pays disposent de l'information pour la « recherche et développement ».

De plus, il est clairement impossible de construire une partition dans la mesure où, dans un secteur donné, les statistiques disponibles pour les échanges ne le sont pas nécessairement pour la valeur ajoutée.

### 2.3. Les attentes des organisations internationales et des négociateurs internationaux en matière de statistiques d'échanges de services

Les six organisations internationales qui ont collaboré à la rédaction du MSCIS s'attachent désormais à la mise en œuvre des cinq recommandations suivantes :

- (1) l'application des normes du cinquième Manuel de statistiques de balance des paiements publié par le FMI en 1993, qui distingue onze catégories de services (en incluant le transport et les voyages) ;
- (2) l'identification en priorité des services à intérêt économique majeur au sein de la décomposition EBOPS, en quatre-vingt cinq activités, ventilation détaillée des onze rubriques initiales ;<sup>7</sup>
- (3) compléter les données FATS, développer un indicateur de la présence commerciale, étendre la ventilation sectorielle des IDE (investissements directs à l'étranger) pour assurer la correspondance avec la nomenclature CITI (Classification industrielle internationale) ;
- (4) étendre les statistiques FATS au recensement des ventes, de la valeur ajoutée, de l'emploi, des exportations et des importations à la fois pour les filiales résidentes d'entreprises d'origine étrangère (FATS *inward*) et pour les filiales à l'étranger d'entreprises originaires de France ou d'un autre pays membre (FATS *outward*) ;
- (5) développer la ventilation géographique des données d'échanges, FATS et IDE détaillées par activités.

Relayant les souhaits des négociateurs internationaux, les organisations internationales, notamment l'OCDE et l'OMC, essaient d'établir les prémices d'une évaluation de l'internationalisation des services pour chacun des quatre modes définis par l'AGCS. Une première estimation approximative de l'importance des quatre modes a été réalisée par Guy Karsenty de l'OMC (voir tableau 4). Selon ce travail, au niveau mondial, la présence commerciale évaluée à partir des données FATS (mode 3) serait deux fois plus élevée que les échanges transfrontières (mode 1), eux-mêmes deux fois supérieurs à la consommation à l'étranger (mode 2). Le mouvement temporaire des personnes physiques (mode 4), évalué à partir des rémunérations des salariés serait dix fois inférieur à la consommation à l'étranger. En réalité, les données FATS indiquent les chiffres d'affaires des FATS dites *outward* au sein desquelles existent des doubles comptabilisations entre ce chiffre d'affaires qui inclut les exportations effectuées par ces filiales étrangères, exportations qui sont déjà comptabilisées comme échanges transfrontières dans le mode 1. Il conviendrait donc de soustraire du chiffre d'affaires, dans les données FATS, le montant des exportations réalisées par des firmes contrôlées par des entreprises d'origine étrangère. De plus, la connaissance exacte des activités de services des filiales reste difficile à cerner car les statistiques FATS *outward* sont établies en référence au secteur d'activité de l'entreprise mère résidente et non relativement au secteur d'activité de la filiale étrangère sur le marché du pays hôte.

---

<sup>7</sup> Une piste pourrait être de donner la priorité aux activités pour lesquelles Eurostat réalise déjà des estimations pour la France. L'avis d'Eurostat concernant cette possibilité serait très utile.

**Tableau 4 : Ventes par modes de fourniture de l'AGCS : une approximation statistique**

| Mode de fourniture                    | Approximation  | Estimation (Milliards US\$) |
|---------------------------------------|--|-----------------------------|
| 1 - Fourniture transfrontière         | Balance des paiements : exportations de services commerciaux (à l'exclusion des voyages) | 1 000                       |
| 2 - Consommation à l'étranger         | Balance des paiements : exportations de voyages  | 500                         |
| 3 - Présence commerciale              | Statistiques FATS : chiffre d'affaires   | 2 000                       |
| 4 - Mouvement des personnes physiques | Balance des paiements : rémunération des salariés  | 50                          |

(Source : Présentation de Bettina Wistrom (OCDE), d'après le module de formation de l'OMC, <http://unstats.un.org/unsd/tradeserv>)

La mesure du mode 4 (le mouvement temporaire des personnes physiques) par la rémunération des travailleurs qui inclut, principalement, les salaires des travailleurs frontaliers semble audacieuse. En effet, rien ne permet de déterminer qu'ils travaillent dans des entreprises de services. En pratique, les flux de revenus ne sont pas classés en échanges de services en balance des paiements. Par ailleurs, considérer que les services d'information et d'informatique et les services divers aux entreprises (conseil en gestion, juridique, ...) relèvent du mode 4 pose problème. En effet, ce sont les contrats de prestation de services entre entreprises et particuliers qui sont enregistrés, et non pas les salaires des travailleurs temporairement expatriés. L'évaluation du mode 4 parfois effectuée, par les organisations internationales, par l'envoi de fonds des migrants pose également question.

Les négociateurs internationaux français suivent attentivement les travaux menés par les statisticiens et souhaiteraient disposer de statistiques relatives à l'internationalisation des services. Mais, pour l'instant, les négociations commerciales internationales en matière de services sont fondées sur des règles juridiques et les statistiques demeurent encore peu utilisées. En effet, les difficultés d'identification des modalités d'internationalisation qui prévalent dans chaque activité de service, notamment en référence au mode 4, ne permettent pas encore de disposer d'une évaluation des échanges, au sens large, décomposée selon les quatre modes, chiffrage qui répondrait aux besoins des négociateurs internationaux. De plus, contrairement aux biens, il est très difficile de mesurer l'effet de la libéralisation des échanges de services, ce qui conduit à une indétermination des positions. Par exemple, si le Brésil libéralise les services de télécommunication, France Telecom ne va pas forcément investir au Brésil l'année suivante. Tout dépend de la politique de développement de l'entreprise.

En pratique, les intérêts de la France sont déterminés, notamment, par les ministères techniques (l'Équipement et l'Industrie en particulier) qui connaissent bien leur secteur. La détermination des intérêts offensifs doit s'appuyer également sur les entreprises elles-mêmes. Les missions économiques à l'étranger du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, par l'intermédiaire de leurs experts multilatéraux, transmettent les difficultés rencontrées par les entreprises d'origine française implantées à l'étranger en termes de demandes susceptibles d'être reprises dans les négociations à l'OMC. Enfin, les propositions n'émanent pas de la France, mais de la Commission européenne qui reprend et hiérarchise les intérêts des vingt-cinq États membres en fonction des secteurs d'avenir pour l'UE25.

### 3. Les données produites par la Banque de France

#### 3.1. Le rôle de la direction de la balance des paiements dans la mesure des échanges internationaux de services

La Banque de France établit la balance des paiements et la position extérieure de la France pour le compte de l'État aux termes de la loi n° 93-980 du 4 août 1993, article L. 141-7 du code monétaire et financier. Ainsi la balance des paiements offre l'unique mesure des échanges internationaux de services, à l'image de ce qui se fait en Allemagne ou en Italie, où c'est la banque centrale qui établit la balance des paiements, alors qu'au Royaume-Uni ou en Irlande, elle est élaborée par l'institut national de statistiques. Toutefois plusieurs pays d'Europe sont en train de modifier le partage des tâches dans l'élaboration de la balance des paiements entre la banque centrale et l'institut national de statistiques. Ainsi l'Espagne, la Finlande et le Danemark vont confier les transactions courantes (compte des opérations non financières) aux instituts nationaux de statistiques, le compte financier et le bouclage final demeurant sous la responsabilité de la banque centrale.

En charge de l'élaboration de la balance des paiements depuis 1959, la direction de la balance des paiements participe depuis cette date à la définition et met en œuvre les recommandations méthodologiques internationales venant du FMI, d'Eurostat, de la BCE et de l'OCDE. A ce titre, elle a été partie prenante de la mise au point du manuel de référence en matière d'échanges internationaux de services : le manuel des statistiques du commerce international des services (MSCIS) publié fin 2002. Un nouveau chantier est en route avec la révision pour 2007/2008 des deux documents de référence, le cinquième manuel de la balance des paiements (MBP5) et le Système des Comptes Nationaux (dit SCN93).

Comme la plupart des pays européens, et en particulier tous les pays de l'Union européenne à l'exception du Royaume-Uni et de l'Irlande, la France élabore des balances des paiements mensuelles ; la balance des paiements de la zone euro est également publiée avec une fréquence mensuelle. Une telle périodicité est généralement associée à des systèmes déclaratifs à visée exhaustive mis en place dans le cadre du contrôle des changes, même si certaines banques centrales réalisent de plus en plus d'enquêtes. Outre ses fonctions économiques et comptables, la balance des paiements se voit reconnaître un rôle d'indicateur financier et monétaire notamment au niveau de la BCE. Compte tenu des délais très courts, les services ne sont pas détaillés par poste et ne sont ventilés géographiquement qu'en deux zones : intra et extra zone euro.

Comme les autres grands pays industrialisés, les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, notamment, la France publie des balances des paiements trimestrielles, et annuelles, fréquence minimale demandée par le FMI. La nomenclature des services utilisée au trimestre pour la BCE, Eurostat et le FMI est la moins détaillée. Elle comprend onze postes correspondant aux principales catégories types de services dans le cinquième manuel de la balance des paiements. La nomenclature des services utilisée à l'année aussi bien pour la BCE, Eurostat et le FMI est la plus détaillée. Elle comprend quatre-vingt cinq postes correspondant à la nomenclature étendue du MSCIS. A ces nomenclatures de services correspondent des nomenclatures de ventilations géographiques. Si au trimestre on doit ventiler les services entre environ trente pays ou zones, à l'année la ventilation porte sur tous les pays.

#### 3.2. Les échanges transfrontières

##### 3.2.1. Les méthodes actuelles de collecte de l'information

Le système de collecte est actuellement fondé principalement sur deux piliers : d'une part sur les déclarations des banques pour leur compte propre et pour celui de leurs entreprises clientes et d'autre part sur les entreprises relevant de la déclaration directe générale (voir annexe 5 la nomenclature de collecte). Ce système, mis en place au moment de la levée du contrôle des changes a été profondément modifié en 2003. Depuis le décret du 7 mars 2003, certaines entreprises, deviennent déclarants directs généraux (DDG), dès lors qu'elles effectuent des transactions annuelles avec l'étranger d'au moins 30 millions d'euros pour une ligne de services ou de revenus visée par l'arrêté d'application du 7 mars 2003. Elles sont alors tenues de déclarer l'intégralité de leurs flux de règlements avec l'étranger ainsi que l'encours de fin de mois de leurs comptes non-résidents. Leurs transactions continuent cependant à faire l'objet d'une déclaration simplifiée de la part des banques résidentes gérant leurs comptes. Cette information est complétée par les déclarants directs partiels (DDP), soit les entreprises dont les transactions internationales mensuelles réglées à partir d'un compte non-résident sont supérieures à un million d'euros, mais dont les transactions

annuelles relatives à au moins une rubrique de services ou de revenus restent inférieures à 30 millions d'euros. Ces entreprises déclarent chaque mois les règlements effectués à partir de comptes bancaires ou courants ouverts à l'étranger ainsi que l'encours en fin de mois de ces comptes.

Du côté de la population des banques, on compte environ 140 banques déclarant une activité internationale pour compte propre ou pour l'une des 25 000 entreprises clientes.

Du côté des entreprises relevant de la déclaration directe générale, on compte 425 entreprises qui font une déclaration mensuelle, au premier euro, codifiée (nature économique de la transaction, monnaie, pays) au plus tard 30 jours après la fin du mois sous revue. Les lignes de services concernées par le décret sont les services de transports, de voyages, d'assurances, de communication, d'informatique et d'information, de construction, financiers, les redevances et droits de licence, les autres services aux entreprises, les services personnels et les services gouvernementaux. Elles correspondent exactement à la nomenclature des services en onze positions de MBP5. Ces informations sont complétées par 570 entreprises relevant de la déclaration directe partielle.

Il convient de rappeler que les DDG et les DDP ne sont que des entreprises non financières d'où leur faible poids dans les services financiers.

Comme nous le voyons dans le tableau 5, en 2003, 72 % des échanges collectés de services en valeur proviennent des DDG et 23 % des déclarations bancaires. Dans le même temps, la substitution des données douanières à la collecte des échanges de marchandises, effectuée jusqu'en 2003, a permis, jointe à l'impact du décret de mars 2003, la diminution d'un tiers du nombre de DDG (425 en novembre 2004) et de deux tiers de celui des DDP (désormais 570) tout en améliorant entre 2003 et 2004 la représentativité des DDG de dix points sur l'ensemble des données collectées concernant les services (hors voyages) comme le montre le tableau 6.

**Tableau 5 : Taux de représentativité des déclarants à la balance des paiements (Débit+Crédit)**

| % collecte<br>Débit+crédit      | Banques(1) | DDG(2) | DDP(3) | CAE(4) | APU (5) |
|---------------------------------|------------|--------|--------|--------|---------|
| Total Services hors voyages     | 22,8       | 71,6   | 1,6    | 2,7    | 1,2     |
| Transports                      | 18,0       | 70,1   | 0,6    | 10,2   |         |
| Communication                   | 34,9       | 64,1   | 0,9    |        |         |
| Construction                    | 38,6       | 60,9   | 0,5    |        |         |
| Assurances                      | 19,4       | 80,5   | 0,1    |        |         |
| Financiers                      | 85,6       | 13,9   | 0,6    |        |         |
| Informatiques                   | 33,3       | 66,7   | 1,0    |        | 0,2     |
| Redevances et Droits de licence | 25,2       | 68,6   | 6,2    |        |         |
| Autres services aux entreprises | 19,2       | 77,4   | 2,1    | 1,0    | 0,2     |
| Personnels                      | 54,9       | 41,6   | 2,3    | 0,1    | 1,1     |
| Administration                  | 9,8        |        | 0,9    |        | 89,3    |

(Source et réalisation : Banque de France, Direction de la Balance des paiements, SETEL)

- 1) Banques = institutions identifiées par le code interbancaire publié par l'Agence Française des Établissements de Crédit et des Entreprises d'investissement
- 2) DDG = déclarant direct général
- 3) DDP = déclarant direct partiel
- 4) CAE = compagnie aérienne étrangère
- 5) APU = administrations publiques

**Tableau 6 : Évolution du taux de représentativité des DDG  
avant et après la mise en œuvre du décret de 2003**

| Représentativité<br>% des données collectées en 2003 | DDG<br>2003 | DDG<br>2005 | Gains<br>(en points) |
|--|-------------|-------------|----------------------|
| Total Services (hors voyages et APU)                 | 63          | 75          | 12                   |
| Transports   | 61          | 71          | 10                   |
| Communication  | 48          | 82          | 34                   |
| Construction   | 50          | 71          | 21                   |
| Assurances   | 73          | 81          | 8                    |
| Financiers   | 12          | 14          | 2                    |
| Informatiques  | 23          | 69          | 46                   |
| Redevances et droits de licence                      | 56          | 70          | 14                   |
| Autres services aux entreprises                      | 69          | 79          | 10                   |
| Audiovisuels   | 0           | 45          | 45                   |

(Source et réalisation : Banque de France, Direction de la Balance des paiements, SETEL)

### **3.2.2. La prise en compte du seuil d'exemption et son impact sur la mesure des échanges de services**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, le règlement européen (n° 2560/2001 du 19/12/2001) exempte les banques résidentes de déclaration pour les opérations internationales inférieures à 12 500 euros. Ce seuil d'exemption fera prochainement l'objet d'un examen au Parlement Européen pour décider de son relèvement à 50 000 euros. Le motif principal évoqué est de faciliter le fonctionnement du marché intérieur en allégeant les charges déclaratives à des fins statistiques.

L'introduction de ce seuil d'exemption s'est traduit par un effet que l'on peut considérer comme positif de réduction du nombre de déclarations bancaires d'environ 45 %, ce qui est considérable. En revanche, on enregistre une perte de 5 % de l'information sur les recettes et les dépenses de services qui est donc estimée à partir des échanges observés les années précédentes. Cette perte est très inégalement répartie selon le type de services, les services de transports par route et les services divers aux entreprises étant les plus touchés avec respectivement une perte d'environ 15 % et 12 %.

Dans l'éventualité où le seuil s'élèverait à 50 000 €, le nombre de déclarations bancaires serait divisé par deux et la perte d'information atteindrait 10 % des montants déclarés avec toujours un effet très différencié selon les lignes de services. Le système, tel qu'il fonctionne actuellement, risque fortement d'être remis en cause. En effet, les entreprises DDG sont actuellement identifiées et actualisées à partir des déclarations des banques, qui assurent pour l'instant une couverture exhaustive mensuelle des opérations de leurs 25 000 à 30 000 entreprises clientes ; l'élévation du seuil au-delà de 12 500 € ne permettra plus d'actualiser dans les mêmes conditions la population des entreprises relevant de la déclaration directe générale. Afin d'anticiper la possibilité d'un relèvement du seuil à 50 000 € la Banque de France recherche les systèmes de collecte susceptibles de modifier voire de remplacer le système actuel.

### **3.2.3. Les évolutions prévues**

Dans l'état actuel des investigations le futur système s'organiserait autour d'une collecte auprès des entreprises dites déclarants directs généraux (DDG) dont la population est choisie *a priori* couplée à une enquête complémentaire annuelle sur une population d'entreprises déterminée *a posteriori* (voir annexe 8).

Pour l'instant, l'information sur les échanges internationaux de services n'existe que dans les règlements déclarés par les banques pour le compte de leurs clients. En l'absence de cette information, est-il possible de mener la collecte à partir d'autres sources telles que le répertoire Sirene, les déclarations TVA, les données douanières ou la base Fiben (bilans et liens financiers des entreprises) de la Banque de France ?

Sur les années 2000 à 2003, selon les critères de l'activité principale de l'entreprise (code NACE) et de la catégorie juridique simplifiée, il apparaît que, sur environ 3 millions d'entreprises actives répertoriées dans Sirene, seules 2 millions couvrent 96 % des recettes et dépenses de services hors voyages. Par référence au chiffre d'affaires, au nombre d'employés, aux exportations et importations douanières, à la production vendue de services, au chiffre d'affaire à l'exportation et à la TVA, il est possible de réduire encore le champ : seules 18 000 entreprises couvrent 83 % des recettes et dépenses de services hors voyages. Toutefois, cette couverture reste insuffisante, il faudrait atteindre environ 90 % des flux, les 10 % restant étant le fait de petites entreprises sur lesquelles l'information disponible est très pauvre et ne permet pas de les décrire efficacement. Or, l'amélioration de la couverture pour passer de 83 % à 90 % est très coûteuse en nombre d'entreprises supplémentaires à prendre en compte. En effet, s'il est facile d'identifier les gros contributeurs aux échanges de services, il est beaucoup plus délicat d'isoler les entreprises dont les échanges de services restent occasionnels. Un troisième filtrage peut être effectué à partir de la présence ou non de règlements bancaires internationaux : la taille de la population est alors limitée à 40 000 entreprises qui représentent 90 % des flux contre près de 900 000 sans ce filtrage. Ce travail de définition de la population mère ne portant que sur les entreprises référencées dans Sirene, il reste le problème d'identification des entreprises absentes de Sirene et que l'on peut ne repérer que par les données bancaires. Dans ces conditions une collecte exhaustive tronquée aboutirait à interroger annuellement 30 à 40 000 entreprises pour collecter 8 à 10 000 questionnaires complets couvrant environ 90 % des flux d'échanges de services.

Si l'on considère que ce système est trop coûteux il faut s'interroger sur la possibilité de tirer un échantillon dans cette population. Mais il faut bien avoir à l'esprit que dans ce système les données collectées servent à la fois à estimer le nombre d'entreprises participant effectivement aux flux d'échanges de services et à estimer le montant moyen échangé.

La simulation de cette méthode a été faite sur l'hypothèse d'un échantillon de 5 000 entreprises réalisé à partir des échanges de services hors voyages et hors services des APU observés en 2001, venant s'ajouter à la population des DDG interrogée dans sa totalité. Elle montre que, si les résultats donnent bien, en moyenne, une mesure fiable des échanges, les estimations obtenues manquent en revanche nettement de précision. Ainsi, pour une couverture à 80 %, l'intervalle de confiance est de  $\pm 7$  % en dépenses et  $\pm 6,25$  % en recettes. De plus l'imprécision augmente lorsque l'on descend dans le détail des services échangés. Ces simulations intègrent les DDG, comme une population spécifique interrogée de manière exhaustive. Cela revient, de fait, à intégrer systématiquement le plus gros du noyau stable. La non-réponse n'est pas traitée volontairement. En effet, le cas idéal présenté ici comprenant 100 % de réponses et des réponses comparables aux données donne déjà de très mauvais résultats (voir annexe 8).

En dépit de ces résultats décevants, on peut envisager le système d'enquête suivant, faute de moyens suffisants pour réaliser une collecte exhaustive tronquée : les DDG seraient interrogés tous les mois, tandis que les autres entreprises répondraient à une enquête annuelle de complément. En effet, il faut attendre la publication des bilans, dans la seconde moitié de l'année, pour construire l'échantillon modifié chaque année et obtenir des résultats en janvier ou février de l'année suivante. Mais ce système ne pourrait être mis en œuvre qu'après l'examen de toutes les voies d'amélioration possibles concernant l'enquête car il reste relativement lourd.

Plusieurs pistes sont à l'étude pour progresser dans la détermination de la population mère : mobiliser d'autres sources de données (Suse-DGI, contour des groupes), traiter manuellement certains cas problématiques. Mais ces améliorations ne peuvent traiter la cause principale des imprécisions : sans sources de déclarations de règlements bancaires, on ne connaît pas, au moment de lancer l'enquête, les entreprises ayant effectivement échangé des services. C'est d'autant plus important qu'il y a un fort taux de renouvellement. En effet, si sur une année donnée 20 000 entreprises réalisent des échanges de services, on en dénombre 40 000 sur trois années consécutives. Finalement il ressort comme point essentiel de ces travaux de simulation d'une enquête sur les échanges des services qu'il n'est pas possible d'obtenir des résultats corrects avec un petit nombre d'entreprises.

Dans ces conditions, il convient de suivre l'état d'avancement des discussions européennes sur l'élévation du seuil à 50 000 €. Le Parlement européen, qui devait en débattre en 2004, devrait en être saisi dans les prochains mois. Au sein de la Commission européenne, la Direction générale « marché unique » qui souhaite vraiment que les virements transfrontières internes à la zone euro soient rapidement au même prix que les virements domestiques, est sensible à l'argument du relèvement du seuil de 12 500 à 50 000 €. On se place dans l'hypothèse où les banques continuent à transmettre des déclarations de règlements, même simplifiées par grandes catégories d'opérations (services, revenus et transferts). Après un éventuel relèvement du seuil, les déclarations de règlements permettront encore de repérer les entreprises engagées

à l'international. En effet, le montant des échanges réalisés par les entreprises qui font toutes leurs opérations avec des montants inférieurs à 50 000 € est faible. Dans ces conditions il sera possible de faire, en complément aux déclarations mensuelles des DDG, une enquête annuelle légère avec un échantillon de taille raisonnable d'environ 2 000 entreprises (voir annexe 9).

#### **4. Les données disponibles à l'Insee sur les échanges internationaux de services**

L'Insee a la responsabilité de la diffusion de deux types de statistiques concernant les échanges internationaux de services : celles issues des comptes nationaux, et celles issues des enquêtes annuelles auprès des entreprises de services (EAE-S).

##### **4.1. Les échanges internationaux de services dans les comptes nationaux**

Les données traitées par les comptes nationaux proviennent toutes de la balance des paiements. Les traitements opérés par l'Insee consistent à mettre les statistiques de la balance des paiements dans la nomenclature économique de synthèse, utilisée par la comptabilité nationale (voir annexe 13). Les valeurs des échanges internationaux de services sont donc intégrées, pour chaque branche d'activité, dans l'équilibrage entre les ressources économiques (production, importation) et l'utilisation de ces ressources (consommation des entreprises, consommation des particuliers, formation brute de capital fixe, exportation). Cette intégration se fait à un niveau relativement fin de la nomenclature d'activité : la NAF, nomenclature à 4 caractères.

Une première validation de ces valeurs se fait alors par comparaison entre les flux extérieurs et les éléments disponibles sur la production nationale et l'utilisation nationale de ces ressources. La cohérence entre les données en ressources et en emploi doit être assurée.

En pratique, l'Insee ne revient pratiquement jamais sur les valeurs des flux d'échanges fournies par la Banque de France à l'Insee. Lorsqu'une incohérence apparaît dans l'équilibrage entre les ressources et l'emploi de ces ressources, l'ajustement se fait plutôt sur la consommation des entreprises, voire la FBCF, ou encore sur la production elle-même, lorsque les données de production sont encore provisoires et non confirmées par les données fiscales.

Si les valeurs des échanges internationaux ne sont pas remises en cause, l'évolution annuelle en volume ou en prix est en revanche plus malléable. Il n'existe en effet encore aucun indice de prix à l'importation ou à l'exportation pour les services. Pour les comptes nationaux, les évolutions de prix des flux internationaux de services suivent alors, forfaitairement, ceux de la production nationale des services, dans la branche considérée. Les indices de prix de la production sont donc appliqués aux imports comme aux exports, puis arbitrés en fonction de la cohérence globale de l'équilibre entre les ressources (production, imports) et les emplois (consommation, FBCF, exports) en volume et en valeur. Lorsque cette évolution conduit à des incohérences en volume (par exemple lorsque les évolutions en valeur de la production nationale et des échanges extérieurs sont très différentes, avec un indice de prix identique), les responsables des comptes nationaux se permettent un lissage du partage de l'évolution en volume et en prix.

A titre indicatif, les données issues de la comptabilité nationale sont présentées dans le tableau 7, à un niveau relativement agrégé (nomenclature à deux caractères) et regroupé selon deux zones géographiques : Union européenne et hors UE.

**Tableau 7 : flux d'échanges de services en valeur, évolution annuelle en volume et en prix de 2000 à 2003 (détails en annexes 13 et 14, données en millions d'euros)**

|                 | Valeur        |           | Volume        |           | Prix          |           | Valeur        |           | Volume        |            | Prix          |           | Valeur        |
|-----------------|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------|------------|---------------|-----------|---------------|
| <b>Ensemble</b> | 2 000         |           | 2 001         |           | 2 001         |           | 2001          |           | 2 002         |            | 2 002         |           | 2 003         |
| IMP.UE          | 11 159        | 9%        | 12 160        | 2%        | 12 378        | 8%        | 13 398        | 2%        | 13 641        | 5%         | 14 300        | 1%        | 14 462        |
| IMP.HUE         | 9 957         | 9%        | 10 872        | 2%        | 11 101        | -9%       | 10 100        | 2%        | 10 302        | 6%         | 10 871        | 1%        | 11 014        |
| <b>TOT.IMP</b>  | <b>21 116</b> | <b>9%</b> | <b>23 032</b> | <b>2%</b> | <b>23 479</b> | <b>0%</b> | <b>23 498</b> | <b>2%</b> | <b>23 943</b> | <b>5%</b>  | <b>25 171</b> | <b>1%</b> | <b>25 476</b> |
| EXP.UE          | 12 050        | 3%        | 12 462        | 2%        | 12 722        | 7%        | 13 608        | 2%        | 13 860        | 9%         | 15 069        | 1%        | 15 251        |
| EXP.HUE         | 12 055        | 4%        | 12 501        | 2%        | 12 769        | 2%        | 13 008        | 2%        | 13 276        | 11%        | 14 703        | 1%        | 14 916        |
| <b>TOT.EXP</b>  | <b>24 105</b> | <b>4%</b> | <b>24 963</b> | <b>2%</b> | <b>25 491</b> | <b>4%</b> | <b>26 616</b> | <b>2%</b> | <b>27 136</b> | <b>10%</b> | <b>29 772</b> | <b>1%</b> | <b>30 167</b> |
| <b>SOLDE</b>    | <b>2 989</b>  |           |               |           | <b>2 012</b>  |           |               |           | <b>3 193</b>  |            |               |           | <b>4 691</b>  |

Source : comptabilité nationale

Les flux d'échanges de services les plus importants concernent les services d'ingénierie, de conseils (« services professionnels »), de recherche et développement, de télécommunication et de services d'informatique. Les échanges de « services divers aux entreprises » sont aussi très importants, mais concernent essentiellement des opérations de refacturation.

Si de manière générale les flux sont importants, les soldes qui s'en dégagent sont en revanche plutôt faibles, exception faite de la recherche et développement.

Les flux ainsi enregistrés par la balance des paiements et retranscrits par la comptabilité nationale de l'Insee sont les flux d'échanges de services, que ces services soient fournis par des entreprises de services ou par des entreprises dont l'activité principale est industrielle ou commerciale.

#### 4.2. Les échanges internationaux des entreprises de services

Chaque année, l'Insee envoie à un échantillon d'entreprises de services une enquête sur l'activité et l'emploi de ces entreprises. Cette enquête annuelle auprès des entreprises de services (EAE-S) s'inscrit dans le cadre plus global des enquêtes annuelles d'entreprises (EAE), cadre partagé par tous les secteurs d'activités. Chaque secteur économique possède son EAE, gérée par le ministère qui en a la charge (transport, construction, industrie, agroalimentaire). Les entreprises de commerce et de services sont enquêtées par l'Insee.

Parmi les nombreuses questions sur l'activité, le compte de résultat, les dépenses particulières, les immobilisations, le commerce électronique, etc, figurent des questions sur les ventes à l'exportation et les dépenses d'importation. Ces questions sont plus ou moins détaillées selon les secteurs, le détail étant géré par le ministère enquêteur, en fonction de ses exigences et des spécificités des entreprises dont il a la charge.

Pour les services, le niveau de nomenclature d'activité est extrêmement fin (voir tableau 1 en annexe 14). Le degré de détail sur les flux d'échanges est en revanche très fruste, puisqu'on ne détaille les flux qu'en fonction de deux zones géographiques (Union européenne et reste du monde). Aucun détail sur la nature des services ou des biens exportés ou importés n'est demandé. De sorte qu'il est impossible de savoir, par exemple, quelle est la part des échanges de services dans le montant des exportations. Une entreprise de services peut en effet exporter autre chose que des services (des prestations commerciales par exemple, ou même des biens). Mais on peut supposer que la majeure partie du chiffre d'affaires à l'exportation provient d'activités de services, pour la majeure partie des secteurs d'activité. Les entreprises peuvent en revanche bien évidemment importer autre chose que des services.

Les données de la comptabilité nationale et celles issues des EAE ne sont donc a priori pas comparables, puisqu'elles ne portent pas sur la même chose. Pour les seules exportations, on peut malgré tout comparer les ordres de grandeur, en supposant qu'une très grande partie des exportations des entreprises de services est constituée de ventes de services<sup>8</sup>.

Tous secteurs des services confondus (hors entreprises de recherche et développement, non enquêtées par l'EAE), les exportations des entreprises de services se montaient à 22,4 milliards d'euros en 2002 selon l'EAE, exportations issues de ventes de services mais aussi de prestations commerciales ou de ventes de biens à l'étranger.

Selon la comptabilité nationale, les exportations de services se montaient à 24,4 milliards d'euros la même année, montant qui intègre 3 milliards d'euros d'exportations de services de la part des entreprises industrielles (voir tableau 1, annexe 15), et aussi les exportations de services des entreprises commerciales, de transport ou de construction. Les ordres de grandeurs sont donc à peu près respectés dans les deux sources, les exportations de services par les entreprises de services devant se situer autour de 20 milliards d'euros. L'examen dans le détail par secteur plus fin révèle en revanche des incohérences, comme par exemple l'existence de flux d'exportations très importants dans les EAE des entreprises du secteur 741J (administrations d'entreprises) alors que ces flux sont nuls en comptabilité nationale, où on les traite plutôt en services divers aux entreprises (secteur 748K). Autre exemple, les entreprises de conseils pour les affaires et la gestion ne sont manifestement pas les seules à exporter des services de conseils puisque leur montant d'exportation s'élève à 1,5 milliard d'euros, pour 4 milliards d'euros de services de conseil exportés à l'étranger par des entreprises françaises, tous secteurs d'activité confondus.

Il apparaît donc que le détail n'est pas suffisant dans les déclarations des exportations des entreprises de services si l'on veut comparer complètement ces deux sources.

L'examen des questionnaires des enquêtes annuelles des entreprises des autres secteurs que les services nous renseignent sur le détail propre à chaque secteur. Ainsi, les exportations des entreprises commerciales distinguent les ventes de marchandises pour compte propre (le commerce, donc) et les autres ventes. Mais elles ne séparent pas les ventes de biens et les ventes de services. Les entreprises de transport déclarent séparément les exportations de biens et les exportations de services, sans détail supplémentaire. Les questionnaires des entreprises de construction séparent les ventes de marchandises, les biens vendus et la production de services vendus, un peu à l'image des questionnaires des IAA (Industries agroalimentaires), qui séparent les exportations résultant de la fabrication/transformation, du négoce et des services, ces derniers incluant les services de transport. Contrairement aux autres questionnaires, ce questionnaire réserve la possibilité aux entreprises de détailler en toute lettre les produits exportés, leur codification revenant à la charge du service enquêteur. Enfin, les questionnaires des entreprises industrielles sont les plus détaillés puisque chaque secteur d'activité se voit proposer quelques nomenclatures *ad hoc* pour détailler de façon pertinente les exportations de biens ou de services selon la nomenclature NAF à quatre caractères. Ce détail s'inspire de ce qui est fait pour décomposer le chiffre d'affaires en produits détaillés, découpage du chiffre d'affaires qui, au contraire des exportations, existe dans toutes les EAE.

Le souci de simplification administrative et de diminution de la charge de réponse des entreprises nous interdit de reproduire la décomposition des exportations avec le même niveau de détail que celui demandé pour les chiffres d'affaires. Nous inspirant de ce qui est demandé aux entreprises des autres secteurs que les services, nous pouvons en revanche proposer d'intégrer dans les questionnaires des entreprises de services la décomposition des chiffres d'affaires à l'exportation et des dépenses d'importation en deux catégories :

- Montant total
- .....dont services

La décomposition selon la zone géographique devra être appréciée selon le détail demandé par les statistiques européennes.

---

<sup>8</sup> Un secteur où cela peut ne pas être le cas, comme par exemple celui des études techniques et de l'ingénierie, où les exportations peuvent enregistrer des ventes de chantier pour des sommes très importantes, a prévu un détail supplémentaire qui isole le montant des services d'études techniques à l'intérieur du montant total des ventes à l'étranger.

## 5. Les recommandations

Compte tenu du cadre fixé à la mission du groupe, les recommandations portent sur le mode 1 (échanges transfrontières), à l'exclusion des autres formes d'internationalisation. En particulier, l'activité commerciale de firmes prestataires de services dont les filiales sont situées à l'étranger est présentée en annexe (voir annexe 10).

Deux objectifs sont assignés au groupe : comparer et concilier les données issues des différentes sources statistiques concernant les échanges internationaux de services d'une part, proposer des recommandations pour mieux répondre aux demandes des organisations internationales d'autre part. Celles-ci, telles qu'elles apparaissent dans le « Manuel des statistiques du commerce international de services » élaboré par l'ensemble des institutions internationales concernées (EUROSTAT, la CNUCED, le FMI, l'OCDE, l'OMC et l'ONU) demandent que les informations soient ventilées au-delà des onze catégories actuelles, vers une subdivision en quatre-vingt cinq activités et ventilées géographiquement. La présentation de données dans un tel cadre devrait permettre une meilleure connaissance de ce phénomène en plein développement, mais encore imparfaitement mesuré. Elle fournirait également aux négociateurs impliqués dans la mise en œuvre de l'accord AGCS signé en 1994 des éléments plus précis pour évaluer les conséquences des concessions échangées.

Ce double objectif de comparaison des données et de productions d'informations dans des nomenclatures plus fines que celles dont dispose notre appareil statistique aujourd'hui a conduit le groupe à proposer les recommandations suivantes.

1° Le groupe estime que la volonté de présenter des données au niveau le plus fin de la nomenclature du MSCIS (Manuel des statistiques du commerce international de services) se heurte à des difficultés importantes en termes de moyens à mettre en œuvre et de fiabilité des chiffres obtenus. L'effort des institutions internationales doit porter prioritairement sur la recherche d'une qualité minimale des statistiques d'échanges fournies par les pays membres de l'Union européenne et par les pays membres de l'OMC. Cette phase de recherche de coordination devrait précéder les démarches tendant à transformer les cadres statistiques des données françaises pour les rendre conformes aux exigences des institutions internationales, qu'il s'agisse de la ventilation sectorielle ou de la ventilation géographique.

2° En revanche, pour la partie des services financiers dont les échanges font l'objet d'une estimation, le groupe propose de suivre les recommandations internationales et de les intégrer le plus rapidement possible en balance des paiements.

3° Sous réserve de la recommandation 4, le système actuel de collecte de statistiques d'échanges de services par les entreprises en France repose en partie sur l'utilisation de données fournies par les banques, dès lors que la transaction dépasse 12 500 euros. Comme ce seuil de 12 500 euros passera vraisemblablement à 50 000 euros le 1<sup>er</sup> janvier 2008, il est souhaitable de compléter les données de la population des DDG (déclarants directs généraux). Ceci pourrait être réalisé par une enquête nouvelle, couvrant une population d'entreprises réalisant des transactions de montant plus réduit, et visant à estimer les échanges internationaux de services qui ne sont pas couverts par la collecte DDG. Dans l'analyse de l'ampleur (nombre d'entreprises à interroger, champ couvert par le questionnaire), de la périodicité (trimestrielle ou annuelle) et des modalités pratiques de mise en place de cette enquête, le groupe recommande l'examen très attentif du rapport coûts/avantages de cette option.

4° Pour affiner la ventilation sectorielle et géographique des échanges de services et répondre aux demandes des organisations internationales, des enquêtes nouvelles auprès des entreprises de tous les secteurs d'activité (industrie, construction, transport, tertiaire, agroalimentaire), sur le seul thème des échanges internationaux de services, et dont la périodicité doit être définie (quinquennale par exemple) sont préconisées. La mise en œuvre d'une telle enquête devra être précédée d'une analyse fine des coûts engagés, relativement aux avantages qu'elle procurerait.

5° La dimension échanges extérieurs de biens et de services devra être incluse dans la réflexion à moyen terme sur la refonte des statistiques annuelles d'entreprises menée à l'Insee.

6° La ventilation sectorielle des données de valeur ajoutée et de production diffère des activités de services dont les échanges sont répertoriés en balance des paiements. L'Insee et la Banque de France pourraient se concerter, dans le cadre du Cnis et de la Commission des comptes de services (CCS) sur les nouveaux secteurs pour lesquels ils offriront progressivement des informations supplémentaires. Par exemple, il serait souhaitable de décomposer les services de communication entre « services postaux et de messagerie » et « services de télécommunication ». Cette décomposition devrait être réalisée de manière harmonisée entre la Banque de France et l'Insee.

## BIBLIOGRAPHIE

CEPII (2002), *Comptes harmonisés sur les échanges et l'économie mondiale (CHELEM)*, juin, mineo, [www.cepii.fr](http://www.cepii.fr)

Eurostat (2004), *Balance of payments vademecum*, novembre, <http://www.europa.eu.int>

Eurostat (2002), *Asymetries of Current account in the intra-UE balance of payments*, Working papers and studies, 18<sup>th</sup> December, <http://www.europa.eu.int>

Eurostat, IMF, OECD, United Nations Statistical Division (UNSD), United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and World Trade Organisation (WTO) (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, [www.oecd.org/dataoecd/32/45/2404428.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/32/45/2404428.pdf)

FMI (1993), *Balance of Payments Manual, Fifth Edition*, <http://www.imf.org/external/np/sta/bop/biblio.htm#mg>

Gasnier Laurent, (2002), *Les échanges de services de la France*, Les Notes bleues de Bercy n° 237, du 16 au 30 septembre.

Hill T. Peter (1977), "On Goods and Services", *The Review of Income and Wealth*, series 23, pp. 315-338

Hill T. Peter (1999), "Tangibles, intangibles and services: a new taxonomy for the classification of output", *Canadian Journal of Economics*, vol. 32, n° 2, avril, pp. 426-447

Jean Sébastien, Deniz Ünal-Kesenci et Soledad Zignago, (2003), *International Trade in Services*, minéo Cepii, présenté au séminaire « Trade in Services », DG commerce, Commission européenne, 24 avril.

Lafay Gérard et Colette Herzog, (1989), *Commerce international : la fin des avantages acquis*, Economica

OCDE, (2004), *OECD Information Technology Outlook 2004*, Département "Information and Communications Technology", [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

OMC, (2003), *Measuring Trade in Services: a training module produced by WTO/OMC in collaboration with the Inter-agency task Force on Statistics of International Trade in Services*, <http://unstats.un.org/unsd/tradeserv>, novembre

Rabaud Isabelle, (2004a), *Methodology of CEPII's Database on Trade in Services*, 4<sup>th</sup> Meeting on Trade in Services Statistics OECD, 29<sup>th</sup> April,

Rabaud Isabelle, (2004b), *CHELEM-Balance of Payments data-base: a user guide*, mimeo Cepii.

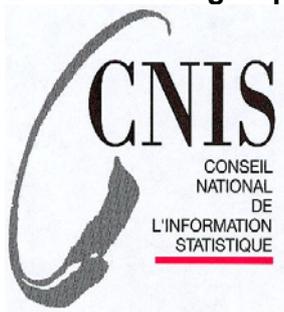
Rabaud Isabelle (1995), *L'internationalisation des services : le cas des services aux producteurs*, Thèse de doctorat, décembre



## ANNEXES

|   |    |
|---|----|
| Annexe 1 : Le mandat du groupe de travail .....   | 26 |
| Annexe 2 : La liste des thèmes et des contributions abordés lors des réunions du groupe.....  | 28 |
| Annexe 3 : La liste des participants au groupe de travail.....  | 30 |
| Annexe 4 : La correspondance entre les nomenclatures d'activités et de produits et de balance des paiements : une vision internationale ..... | 31 |
| Annexe 5 : Nomenclature de collecte de la balance des paiements et nomenclature de diffusion trimestrielle de la balance des paiements.....   | 33 |
| Annexe 6 : Liste détaillée des activités de services selon la nomenclature EBOPS .....  | 37 |
| Annexe 7 : Le degré d'ouverture et l'avantage comparatif dans les services.....   | 40 |
| Annexe 8 : Enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services, conclusion des études de faisabilité .....                     | 64 |
| Annexe 9 : L'impact sur la balance des paiements des seuils d'exemption à 12 500 € et à 50 000 €.....   | 81 |
| Annexe 10 : Les données de mesure de l'activité des filiales françaises à l'étranger .....  | 84 |
| Annexe 11 : Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) .....  | 85 |
| Annexe 12 : L'enregistrement des services d'assurance.....  | 86 |
| Annexe 13 : Flux d'échanges de services en valeur, d'après les comptes nationaux .....  | 87 |
| Annexe 14 : Exportations et Importations des entreprises de services, d'après l'EAE de services.....  | 89 |
| Annexe 15 : Exportations de services par les entreprises industrielles .....  | 98 |

## Annexe 1 : Le mandat du groupe de travail



Paris, le 10 novembre 2004 n°246/D130

### Groupe de travail sur

### La mesure des échanges internationaux de services

---

#### MANDAT

(validé par le groupe le 14/10/04)

*Lors de sa réunion du 17 juin 2003, la formation « Monnaie, finance, balance des paiements » du Cnis a formulé le souhait que soit créé un groupe de travail visant à une meilleure connaissance statistique des échanges de services de la France.*

#### 1 - Mandat du groupe

Ratifié à Marrakech en avril 1994, l'AGCS (Accord général sur le commerce de services) marque la première étape des négociations commerciales internationales relatives aux échanges de services. L'AGCS définit quatre modalités d'internationalisation des services : l'échange transfrontière de service (mode 1), le déplacement du consommateur dans le pays du producteur (mode 2), l'établissement d'une présence commerciale (mode 3) et le mouvement temporaire des personnes physiques (mode 4). La ratification de cet accord a été l'occasion d'une prise de conscience du manque de détail dans les données d'échanges de services. Ce manque de données fines apparaît aussi bien au niveau de la décomposition sectorielle qu'au niveau de la ventilation géographique. Il serait également nécessaire de compléter les données relatives à l'activité des filiales étrangères des entreprises de services résidentes (FATS, *Foreign Affiliates Trade Statistics*).

Afin de répondre à cette demande, le « Manuel des statistiques du commerce international de services » d'Eurostat, de la CNUCED, du FMI, de l'OCDE, de l'OMC et de l'ONU recommande une ventilation sectorielle plus fine (85 activités au lieu de 15) et insiste sur la nécessité de développer les données FATS. Cet objectif coïncide avec la réforme de la comptabilité nationale française qui vise à instaurer une plus grande décomposition sectorielle, à établir des données bilatérales et à décomposer les flux de services entre effets volumes et effets prix. D'importantes adaptations de notre système statistique apparaissent donc nécessaires. Elles devront permettre de mieux mesurer les échanges de services, de construire des indicateurs de compétitivité des firmes et de préciser la nature et l'ampleur de l'implication des firmes d'origine étrangère dans l'activité de leur pays d'accueil. Pour l'instant les différentes sources statistiques sur les échanges de services permettent difficilement de répondre à ces attentes.

Dans ce contexte, le groupe de travail devra :

- étudier les différentes méthodes actuelles de collecte et de comptabilisation des échanges de services en France ;
- proposer des moyens permettant de réconcilier les données issues des différentes sources avec un double objectif : d'une part cerner l'information disponible sur la mesure de l'internationalisation des services et les modalités de leur collecte, d'autre part proposer des recommandations afin de mieux répondre aux nouvelles demandes en matière de décomposition sectorielle et de ventilation géographique ;
- le groupe de travail n'étudiera que les services hors transport et hors tourisme, car ces deux dernières activités sont couvertes par d'autres formations du Cnis.

## **2 - Composition du groupe**

Le groupe de travail devra rassembler des représentants des principales institutions et administrations économiques concernées par la question (Banque de France, Insee, Direction de la prévision et de l'analyse économique, DREE, DCASPL, OCDE, Eurostat, ...), des milieux économiques et financiers (partenaires sociaux, départements d'études et de recherche d'entreprises ou d'institutions financières, organismes de conjoncture...), de la recherche (CEPII) et de l'université.

## **3 - Présidence du groupe - rapporteurs**

Le groupe de travail sera présidé par M. Bernard Guillochon, professeur à l'université Paris-Dauphine. Le président sera assisté de trois rapporteurs : M. Claude Peyroux, adjoint au chef du service *Transactions courantes et Laboratoire* à la Banque de France, M. Xavier Niel, chef de la division Services de l'Insee et Mme Isabelle Rabaud, Maître de Conférences à l'Université d'Orléans.

## **4 - Relations avec la formation « Monnaie, finance, balance des paiements »**

Le groupe de travail est administrativement rattaché à la formation « Monnaie, finance, balance des paiements » du Cnis. Il rend compte de ses travaux à cette formation, ainsi qu'à la formation « Commerce, services » et à l'interformation « Statistiques d'entreprises ».

## **5 - Calendrier des travaux**

Le groupe tiendra une réunion mensuelle, le deuxième jeudi de chaque mois, à compter du 14 octobre 2004, de 14h30 à 16h30, salle de réunion de la direction de la balance des paiements de la Banque de France, 168 rue de Rivoli, Paris.

Un rapport d'étape pourrait être présenté lors des réunions du printemps 2005 des formations « Monnaie, finance, balance des paiements » et « Commerce, services » du Cnis. Le rapport final serait publié à l'automne 2005.

Le président de la formation  
« Monnaie, finance, balance des paiements »

Signé Jean-Paul Pollin

## Annexe 2 . Liste des séances et des contributions présentées

**Première séance** : (jeudi 14 octobre 2004)

- « Les échanges internationaux de services : quelques éléments de réflexion » - *Claude Peyroux (Banque de France, Direction de la Balance des paiements)*
- « Comparaison des données d'enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) et des chiffres du compte du reste du monde de l'Insee » - *Xavier Niel (Insee, Direction des statistiques d'entreprises)*

**Deuxième séance** : (jeudi 18 novembre 2004)

- « Présentation de l'appareil actuel de collecte pour la Balance des paiements » - *Olivier Vigna (Banque de France, Direction de la Balance des paiements)*
- « Comparaison des échanges de services indiqués par les cinq EAE et des chiffres du compte du reste du monde » - *Xavier Niel (Insee, Direction des statistiques d'entreprises)*

**Troisième séance** : (lundi 13 décembre 2004)

- « Le traitement des provisions dans le nouveau système de comptes nationaux » - *François Lequiller (Chef du département des statistiques de l'OCDE)*
- « Les services financiers indirectement mesurés (SIFIM) dans les comptes nationaux » - *Dominique Durant (Chef de service adjoint du services d'études et statistiques financières - SESOF, Banque de France)*

**Quatrième séance** : (jeudi 13 janvier 2005)

- « Collecte des Statistiques de Commerce International de Services : les recommandations des Organisations internationales » - *Bettina Wistrom (OCDE)*
- « Le degré d'ouverture des activités de services et la performance à l'exportation dans les services » - *Isabelle Rabaud (Université d'Orléans, Laboratoire d'Economie d'Orléans)*

**Cinquième séance** : (jeudi 10 février 2005)

- « Enquête PME services : conclusions de l'étude de faisabilité » - *Guillaume Talon (Direction de la balance des paiements, Banque de France)*
- « La performance à l'exportation et la compétitivité dans les services » - *Isabelle Rabaud (Université d'Orléans, Laboratoire d'Economie d'Orléans)*

**Sixième séance** : (jeudi 10 mars 2005)

- « La problématique des négociations internationales en matière de commerce des services » - *Vincent Guitton, Direction générale du Trésor et de la politique économique,*
- « Echanges internationaux de services dans la base CHELEM » - *Houssein Boumellassa et Deniz Unal-Kesenci (CEPII)*

**Septième séance** : (jeudi 14 avril 2005)

- « L'activité des filiales d'entreprises étrangères en France et des filiales françaises à l'étranger : les enseignants de la statistique d'entreprise » - Jean-William Angel et Dominique Francoz (*Insee, Direction des statistiques d'entreprises*)
- « L'activité des filiales étrangères d'entreprises françaises appréhendée par les données FATS de la Banque de France » - Frédéric Boccara (*Banque de France, Direction de la Balance des paiements*)

**Huitième séance** : (jeudi 16 juin 2005)

- présentation et discussion du pré-rapport

**Neuvième séance** : (jeudi 6 octobre 2005)

- présentation et discussion du rapport

### Annexe 3 : Liste des participants au groupe de travail

#### Président du groupe :

M. GUILLOCHON Bernard Université Paris Dauphine, Professeur

#### Rapporteurs du groupe :

M. NIEL Xavier Insee, Chef de la Division Services  
 M. PEYROUX Claude Banque de France, Direction de la Balance des paiements  
 Mme RABAUD Isabelle Université Orléans, Maître de Conférences

#### Membres du groupe :

M. ANGEL Jean-William Insee, Division synthèse des statistiques d'entreprises  
 M. BATAILLE Éric Banque de France, Observatoire des entreprises  
 M. BOUMELLASSA Houssein CEPIL, économiste  
 M. BOCCARA Frédéric Banque de France, Direction de la balance des paiements  
 M. BRIÈRE Luc Insee, Division Services  
 M. CHRISTINE Marc Insee, Direction des statistiques démographiques et sociales  
 M<sup>me</sup> DURANT Dominique Banque de France, Chef du Services d'études et statistiques des opérations financières  
 M<sup>me</sup> FRANCOZ Dominique Insee, Chef de la Division synthèse des statistiques d'entreprises  
 M. GALLOUJ Faiz Université de Lille 1, Maître de Conférences  
 M. GASNIER Laurent Direction générale du Trésor et de la politique économique, MINEFI, Pôle analyse des échanges et stratégies d'internationalisation  
 M. GUITTON Vincent Direction générale du Trésor et de la politique économique, MINEFI, Chef du bureau des services, de l'investissement et de la propriété intellectuelle  
 M<sup>me</sup> HUGOUNENQ Réjane Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM)  
 M. JEAN Sébastien CEPIL, économiste senior  
 M. LEQUILLER François OCDE, Chef du département statistique  
 M<sup>me</sup> LOUVOT Claudie Insee, Chef de la Division Échanges extérieurs  
 M. MALETRAS Rémi Groupement des professions de services (GPS)  
 M<sup>me</sup> MONFRONT Régine Rapporteur de la formation Monnaie, finance, balance des paiements  
 M. NEFUSSI Benjamin Insee, Direction des Statistiques d'Entreprises  
 M. NIVAT Dominique Banque de France, Direction de la Balance des paiements  
 M. NOWAK Jean-Jacques Université de Lille 1, Maître de Conférences  
 M. PAQUEL Norbert CANOPE  
 M. PERROT Marcel Insee, Direction des Statistiques d'Entreprises  
 M. PIERSON Jean-Hugues Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales  
 M. RAULIN Emmanuel Insee, Chef du Département Système statistique d'entreprises  
 M. RENARD Yvonick MEDEF-FIM  
 M. SAHLI Mondher Victoria School of Management, Vellington (NZ), Senior Lecturer in Tourism Management  
 M<sup>me</sup> SAUVÉ Annie Banque de France, Observatoire des entreprises  
 M<sup>me</sup> SAUVIAT Catherine IRES  
 M. SICSIC Pierre Banque de France, Sous-Directeur, Direction de la Balance des paiements  
 M<sup>me</sup> TAILLER Christine Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM)  
 M. TALON Guillaume Banque de France, Direction de la Balance des paiements  
 M. TROGAN Philippe Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales  
 M. VASSILLE Laurent Direction du tourisme  
 Mme WISTROM Bettina OCDE, département des statistiques  
 M. UNAL-KESENCI Deniz CEPIL, économiste

**Annexe 4 - La correspondance entre les nomenclatures d'activités et de produits et de balance des paiements :  
une vision internationale (1/2)**

| Nomenclature BOP<br>(Eurostat/OCDE/FMI) |  | ICFA/ISIC<br>(Eurostat/OCDE/FMI) |  |
|---|--|----------------------------------|--|
| Code                                    | Intitulé   | Code                             | Intitulé   |
| 205                                     | Transportation   | 60 -63                           | Transport and storage  |
| 206                                     | Sea transport  | 61                               | ....Water transport  |
| 210                                     | Air transport  | 62                               | ....Air transport  |
| 214                                     | Other transport  | 63                               | ....Supporting and auxiliary transport activities  |
| 236                                     | Travel   | 55                               | Restaurants and hotels   |
| 245                                     | Communication services                                       | 64                               | Communication  |
| 246                                     | Postal and courier services                                  | 641                              | Postal and courier services D42  |
| 247                                     | Telecommunications services                                  | 642                              | Telecommunications (non available in STAN)   |
| 249                                     | Construction services  | 45                               | Construction   |
| 253                                     | Insurance services   | 66                               | Insurance and pension funding  |
| +                                       |  | + 67                             | Auxiliary financial services   |
| 260                                     | Financial services   | + 65                             | Financial intermediation   |
| 262                                     | Computer and information services                            |                                  | n. a.  |
| 263                                     | Computer services  | 72                               | Computer and related activities  |
| 264                                     | Information services   | 922                              | News agence activities (non available in STAN)   |
| 268                                     | Other business services                                      | 70-74                            | Real estate, renting and business activities   |
| 269                                     | Merchanting and other trade-related services                 | 50                               | Sale, maintenance and repair of motor vehicles and motorcycles, retail sale of automobile fuel |
|   |  | + 51                             | Wholesale trade and commission trade, except of motor vehicles and motorcycles                 |
|   |  | + 52                             | Retail trade, except of motor vehicles and motorcycles; repair of personal and household goods |
| 270                                     | Merchanting  |                                  |  |
| 271                                     | Other trade-related services                                 |                                  |  |
| 272                                     | Operational leasing services                                 | 71                               | Renting of machinery and equipment without operator and of personal and household goods        |
| 273                                     | Miscellaneous business, professional, and technical services |                                  |  |

**Annexe 4 - La correspondance entre les nomenclatures d'activités et de produits et de balance des paiements :  
une vision internationale (2/2)**

| Nomenclature BOP<br>(Eurostat/OCDE/FMI)    |   | ICFA/ISIC<br>(Eurostat/OCDE/FMI)                 |  |
|--|---|--|--|
| Code                                       | Intitulé  | Code   | Intitulé   |
| 274<br>=<br>275<br>+ 276<br>+ 277<br>+ 278 | Legal, accounting, management consulting and public relations<br>Legal services<br>Accounting, auditing, book-keeping and tax consulting services<br>Business and management consulting and public relations services<br>Advertising, market research, and public-opinion polling | 741 =<br><br>7411<br>7412<br>7414<br>7413<br>743 | Legal, accounting services, etc (non available in STAN)<br><br>Legal activities (non available in STAN)<br>Accounting, book-keeping and auditing activities; tax consultancy (non available in STAN)<br>Business and management consultancy activities (non available in STAN)<br>Market research and public opinion polling (non available in STAN)<br>Advertising (non available in STAN)                                      |
| 279  | Research and development  | 73   | Research and development   |
| 280  | Architectural, engineering and other technical services   | 742  | Architectural, engineering and other technical services (non available in STAN)  |
| 281  | Agricultural, mining and on-site processing services  | 014<br>+ 015<br>+ 02<br>+ 05<br>+ 112            | Agricultural and engineering activities and related technical consultancy (n. a.)<br>Hunting, trapping and game propagation including related services activities (n. a.)<br>Forestry, logging and related services activities (n. a.)<br>Fishing, operation of fish hatcheries and fish farms: services activities incidental to fishing<br>Service activities incidental to oil and gas extraction excluding surveying (n. a.) |
| 284  | Miscellaneous business, professional and technical services - other business services   | 70<br>+ 749<br>+ 90                              | Real estate activities<br>Business activities n. e. c. (n. a.)<br>Sewage and refuse disposal, sanitation and similar activities (less waste treatment and depollution for sanitation and similar activities in 282)  |
| 288  | Audiovisual and related services  | 9211<br>+ 9212<br>+ 9213                         | Motion picture and video production and distribution (n. a.)<br>Motion picture projection (n. a.)<br>Radio and television activities (n. a.)   |
| 287  | Other personal, cultural and recreational services  | 80<br>+ 85<br>+ 90-93                            | Education<br>Health and social work<br>Other community, social and personal services   |

La correspondance entre les nomenclatures de balance des paiements et de produits est issue du Vademecum d'Eurostat.

### ANNEXE 5 - Nomenclature de collecte de la balance des paiements (1/3)

| SERVICES                         | Nef   | Textes réglementaires   |  |
|----------------------------------|-------|---|--|
| <b>Transports</b>                |       |   |  |
| <b>maritimes</b>                 | SA11  | Frets maritimes   | Frets maritimes payés pour des transports de marchandises par des résidents à des compagnies maritimes non résidentes et par des non-résidents à des compagnies maritimes résidentes.  |
|                                  | SA12  | Transports maritimes de passagers                                 | Billets de passage payés par des voyageurs résidents à des compagnies maritimes non résidentes et par des voyageurs non résidents à des compagnies maritimes résidentes.   |
|                                  | SA13  | Autres frais de transports maritimes (escales, affrètements)      | 1. Règlements afférents aux comptes d'escale et comptes courants d'escale de navires français à l'étranger et de navires étrangers en France. 2. Affrètements et locations de navires français par des non-résidents et de navires étrangers par des résidents. 3. Tous autres frais portuaires.   |
| <b>aériens</b>                   | SA21  | Frets aériens   | Frets aériens réglés pour des transports de marchandises par des résidents à des compagnies aériennes non résidentes et par des non-résidents à des compagnies aériennes résidentes.   |
|                                  | SA22  | Transports aériens de passagers                                   | Billets de passage payés par des voyageurs résidents à des compagnies aériennes non résidentes et par des voyageurs non résidents à des compagnies aériennes résidentes.   |
|                                  | SA23  | Autres frais de transports aériens                                | Tous règlements relatifs aux transports aériens et notamment les frais d'escale, les redevances sur trafic, les affrètements et locations d'aéronefs.  |
| <b>autres transports</b>         | SA31  | Transports spatiaux   | Tous règlements afférents aux services de lancement dans l'espace de satellites et autres engins. NB – Sont exclus de cette rubrique : 1. les règlements relatifs aux frais d'études, de recherche et de développement des satellites et lanceurs (voir code 264), 2. les règlements relatifs aux éléments entrant dans leur fabrication (voir code 100).  |
|                                  | SA321 | Transports ferroviaires de marchandises                           | Règlements entre un résident et une compagnie ferroviaire non résidente ou entre un non-résident et une compagnie ferroviaire résidente, afférents aux transports ferroviaires de marchandises.  |
|                                  | SA322 | Transports ferroviaires de passagers                              | Règlements entre un résident et une compagnie ferroviaire non résidente ou entre un non-résident et une compagnie ferroviaire résidente, afférents aux transports de passagers par voie ferrée.  |
|                                  | SA323 | Autres frais de transports ferroviaires                           | Tous autres règlements relatifs au transports ferroviaires et notamment l'affrètement des rames et l'utilisation d'infrastructure ( tunnel, voies,....).   |
|                                  | SA324 | Autres transports   | Règlements de frais de transports routiers, fluviaux, par oléoducs, gazoducs et autres.  |
| <b>Services de communication</b> | SC1   | Télécommunications et courrier                                    | Tous règlements relatifs : – aux services postaux (public et privé), de télégraphes ou téléphones, – à l'utilisation de réseaux de télécommunication, – aux communications de messages et transmissions de données.  |
| <b>Services de construction</b>  | SD1   | Marchandises étrangères destinées à un chantier de grands travaux | Règlements relatifs à des achats à l'étranger de marchandises destinées à des chantiers de grands travaux à l'étranger, et à leur revente.   |
|                                  | SD2   | Grands travaux  | 1. Règlements afférents aux bâtiments et travaux publics et aux activités de recherche géologique, pétrolière ou minière et notamment : 1.1. aux frais de fonctionnement et bénéfices de chantiers (travaux publics, ensembles industriels, etc.) ; 1.2. à la prospection et aux forages pétroliers effectués à l'étranger par une entreprise résidente ou en France par une entreprise non résidente. 2. Rénovation et réfection de bâtiments industriels, commerciaux et à usage d'habitation. 3. Construction d'une unité de production (hors marchandises). NB – Sont exclus de cette rubrique les règlements de marchandises destinées à un chantier de grands travaux ou à un complexe industriel (voir codes 100 et 151). |
| <b>Services d'assurances</b>     | SE1   | Assurances sur marchandises : primes et commissions               | Primes et commissions afférentes à des contrats d'assurance sur marchandises : – versées par des résidents qui ont souscrit des contrats auprès de compagnies d'assurances non résidentes, – reçues par des compagnies d'assurances résidentes au titre de contrats souscrits par des non-résidents.   |
|                                  | SE2   | Encaissement de primes  | Versement de primes - Activité publique (sur crédits acheteurs uniquement) Coface  |
|                                  |       | Encaissement de primes  | Versement de primes - Activité privée (sur crédits fournisseurs uniquement) coface   |

## ANNEXE 5 - Nomenclature de collecte de la balance des paiements (2/3)

| SERVICES  | Nef  | Textes réglementaires  |   |
|---|------|--|---|
|   |      | Assurances autre : primes et commissions   | Primes et commissions afférentes à des contrats d'assurance autres que sur marchandises (y compris les assurances vie et les cotisations de retraite) : – versées par des résidents qui ont souscrit des contrats auprès de compagnies d'assurances non résidentes, – reçues par des compagnies d'assurances résidentes au titre de contrats souscrits par des non-résidents.   |
|   | SE3  | Réassurances   | Toutes opérations en relation directe avec des traités ou des contrats de réassurances (y compris les règlements relatifs aux provisions en garantie).  |
| <b>Services financiers</b>                      | SF11 | Commissions et frais bancaires ou financiers du secteur bancaire                           | Commissions reçues ou versées par les intermédiaires pour toutes opérations bancaires ou financières (y compris la rémunération de conseils financiers et d'assistance aux opérations financières).   |
|   | SF12 | Commissions et frais bancaires ou financiers du secteur privé non bancaire                 | Commissions versées par la clientèle résidente pour toutes opérations bancaires ou financières (y compris la rémunération de conseils financiers et d'assistance aux opérations financières).   |
| <b>Services d'informatique et d'information</b> | SG1  | Services informatiques   | Tous règlements relatifs aux services informatiques de toute nature (redevances sur logiciels, installation de salle de marché...).   |
| <b>Redevances et droits de licence</b>          | SH1  | Redevances sur brevets, échanges de savoir-faire   | 1. Redevances sur des brevets relatifs à des techniques de production, versées périodiquement au propriétaire qui en a concédé par contrat l'exploitation ou l'utilisation. 2. Échanges de savoir-faire. NB – Les règlements afférents à la protection des brevets sont exclus de cette rubrique (voir code 359).   |
|   | SH2  | Cessions et licences de marques, modèles, dessins et droits de propriété – Droits d'auteur | 1. Cessions et redevances sur les marques, dessins, modèles d'utilité et modèles industriels, droits de propriété (y compris les plans et dessins afférents à des marchandises) et autres procédés relatifs à des techniques de diffusion et de commercialisation. 2. Franchise, pas de porte. 3. Droit d'exploitation de ligne maritime, de wagons, de mines, de passage. NB – Sont exclus : a. Les règlements afférents à la protection des marques, dessins, modèles (voir code 359). b. Les droits d'auteurs sur les oeuvres audiovisuelles (352).  |
| <b>Autres services aux entreprises</b>          |      |  |   |
| <b>négoce international</b>                     | SI11 | Négoce international stricto sensu   | Opérations de négoce international effectuées à titre habituel ou occasionnel.<br>Règlements de marchandises achetées dans le but de les revendre avec bénéfice, sans franchissement de la frontière française, et règlements des ventes correspondantes.<br>1. Les règlements comprennent les paiements ou les compensations sous toutes leurs formes (troc, contre-achat, etc.).<br>2. Le bien concerné (acheté) peut avoir été transféré physiquement sur le territoire français, mais doit rester "sous douane", sous le régime de l'entrepôt, du transit, ou autre, avant revente. Autrement il y aurait franchissement de la frontière douanière française donc importation. Si le bien reste présent physiquement sur un territoire étranger, son statut vis-à-vis de la douane française ne se pose pas.<br>3. Les commissions de courtage faisant l'objet de règlements séparés de ceux des marchandises sont exclues de cette rubrique et déclarées sous le code 356. |
|   | SI12 | Marchandises autres  | 1. Règlements de marchandises (paiements ou compensations) avec des pays étrangers sans franchissement de la frontière française (autres que les opérations prévues sous les codes 150 et 151). Ces opérations concernent notamment les mouvements de marchandises entre maisons-mères et filiales, entrant dans le cadre d'une activité industrielle : pièces détachées, produits finis et semi-finis...<br>2. Achats ou ventes de marchandises –à l'exclusion du négoce– sur le territoire français à des non-résidents.  |
| <b>autres services commerciaux</b>              | SI21 | Frais accessoires sur marchandises   | Frais accessoires au commerce entre la France et l'étranger qui ne peuvent être imputés à une autre rubrique : frais de manutention, frais de transit, frais de montage de marchandises exportées ou importées, etc. Sont exclus de ce code, outre les frais relatifs aux transports et aux assurances, les rabais et ristournes (cf. code 103) et les commissions (cf. code 356).  |

## ANNEXE 5 - Nomenclature de collecte de la balance des paiements (3/3)

| SERVICES  | Nef  | Textes réglementaires  |   |
|---|------|--|---|
|   | SI22 | Commissions liées aux opérations commerciales                    | 1. Commissions sur marchandises autres que des rabais et des ristournes. 2. Commissions de courtage international. 3. Commissions liées à la réalisation de contrats commerciaux.   |
| <b>Locations</b>                                    | SI31 | Locations de biens meubles et immeubles (autres qu'affrètements) | 1. Loyers et rachats éventuels dans le cas de contrats de crédit-bail. 2. Loyers sur biens meubles et immeubles.  |
| <b>services divers aux entreprises</b>              | SI41 | Études, recherches et assistance technique                       | 1. Frais d'études, de recherches et d'ingénierie afférents aux phases de conception et d'élaboration d'un projet. 2. Frais de maintenance postérieurs à la phase de mise en oeuvre d'un projet et réparations effectuées sur place (les pièces détachées doivent être déclarées en fonction de leur provenance en code 100 ou 151). 3. Frais d'assistance technique générale, contrats de formation, coopération inter-entreprises. 4. Contributions à des organismes de recherche scientifique, technique et économique, et notamment frais relatifs à la recherche et au développement.                   |
|   | SI42 | Frais de gestion   | 1. Participation des filiales ou succursales aux frais de gestion (frais de management, fees...) de leur maison mère (y compris les établissements de crédit et assimilés). 2. Financement de l'exploitation de filiales ou d'autres établissements (GIE, sociétés en participations, succursales, agences, bureaux, comptoirs, etc.) n'ayant pas de ressources suffisantes. NB – Les couvertures de pertes doivent être déclarées sous les codes 443 ou 453.   |
|   | SI43 | Autres rémunérations du travail                                  | 1. Honoraires des membres des professions libérales, tantièmes et jetons de présence, cachets des artistes et des sportifs. 2. Bénéfices et frais d'entretien des tournées théâtrales, cirques ambulants et toutes autres entreprises itinérantes.  |
|   | SI44 | Abonnements, publicité   | 1. Quel que soit le support, tous règlements relatifs : – aux abonnements directs à des journaux, périodiques et revues, – à la publicité : conception et réalisation de supports publicitaires, – à la location d'espaces (panneaux, presse, audiovisuel), – à l'organisation des campagnes de promotion. 2. Parrainage. 3. Participation aux foires.  |
|   | SI45 | Services divers  | Tous autres paiements de services ne pouvant être classés dans une autre rubrique. Par exemple : 1. Frais d'entretien courant d'immeubles et propriétés. 2. Frais de protection des brevets à un organisme spécialisé chargé de protéger l'invention (Institut National de la Propriété Industrielle INPI, par exemple). 3. Commissions ni commerciales (356), ni bancaires (354 et 355), ni financières. Exemple : commissions sur opérations immobilières.  |
| <b>Services personnels, culturels et récréatifs</b> |      |  |   |
| <b>services audiovisuels</b>                        | SJ11 | Audiovisuel  | 1. Redevances cinématographiques. 2. Achats/ventes et locations de programmes de radio et de télévision. 3. Location de satellites. 4. Droit sur oeuvres audiovisuelles. 5. Tous services annexes.  |
| <b>autres services personnels</b>                   | SJ2  | Services divers  | Tous autres paiements de services ne pouvant être classés dans une autre rubrique (cf. nef SI45).   |
| <b>Services des administrations publiques</b>       | SK1  | Autres paiements du Gouvernement français                        | Tous paiements (autres que ceux prévus aux codes 290, 291 et 360) d'ordre ou en faveur du Trésor public français. NB – Sont exclus de cette rubrique les transferts effectués d'ordre ou pour compte de la Poste (qui est à considérer comme intermédiaire).  |
|   | SK2  | Dépenses militaires  | Dépenses militaires du gouvernement français  |
|   | SK3  | Gouvernements étrangers  | 1. Recettes et dépenses de toute nature des postes diplomatiques étrangers en France. 2. Entretien de troupes et délégations militaires étrangères en France. 3. Autres paiements d'ordre ou au profit des gouvernements étrangers. NB – Sont exclus de cette rubrique, les règlements relatifs : a. à des impôts, taxes et droits divers payés par des résidents ainsi qu'au remboursement de trop-perçus sur ces droits (voir code 380), b. à des règlements de salaires au profit de résidents (voir code 310), c. aux dépenses locales des fonctionnaires étrangers en poste en France (voir code 382). |
|   | SK4  | Dépenses militaires  | Dépenses militaires des gouvernements étrangers   |

**Nomenclature de diffusion trimestrielle de la balance des paiements  
par pays ou zone pour Eurostat**

**Les services sont détaillés dans les 11 rubriques du MBDP 5**

**Chaque service est ventilé en 10 pays ou zones**

|  | EU15 | EU25 | Extra-<br>EU15 | Extra-<br>EU25 | Suisse | Canada | USA | Japon | Euro<br>zone | Extra-<br>Euro<br>zone |
|--|------|------|----------------|----------------|--------|--------|-----|-------|--------------|------------------------|
| <b>Transports</b>                                  |      |      |                |                |        |        |     |       |              |                        |
| <b>Voyages</b>                                     |      |      |                |                |        |        |     |       |              |                        |
| <b>Communication</b>                               |      |      |                |                |        |        |     |       |              |                        |
| <b>Construction</b>                                |      |      |                |                |        |        |     |       |              |                        |
| <b>Assurances</b>                                  |      |      |                |                |        |        |     |       |              |                        |
| <b>Financiers</b>                                  |      |      |                |                |        |        |     |       |              |                        |
| <b>Informatiques</b>                               |      |      |                |                |        |        |     |       |              |                        |
| <b>Redevances et<br/>droits de<br/>licences</b>    |      |      |                |                |        |        |     |       |              |                        |
| <b>Autres services<br/>aux entreprises</b>         |      |      |                |                |        |        |     |       |              |                        |
| <b>Personnels,<br/>culturels et<br/>récréatifs</b> |      |      |                |                |        |        |     |       |              |                        |
| <b>Administrations</b>                             |      |      |                |                |        |        |     |       |              |                        |

## ANNEXE 6 : Liste détaillée des services selon la nomenclature EBOPS (1/3)

| CODE       | Tableau 3 : Liste détaillée des postes de services<br>(MSCIS) |  | Standard<br>list (IMF) | Topical<br>list (IMF) | CHELEM<br>BOP | Manual<br>OECD |
|------------|---|--|------------------------|-----------------------|---------------|----------------|
|            | NAME  |  |                        |                       |               |                |
| <b>200</b> | <b>SERVICES</b>   |  | X                      | X                     | X             | X              |
| <b>205</b> | <b>I) Transportation services</b>                             |  | X                      | X                     | X             | X              |
| 850        | Total Passenger   |  | X                      | X                     |               |                |
| 851        | Total Freight   |  | X                      | X                     |               |                |
| 852        | Total Other services  |  | X                      | X                     |               |                |
| <b>206</b> | <b>A) Sea transport</b>                                       |  | X                      | X                     | X             | X              |
| 207        | 1) Sea transport, Passenger                                   |  | X                      | X                     |               | X              |
| 208        | 2) Sea transport, Freight                                     |  | X                      | X                     |               | X              |
| 209        | 3) Sea transport, Other                                       |  | X                      | X                     |               | X              |
| <b>210</b> | <b>B) Air transport</b>                                       |  | X                      | X                     | X             | X              |
| 211        | 1) Air transport, Passenger                                   |  | X                      | X                     |               | X              |
| 212        | 2) Air transport, Freight                                     |  | X                      | X                     |               | X              |
| 213        | 3) Air transport, Other                                       |  | X                      | X                     |               | X              |
| <b>214</b> | <b>C) Other transport</b>                                     |  | X                      | X                     | X             | X              |
| 215        | 1) Other transport, Passenger                                 |  | X                      | X                     |               | X              |
| 216        | 2) Other transport, Freight                                   |  | X                      | X                     |               | X              |
| 217        | 3) Other transport, Other                                     |  | X                      | X                     |               | X              |
|            | Extended Classification of other transport                    |  |                        |                       |               |                |
| 218        | 4) Space transport  |  |                        | X                     |               | X              |
| 219        | 5) Rail transport   |  |                        | X                     |               | X              |
| 220        | a) Rail transport, Passenger                                  |  |                        | X                     |               | X              |
| 221        | b) Rail transport, Freight                                    |  |                        | X                     |               | X              |
| 222        | c) Rail transport, Other                                      |  |                        | X                     |               | X              |
| 223        | 6) Road transport   |  |                        | X                     |               | X              |
| 224        | a) Road transport, Passenger                                  |  |                        | X                     |               | X              |
| 225        | b) Road transport, Freight                                    |  |                        | X                     |               | X              |
| 226        | c) Road transport, Other                                      |  |                        | X                     |               | X              |
| 227        | 7) Inland waterway transport                                  |  |                        | X                     |               | X              |
| 228        | a) Inland waterway transport, Passenger                       |  |                        | X                     |               | X              |
| 229        | b) Inland waterway transport, Freight                         |  |                        | X                     |               | X              |
| 230        | c) Inland waterway transport, Other                           |  |                        | X                     |               | X              |
| 231        | 8) Pipeline transport and electricity transformation          |  |                        | X                     |               | X              |
| 232        | 9) Other supporting and auxiliary transport services          |  |                        | X                     |               | X              |
| <b>233</b> | <b>D) Transportation, non included elsewhere (n.i.e.)</b>     |  |                        |                       | X             |                |

## ANNEXE 6 : Liste détaillée des services selon la nomenclature EBOPS (2/3)

| CODE       | NAME   | Standard list (IMF) | Detailed list (IMF) | CHELEM BOP | Manual |
|------------|--|---------------------|---------------------|------------|--------|
| <b>236</b> | <b>II) Travel</b>  | X                   | X                   | X          | X      |
| <b>237</b> | <b>A) Business travel</b>                                      | X                   | X                   |            |        |
| 238        | 1) Business travel, Expenditure by seasonal and border workers |                     | X                   |            |        |
| 239        | 2) Business travel, Other                                      |                     | X                   |            |        |
| <b>240</b> | <b>B) Personal travel</b>                                      | X                   | X                   |            |        |
| 241        | 1) Personal travel, Health care expenditure                    |                     | X                   |            |        |
| 242        | 2) Personal travel, Education-related expenditure              |                     | X                   |            |        |
| 243        | 3) Personal travel, Other                                      |                     | X                   |            |        |
| <b>981</b> | <b>III) Other services, total (sum 245-291)</b>                |                     |                     |            |        |
| <b>245</b> | <b>A) Communications services</b>                              | X                   | X                   | X          | X      |
| 246        | 1) Postal and courier services                                 |                     | X                   |            | X      |
| 247        | 2) Telecommunication services                                  |                     | X                   |            | X      |
| <b>249</b> | <b>B) Construction services</b>                                | X                   | X                   | X          | X      |
| 250        | 1) Construction abroad   |                     | X                   |            | X      |
| 251        | 2) Construction in the compiling economy                       |                     | X                   |            | X      |
| <b>253</b> | <b>C) Insurance services</b>                                   | X                   | X                   | X          | X      |
| 254        | 1) Life insurance and pension funding                          |                     | X                   |            | X      |
| 255        | 2) Freight insurance   |                     | X                   |            | X      |
| 256        | 3) Other direct insurance                                      |                     | X                   |            | X      |
| 257        | 4) Reinsurance   |                     | X                   |            | X      |
| 258        | 5) Auxiliary insurance services                                |                     | X                   |            | X      |
| <b>260</b> | <b>D) Financial services</b>                                   | X                   | X                   | X          | X      |
| <b>262</b> | <b>E) Computer and information services</b>                    | X                   | X                   | X          | X      |
| 263        | 1) Computer services   |                     | X                   |            | X      |
| 264        | 2) Information services  |                     | X                   |            | X      |
| 889        | a) News agency services  |                     | X                   |            | X      |
| 890        | b) Other information provision services                        |                     | X                   |            | X      |
| <b>266</b> | <b>F) Royalties and licence fees</b>                           | X                   | X                   | X          | X      |
| 891        | 1) Franchises and similar rights                               |                     | X                   |            | X      |
| 892        | 2) Other royalties and license fees                            |                     | X                   |            | X      |
| <b>268</b> | <b>G) Other business services</b>                              | X                   | X                   | X          | X      |
| 269        | 1) Merchanting and other trade-related services                |                     | X                   |            | X      |
| 270        | a) Merchanting   |                     | X                   |            | X      |
| 271        | b) Other trade-related services                                |                     | X                   |            | X      |
| 272        | 2) Operational leasing services                                |                     | X                   |            | X      |

## ANNEXE 6 : Liste détaillée des services selon la nomenclature EBOPS (3/3)

| CODE       | NAME   | Standard list (IMF) | Detailed list (IMF) | CHELEM BOP | Manual OECD |
|------------|--|---------------------|---------------------|------------|-------------|
| 273        | 3) Miscellaneous business, professional and technical services     |                     | X                   |            | X           |
| 274        | a) Legal, accounting, management consulting, and public relations  |                     | X                   |            | X           |
| 275        | * Legal services   |                     | X                   |            | X           |
| 276        | * Accounting, auditing, bookkeeping, and tax consulting services   |                     | X                   |            | X           |
| 277        | * Business and management consulting and public relations services |                     | X                   |            | X           |
| 278        | b) Advertising, market research, and public opinion polling        |                     | X                   |            | X           |
| 279        | c) Research and development  |                     | X                   |            | X           |
| 280        | d) Architectural, engineering, and other technical services        |                     | X                   |            | X           |
| 281        | e) Agricultural, mining, and on-site processing services           |                     | X                   |            | X           |
| 282        | * Waste treatment and depollution                                  |                     | X                   |            | X           |
| 283        | * Agricultural, mining, and other on-site processing services      |                     | X                   |            | X           |
| 284        | f) Other business services   |                     | X                   |            | X           |
| 285        | g) Services between affiliated enterprises, n.i.e.                 |                     | X                   |            | X           |
| <b>287</b> | <b>H) Personal, cultural, and recreational services</b>            | X                   | X                   | X          | X           |
| 288        | 1) Audiovisual and related services                                |                     | X                   |            | X           |
| 289        | 2) Other personal, cultural and recreational services              |                     | X                   |            | X           |
| 895        | a) Education services  |                     | X                   |            | X           |
| 896        | b) Health services   |                     | X                   |            | X           |
| 897        | c) Other personal, cultural, and recreational services, other      |                     | X                   |            | X           |
| <b>291</b> | <b>I) Government services, n.i.e.</b>                              | X                   | X                   | X          | X           |
| 292        | 1) Embassies and consulates  |                     | X                   |            | X           |
| 293        | 2) Military units and agencies                                     |                     | X                   |            | X           |
| 294        | 3) Other government services, n.i.e.                               |                     | X                   |            | X           |
| <b>299</b> | <b>J) Other services, non included elsewhere (n.i.e.)</b>          |                     |                     | X          |             |
| <b>982</b> | <b>Services not allocated</b>                                      |                     |                     | X          | X           |
| <b>983</b> | <b>Commercial services (sum 205-287 and 982)</b>                   |                     |                     | X          | X           |

## **ANNEXE 7 - Le degré d'ouverture des activités de services et l'avantage comparatif dans les services** (Isabelle Rabaud<sup>9,10</sup>)

Alors que plus de la moitié de la valeur ajoutée créée au sein de l'OCDE provient des activités de services (74,2 % en 2002<sup>11</sup>), les échanges de services ne représentent que 21,8 % des exportations et 21,2 % des importations de biens et services en 2002. La mise en regard de ces deux chiffres tendrait à indiquer que les services sont peu échangeables. En réalité, leurs modalités d'échange diffèrent de celles des biens de sorte que l'AGCS (Accord général sur le commerce de services) a retenu quatre modalités d'échange de services : ① l'échange transfrontière habituel, ② la consommation à l'étranger (voyages/tourisme), ③ la présence commerciale à l'étranger (IDE), ④ la présence de personnes physiques (présence temporaire d'un résident dans un autre pays pour son compte propre ou pour le compte de son employeur).

Nous nous intéresserons uniquement aux échanges de services tels qu'ils sont répertoriés et compilés conjointement par Eurostat et l'OCDE dans leur base de données commune sur les échanges de services. Ces échanges correspondent principalement au mode 1, même si, pour certaines activités, d'autres modalités d'échange apparaissent également dans ces chiffres.

Nous poursuivons un double objectif : ① évaluer le degré d'ouverture internationale de chaque activité et ② estimer l'avantage comparatif de chaque pays dans les différentes activités de services. Toutefois, un certain nombre de problèmes posés par les données d'échanges de services doivent être évoqués avant toute étude.

### **1. Les lacunes des données d'échanges de services**

Trois organismes fournissent des bases de données d'échanges internationaux de services. Le FMI compile les données de balances des paiements nationales des pays membres. Le CEPIL (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) élabore sa propre base de données de balance des paiements avec une attention particulière apportée aux échanges internationaux de services dans l'objectif de construire des MEGC (modèles d'équilibre général calculable) évaluant l'impact de la libéralisation des échanges de services. La base CHELEM-BAL sur les balances des paiements comprend, dans sa version 2004, les échanges de services de cent quatre-vingt treize pays. L'OCDE et Eurostat réalisent une base relative aux statistiques d'échanges de services des trente pays membres de l'OCDE à partir des données des balances des paiements nationales.

Etant donné que les pays ont mis en œuvre progressivement et à un rythme différent les recommandations et la nouvelle nomenclature d'échanges de services préconisée par le cinquième manuel de la balance des paiements (MBP5) publié en 1993 par le FMI, la disponibilité des données diffère très sensiblement entre nations. Cette divergence est renforcée lorsque les pays du nord et du sud sont simultanément pris en considération. Par exemple, les exportations de services d'informatique à destination des Etats-Unis et de l'Union européenne, déclarées par les autorités indiennes au titre de l'année 2002, sont, respectivement, supérieures de 80 % et de 177 % aux importations de services d'informatique en provenance d'Inde enregistrées, respectivement, par les Etats-Unis et l'Union européenne, pour cette même année. Selon l'OCDE (2004), une définition plus extensive des services d'informatique par l'Inde, qui comprend les brevets et droits de redevance ainsi que les rémunérations des travailleurs temporaires, classés habituellement comme des revenus du travail, serait à l'origine de ces divergences<sup>12</sup>. Nous avons donc choisi de privilégier la base de données conjointe établie par l'OCDE et par Eurostat qui devrait offrir des données plus homogènes dans la mesure où les écarts de niveaux de développement entre les trente pays membres de l'OCDE sont moins prononcés qu'entre les pays membres du FMI.

<sup>9</sup> Université d'Orléans, LEO (Laboratoire d'Economie d'Orléans).

<sup>10</sup> Ce travail s'inspire des méthodes développées par le CEPIL pour construire les statistiques d'échanges de services de la base CHELEM-Balance des paiements. Je remercie Sébastien Jean pour ses précieux conseils lors de ma collaboration avec le CEPIL.

<sup>11</sup> Ce résultat est obtenu en additionnant les pays pour lesquels nous disposons à la fois des données d'échanges et de valeur ajoutée dans les services en 2002. En conséquence, deux importants exportateurs de services, les Etats-Unis et l'Irlande en sont exclus, de sorte que le ratio de l'OCDE est sous-estimé.

<sup>12</sup> Voir OCDE (2004), pp. 94-95.

La base de données d'échanges internationaux de services Eurostat/OCDE comprend les statistiques d'échanges de services de vingt-neuf pays membres<sup>13,14</sup> avec le reste du monde en millions de dollars de 1970 à 2002 pour quatre-vingt cinq postes de services et six niveaux de détail. Lorsque le transport et les voyages (le tourisme) sont laissés de côté, demeurent cinquante secteurs, soit cent postes d'exportations et d'importations et quatre niveaux de désagrégation (voir annexe 6).

Trois questions se posent alors avant l'utilisation de la base pour l'étude. Quelle année de départ retenir ? Quels pays conserver ? Quel degré de détail sectoriel choisir ?

### 1.1. Le choix de l'année de départ

Cette base est fondée sur les statistiques établies par les pays pour leurs balances des paiements nationales. Or, la date de début d'enregistrement des échanges de services et le degré de couverture sectorielle diffèrent sensiblement entre les pays. Il convient alors de s'interroger sur le choix de l'année à partir de laquelle débiter l'étude et de sélectionner les pays et les postes à retenir. En effet, seuls trois pays fournissent des données dès 1970 ; à partir de 1985, ils deviennent dix-sept et passent à vingt-cinq en 1992. Cependant, il faut attendre, respectivement, 1993 et 1994, pour disposer de données sur la République tchèque et la Slovaquie (voir tableau 1).

Les trois plus fortes augmentations de la ventilation sectorielle, tous pays confondus, sont, en effet, observées, en 1992 avec 352 nouveaux postes (+ 57,1 %), en 1985 avec 185 nouvelles activités (+ 102,8 %) et en 1998 avec 122 nouveautés (+ 9,1 %). Les pays continuent donc à améliorer leur couverture sectorielle des échanges de services dans les années récentes afin de se mettre en conformité avec les recommandations des organisations internationales. Toutefois, les années où les données commencent à devenir disponibles varient sensiblement entre les pays pour une activité donnée et entre les lignes de services pour un pays donné, ce qui ne simplifie pas la tâche des utilisateurs qui ne peuvent pas disposer d'une base de données stable.

Nous retenons, dans un premier temps, l'année 1985, comme année de départ de l'étude. En effet, à partir de 1985, dix-sept pays<sup>15</sup>, qui couvrent respectivement 74,5 % des crédits et 69,1 % des débits, en 2002<sup>16</sup>, fournissent des données d'échanges de services (voir tableau 2). En 1985, les services représentaient, respectivement 18,4 % des exportations et 18,5 % des importations de biens et services. En raisonnant à monde constant, c'est-à-dire en ne conservant que les seuls échanges de ces dix-sept pays, en 2002, la part des services progresse à 20,1 % des exportations et 21,3 % des importations, soit, respectivement 1,8 point et 1,1 point de moins que si l'ensemble des échanges de services est pris en compte. Ainsi, si les échanges de services ont progressé plus rapidement que le commerce de marchandises depuis dix-huit ans, il convient de relativiser ce dynamisme lié, pour partie, à une meilleure couverture géographique des échanges de services. Il s'avère beaucoup plus délicat de tenir compte de l'amélioration de la couverture sectorielle des services échangés dans la mesure où la désagrégation sectorielle s'est accompagnée d'un dégonflement de certains postes, notamment « 268 : autres services aux entreprises ».

Finalement, nous avons choisi 1992 comme année de départ, car de nombreux pays commencent à offrir des données cette année là et que nous travaillerons ainsi sur une décennie : 1992-2002. En 1992, seuls quatre pays ne fournissent pas encore d'informations : le Danemark, l'Irlande, la République tchèque et la Slovaquie ; les vingt-cinq pays<sup>17</sup> qui enregistrent des données couvrent 94,8 % des crédits et 93,8 % des débits, en 2002 (voir tableau 1).

<sup>13</sup> La Belgique et le Luxembourg ne déclarent séparément leurs statistiques d'échanges de services que depuis 2002. Nous avons préféré prendre en compte les échanges de l'UEBL (Union Economique Belgo-Luxembourgeoise) pour laquelle nous disposons de statistiques sur une plus longue période.

<sup>14</sup> Les vingt-neuf pays de la base échanges de services de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, l'Union Economique belgo-luxembourgeoise (UEBL), le Canada, la Corée du sud, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Slovaquie, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

<sup>15</sup> Les dix-sept pays qui fournissent des données d'échanges de services en 1985 sont : l'Allemagne, l'Australie, le Canada, la Corée du sud, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suisse et la Turquie.

<sup>16</sup> La différence de couverture en crédits et débits s'explique, en partie, par le fait que le Japon, 8,5 % des crédits et 5,3 % des débits en 2002, ne fournit des données qu'à partir de 1991, en raison d'une modification méthodologique.

<sup>17</sup> Outre les dix-sept pays déjà cités, la liste des vingt-cinq comprend : l'Autriche, la Finlande, l'Islande, le Japon, les Pays-Bas, le Mexique, la Suède et l'UEBL.

## 1.2. Le choix des pays à retenir

Dans une première décomposition, l'agrégat échanges de services est découpé en trois : transports, voyages (tourisme) et autres services. Le transport et le tourisme étant du ressort d'autres Formations du Cnis, nous focaliserons notre étude sur la dernière activité. Dans MBP5, le FMI recommande que les autres services soient découpés en neuf secteurs<sup>18</sup>. Toutefois, depuis la publication du « Manuel sur les statistiques du commerce international de services » (MSCIS) en 2002, à l'initiative de six organisations internationales, Eurostat, la CNUCED, le FMI, l'OCDE, l'OMC et l'ONU et à la suite de l'AGCS, la nécessité d'une plus grande couverture géographique semble faire l'objet d'un consensus.

La ventilation sectorielle des autres services demeure faible au Danemark et en Suisse, pays qui couvrent respectivement, 3 % et 19 % des activités de services, alors que le Japon fournit 24 % de l'information. Le Danemark a donc été exclu de l'échantillon d'autant qu'il ne représente, respectivement que 2,1 % et 2,0 % des exportations et des importations de services de l'OCDE en 2002 (voir tableau 2).

## 1.3. Le choix des activités à retenir

La décomposition des échanges de services en neuf activités est disponible pour la plupart des pays de l'OCDE. Dans les « services d'informatique et d'information », l'activité la moins bien desservie, vingt-cinq pays fournissent des données en 2002. En revanche, peu d'information est offerte à un degré de détail plus fin. Ainsi, la distinction entre les « services de poste et de messagerie » et les « services de télécommunication », d'une part et les « services d'informatique » et les « services d'information », d'autre part, n'est disponible que pour une quinzaine de pays en 2002. Si la ventilation sectorielle des « autres services aux entreprises » est mieux connue, le nombre de pays qui fournissent des données diffère sensiblement selon les activités. Ainsi, en 2002, vingt-cinq pays offrent des données pour le « négoce international, autres services liés au commerce », contre treize seulement pour les « services entre entreprises affiliées » (voir tableau 1).

Concernant l'aspect sectoriel, le degré de subdivision des postes varie selon les activités, ainsi, « 247 : services de télécommunication » se situe à la deuxième subdivision des « 981 : autres services », alors qu'il faut descendre à la quatrième subdivision pour accéder aux « 275 : services juridiques ». Il s'avère donc délicat de choisir, *a priori*, un niveau de subdivision pertinent. Il est préférable d'opérer un choix au cas par cas. Nous avons donc retenu deux critères pour sélectionner les produits : ① le service doit correspondre à plus de 5 % des échanges d'autres services en crédits et en débits en 2002, ② au moins dix pays doivent fournir des données en 1995 et au moins quinze en 2002. Nous avons rajouté à notre liste la décomposition entre « services de poste et de messagerie » et « services de télécommunication », pour son intérêt économique, bien que ces deux activités ne remplissent pas tous les critères. Nous avons également ajusté les données afin que la décomposition retenue forme bien une partition (voir tableau 3).

En résumé, nous retenons l'année 1992 comme date de départ, nous excluons le Danemark de l'étude compte tenu du peu d'informations fournies par ce pays et nous retenons deux décompositions sectorielles : les neuf activités définies par MBP5 et les vingt-quatre que nous avons sélectionnées (voir tableau 3).

*Avant tout calcul d'indicateurs, nous corrigeons la base afin de nous assurer que la somme des postes détaillés correspond bien au montant de l'agrégat. Cette correction est réalisée selon la méthode développée par le CEPII pour la base CHELEM-balance des paiements (voir encadré 1).*

---

<sup>18</sup> Les autres services comprennent alors : les services de communication, les services de construction, les services d'assurance, les services financiers, les services d'informatique et d'information, les brevets et redevances, les autres services aux entreprises, les services personnels, culturels et récréatifs, les services reçus/fournis par les administrations publiques.

## Encadré 1 : les traitements de la base de données d'échanges de services de l'OCDE

La base de données d'échanges de services de l'OCDE comprend les statistiques d'échanges de services des trente pays membres avec le reste du monde en millions de dollars de 1970 à 2002 pour quatre-vingt cinq postes de services et six subdivisions. En réalité, peu de données sont disponibles avant 1985 et les postes sont rarement desservis à un niveau très détaillé. Par ailleurs, les années où les données commencent à devenir disponibles varient sensiblement entre les pays pour une activité donnée et entre les lignes de services pour un pays donné, ce qui rend très délicate la construction des séries cohérentes à long terme nécessaires à l'étude économique.

A partir de la base de données conjointe de l'OCDE et d'Eurostat, les divergences entre les postes détaillés et les agrégats ont cependant été recherchées selon la méthode développée pour les statistiques d'échanges de services dans la base CHELEM-Balance des paiements du CEPII. Cinq causes de divergences entre les échanges totaux de services et la somme de leurs composants ont été répertoriées :

- 1<sup>er</sup> cas : seul l'agrégat est disponible, aucun des composants n'est comptabilisé ; le montant de l'agrégat est affecté à un poste résiduel défini spécialement (voir liste, annexe 3);
- 2<sup>ème</sup> cas : l'écart entre l'agrégat et la somme de ses éléments est négatif pour un crédit (ou positif pour un débit) reflétant une somme des éléments plus élevée que l'agrégat : alors l'agrégat est recalculé comme la somme des composants ;
- 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> cas : l'écart correspond à un composant ou à la somme de plusieurs d'entre eux qui est (sont) comptabilisé(s) deux fois ou l'agrégat omet l'un des éléments : alors l'agrégat est recalculé comme la somme des composants ;
- 5<sup>ème</sup> cas : la somme des composants est inférieure à l'agrégat sans que la différence soit identifiable ; l'écart est alors réaffecté à la variable résiduelle définie comme la somme de sa valeur initiale et de l'écart observé (pour plus de détail sur la méthode, voir Rabaud, 2004a et 2004b).

## 2. Le degré d'ouverture

### 2.1. Les difficultés de réconciliation des nomenclatures EBOPS et STAN

Le degré d'internationalisation d'une activité, par exemple des services, peut se mesurer par le taux d'ouverture, défini comme le rapport de la demi-somme des exportations et des importations sur la valeur ajoutée (ou la production effective) créée dans les services. Outre la base de données conjointe de l'OCDE et d'Eurostat sur les échanges de services, les données de la base STAN de l'OCDE<sup>19</sup> sont utilisées pour calculer cet indicateur. Il faut alors faire correspondre la classification EBOPS (Extended Balance of Payments Services - Classification) des échanges de services et la nomenclature ISIC (International Standard Industrial Classification) pour la valeur ajoutée – ou la production. Cette réconciliation est réalisée dans MSCIS. Outre les difficultés de correspondance des deux classifications, le degré de décomposition sectorielle diffère entre les bases de données. Nous avons retenu la subdivision en deux positions pour l'ISIC. Comme l'indique le tableau 4, la correspondance n'a pu être obtenue que pour six des neuf principales rubriques d'échanges de services et pour quatre seulement, si l'on ne retient que les « autres services ». Deux postes supplémentaires « services d'assurance » et « services financiers » doivent être regroupés sous l'appellation « intermédiation financière ». Alors, le nombre d'années durant lesquelles des données sont disponibles est réduit parce que des données sont simultanément nécessaires dans les deux activités. Ainsi, par exemple, la Finlande fournit des statistiques d'intermédiation financière à la fois pour l'échange et pour la valeur ajoutée seulement de 1992 à 1998, alors que des statistiques pour l'Irlande ne sont disponibles que de 1998 à 2002 (voir tableau 5). En tenant compte d'un niveau plus désagrégé, les statistiques d'échanges et de valeur ajoutée dans les services ne sont simultanément disponibles que pour huit activités incluses dans les « autres services » sur les vingt-quatre de notre décomposition : « services de communication », « intermédiation financière » (« services d'assurance » + « services financiers »),

<sup>19</sup> Base de données Structural ANalysis (STAN) de l'OCDE qui utilise la nomenclature d'activités standard pour tous les pays membres de l'OCDE. Cette décomposition est fondée sur la classification internationale industrielle standard (ISIC Rev. 3). Elle est compatible avec la nomenclature NACE Rev. 1 utilisée par les Etats membres de l'Union européenne.

« services d'informatique et d'information », « autres services aux entreprises », « négoce international, autres services liés au commerce », « location-exploitation », « recherche et développement » et « services personnels, culturels et relatifs aux loisirs » (voir tableau 4) .

L'information n'est pas homogène entre les pays. Ainsi, la Turquie ne fournit pas de données de valeur ajoutée dans les services. De plus, l'Australie, le Canada et les Etats-Unis n'enregistrent des statistiques de valeur ajoutée que jusqu'en 2001. Tel est également le cas de l'Espagne pour certaines activités. Plus le degré de détail sectoriel est précis, plus faible est le nombre de pays fournissant des données. Sur les neuf principales rubriques, les « services d'informatique et d'information » demeurent l'activité pour laquelle les statistiques sont le moins fréquemment disponibles : seuls seize pays fournissent des informations à la fois sur les échanges et sur la valeur ajoutée et rarement avant 1992. En revanche, tous les pays indiquent des chiffres pour les « autres services aux entreprises » et fréquemment avant 1992. A un niveau plus détaillé, l'information est moins fréquente. Ainsi, seuls onze pays fournissent des données sur la « recherche et développement » (voir tableau 5). Enfin, il est clairement impossible de construire une partition dans la mesure où, pour une activité donnée, les statistiques disponibles sur les échanges ne le sont pas forcément pour la valeur ajoutée.

Lorsque l'on considère le degré d'ouverture au niveau sectoriel, l'analyse peut être améliorée si la production est prise en considération au lieu de la valeur ajoutée. En effet, rapporter les échanges à la valeur ajoutée risque de conduire à une mauvaise interprétation dans la mesure où les consommations intermédiaires sont alors exclues. Mais il s'avère que la couverture géographique et sectorielle de la production dans les services est encore plus faible que celle de la valeur ajoutée. Par exemple, lorsque l'on considère la production, outre l'Australie et la Turquie, l'Irlande n'enregistre pas de statistiques sur les services. De plus, au Canada, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Slovaquie, les données ne sont disponibles que jusqu'en 2001 et seulement jusqu'en 2000 pour l'Espagne. Si tous les pays membres fournissent des statistiques pour les « autres services aux entreprises », seuls seize pays offrent des données d'échanges et de production pour les « services d'informatique et d'information ». Le Danemark n'enregistre des statistiques que pour les « autres services », alors que l'information sur l'intermédiation financière n'est disponible en Irlande que pour l'année 2001 (voir tableau 6).

## 2.2. Les divergences géographiques et sectorielles de degré d'ouverture

La part des services dans la valeur ajoutée des pays de l'OCDE, en 2002, varie de 77,3 % aux Etats-Unis à 59,0 % en République tchèque. Elle est supérieure à deux tiers dans la plupart des pays à l'exception, outre de la République tchèque, de l'Irlande (55,7 %), de la Corée du sud (57,5 %), la Norvège (61,0 %), de la Slovaquie (64,6 %), du Canada (65,6 %), de la Hongrie (66,1 %) et de la Pologne (66,4 %). La France se situe dans la fourchette haute avec 72,9 % de la valeur ajoutée créée dans les services en 2002 (voir tableau 7 et graphique 1).

Lorsque la semi-somme des exportations et des importations de services est rapportée à la production au lieu de la valeur ajoutée, le degré d'ouverture diminue quelque peu. Pour les pays de l'OCDE, en 2002, il s'étale de 67,3 % pour les Etats-Unis à 40,7 % pour la Corée du sud. Le Royaume-Uni occupe la deuxième place avec 66,7 %, suivi du Danemark (63,4 %), de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ex-æquo avec la Suisse (61,3 %) et de la Grèce (61,2 %). La France (58,8 %) est légèrement moins ouverte que la moyenne de l'OCDE (62,5 %) (voir tableau 8 et graphique 2).

Cette prépondérance des services dans la création de richesse à l'échelle nationale contraste avec la part minoritaire de ces activités dans les échanges de biens et services. La Grèce, avec une part des services dans les exportations de biens et services supérieure à deux tiers à 66,9 % en 2002 en raison de la place prépondérante du tourisme dans le commerce extérieur grec, offre une exception. Les pays européens de petite taille ou à forte vocation touristique se situent aux premières places, ainsi l'Islande, avec 33,9 % de ses exportations dévolues aux services, précède l'Espagne à 33,2 %, le Danemark à 32,8 % et l'Autriche à 32,3 %. Le Royaume-Uni (31,7 %) et les Etats-Unis (29,6 %) sont également bien placés, tandis que la France se situe dans la moyenne de l'OCDE avec 22,0 %. Le Mexique a les échanges de services les moins développés avec 7,3 %, tandis que le Japon (14,3 %) et l'Allemagne (14,7 %) apparaissent en net retrait au sein des pays du G7, avec des parts inférieures à celles des PECO : de 18,3 % pour la Hongrie à 15,4 % pour la République tchèque.

Les petits pays européens très ouverts se situent aux premières places en termes de part des importations de services dans les importations de biens et services, avec 44,1 % pour l'Irlande, 35,1 % pour l'Islande, 34,7 % pour le Danemark, 32,9 % pour l'Autriche et 31,7 % pour la Norvège. Le désavantage comparatif du Japon (26,3 %) et de l'Allemagne (23,6 %) dans les services se traduit par un poids relatif plus élevé des importations que des exportations. L'inverse est observé pour le Royaume-Uni (23,6 %), la France (18,8 %) et les Etats-Unis (16,3 %). La faible ouverture aux services des PECO se confirme de 16,3 % en Hongrie à 12,4 % en Slovaquie.

Sur le plan sectoriel, une observation attentive des résultats montre des sauts impressionnants avant 1995. Ainsi, pour la France, le taux d'ouverture (crédit-débit)/(2.VAB) dans l'intermédiation financière chute à 5,7 % en 1995. Ce saut s'explique par une division par 3 des crédits de services d'assurance et par 3,3 des débits, consécutive à la mise en œuvre des recommandations de MBP5. Afin de s'assurer de l'homogénéité des données, nous commençons l'étude en 1995, année où la plupart des pays appliquent les conseils de MBP5, bien que des ruptures importantes soient observées pour le Royaume-Uni et le Japon en 1996<sup>20</sup>.

Dans les pays et les activités pour lesquels les données ne sont disponibles que jusqu'en 2001 (respectivement, 2000, 1999 et 1998), un (respectivement, deux, trois et quatre) astérisque(s) sont indiqués dans les graphiques 1 à 10. Symétriquement, lorsque les informations ne sont fournies qu'à partir de 1996 (respectivement, 1997, 1998 et 1999), une (respectivement, deux, trois et quatre) apostrophe(s) sont représentées dans les figures 1 à 10. La dimension temporelle de la comparaison est alors sensiblement réduite.

Concernant le degré d'ouverture sectoriel, nous avons privilégié la référence à la production et non à la valeur ajoutée. En effet, l'utilisation de consommations intermédiaires à des degrés différents selon les activités de services rend la valeur ajoutée difficilement comparable entre secteurs. Les résultats de l'ouverture sectorielle sont indiqués sur les graphiques 3 à 10.

Les petits pays du nord de l'Europe, tels que la Finlande (pour les « services d'informatique et d'information » avant 2002), les Pays-Bas ou l'Union économique belgo-luxembourgeoise montrent les degrés d'ouverture les plus élevés. Ces pays sont suivis par certains PECO : la Hongrie et la Slovaquie. En revanche, en raison de leur grand marché intérieur, les Etats-Unis se situent dans les derniers rangs pour la plupart des activités de services. Le Royaume-Uni se classe dans la moyenne, à l'exception d'un bon rang dans l'intermédiation financière (7,9 %). La France se situe également dans la moyenne, mais avec de mauvaises performances dans les « services d'informatique et d'information » (2,3 %) et dans la « recherche et développement » (4,2 %) (voir graphiques 3 à 10).

Le taux d'ouverture moyen de l'OCDE pour l'agrégat « services » s'établit à 15,3 % en 2002. La « recherche et développement » apparaît comme l'activité la plus ouverte à 31,0 % en 2002. En effet, seuls les pays dans lesquels cette activité est déjà fortement internationalisée déclarent des échanges. Ainsi, en 2002, hormis pour la Slovaquie (2,5 %), la France (4,2 %) et le Portugal (9,4 %), le degré d'ouverture est supérieur à un dixième. L'ouverture est également supérieure à celle de l'ensemble des services dans les « services d'informatique et d'information » à 18,3 % en 2002. Ce constat provient du taux d'ouverture élevé des petits pays européens : Union économique belgo-luxembourgeoise (23,2 %), Espagne (23,1 %), Grèce (20,8 %), Hongrie (14,2 %) et Pays-Bas (13,0 %). L'ouverture légèrement supérieure à la moyenne dans la « location-exploitation » (15,6 %) s'explique par les positions de la Hongrie (28,1 %), de la Finlande (21,3 %), mais également de la Corée du sud (16,8 %) et de l'Espagne (15,4 %). L'intermédiation financière apparaît un peu moins ouverte que la moyenne (14,4 %), suivie par les « autres services aux entreprises » (12,9 %) et les « services de communications » (9,8 %). Dans la première activité, le degré d'ouverture élevé de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, du Mexique, de l'Autriche, de la République tchèque, la Norvège, la Suisse (supérieur à 8 %) puis, à moindre degré, du Royaume-Uni, contraste avec la faible ouverture de l'Italie, de l'Islande, de la Nouvelle Zélande, des Etats-Unis, du Japon, de la Corée du sud et de la Finlande (inférieur à 2 %). Dans le dernier secteur, l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les Pays-Bas et l'Islande occupent les premiers rangs (ouverture supérieure à 7 %), alors que les Etats-Unis, le Japon et la Corée du sud se situent aux derniers rangs (ouverture inférieure ou égale à 2 %). Enfin, les « services personnels, culturels et relatifs aux loisirs » montrent un degré d'ouverture très inférieur à celui des autres secteurs de services (1,1 % pour l'OCDE en 2002) en raison du caractère abrité et non marchand de nombreuses activités (santé, éducation, ...).

<sup>20</sup> Les « autres services aux entreprises » connaissent une réduction continue dans la plupart des pays en raison de l'affectation progressive d'une partie de ces échanges aux nouvelles rubriques sectorielles détaillées qui sont petit à petit mises en place.

En résumé, les graphiques 1 à 10 montrent que :

- le taux d'ouverture dans les activités de services est plus élevé dans les petits pays : Finlande, Union économique belgo-luxembourgeoise, Autriche et Pays-Bas,
- le Royaume-Uni est systématiquement plus ouvert que les Etats-Unis qui sont pénalisés par la taille de leur marché intérieur,
- la « recherche et développement » apparaît comme le secteur le plus ouvert sur l'extérieur avec un taux supérieur à 25 % pour la plupart des pays ; les « services d'informatique et d'information » et la « location-exploitation » sont également relativement ouverts ; les « services de communication » et l'intermédiation financière présentent un taux d'ouverture un peu en retrait ; enfin, dans les services personnels, culturels et récréatifs, les taux dépassent rarement 1 %, en raison de caractère abrité de nombreuses activités.

### 3. L'avantage comparatif révélé ou contribution au solde des biens et services

La répartition sectorielle de la compétitivité d'un pays peut s'appréhender par l'indicateur de contribution au solde. Dans sa version initiale, il est calculé par rapport au PIB, mais, dans la mesure où les échanges de services concernent des montants inférieurs au commerce extérieur de marchandises, il est possible de rapporter cet indicateur au montant total des échanges. Dans un souci d'évaluation de l'avantage comparatif dans l'ensemble des biens et services marchands, nous calculons l'indicateur de contribution au solde par référence à la somme des échanges de biens et services et non des opérations courantes, présentation adoptée dans la base CHELEM du CEPII.

L'indicateur d'avantage comparatif révélé est fondé sur le solde des échanges du produit considéré et tient compte de la taille du marché de chaque pays. Ainsi pour le pays  $i$  et chaque produit  $k$ , on calcule d'abord la part de ce solde effectif par rapport à la somme des échanges de biens et services, soit (en millièmes) :

$$y_{ik} = 1\,000 * \frac{C_{ik} - D_{ik}}{C_i + D_i}$$

Il convient de tenir compte du poids du secteur d'activité dans les échanges de biens et services :

$$g_{ik} = \frac{C_{ik} + D_{ik}}{C_{i..} + D_{i..}}$$

Il est alors possible de définir un solde théorique du secteur  $k$ , c'est-à-dire le solde qui serait observé si l'excédent (le déficit) des échanges de biens et services du pays  $i$  était réparti entre les différents secteurs proportionnellement à leurs poids respectifs :

$$z_{ik} = g_{ik} \cdot y_{ik} = 1\,000 * \frac{C_{ik} + D_{ik}}{C_{i..} + D_{i..}} * \frac{C_{ik} - D_{ik}}{C_i + D_i}$$

La contribution propre à chaque secteur s'obtient alors en calculant la différence entre le solde effectif  $y_{ik}$  et le solde théorique  $z_{ik}$ , soit (cf Lafay et alii, 1988) :

$$f_{ik} = y_{ik} - g_{ik} \cdot y_{ik} = 1\,000 * \frac{C_{ik} - D_{ik}}{C_{i..} + D_{i..}} - 1\,000 * \frac{C_{ik} - D_{ik}}{C_{i..} + D_{i..}} * \frac{C_{ik} + D_{ik}}{C_i + D_i}$$

Les montants obtenus diffèrent pour chaque pays en fonction du poids des échanges de services dans le commerce extérieur de biens et services. Afin de faciliter les comparaisons entre pays, nous avons normé les résultats de sorte que la somme des contributions négatives soit égale à -100 et celle des contributions positives à +100 (voir Jean et alii, 2004).

Les avantages comparatifs révélés d'un pays dans les services sont mesurés par la contribution au solde de la balance des biens et services de chaque activité de services. En l'absence de données de PIB, l'indicateur est rapporté à la somme des exportations et des importations de biens et services de l'OCDE. L'Allemagne et le Japon apparaissent comme nettement spécialisés dans les biens et connaissent un désavantage comparatif dans les services, notamment dans les voyages. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni apparaissent, en revanche, fortement spécialisés dans les « autres services », notamment dans les services financiers et dans les autres services ainsi que dans les brevets pour le premier, tandis qu'ils connaissent un désavantage comparatif dans les biens. L'avantage comparatif de la France dans les voyages et, dans une moindre mesure, dans les autres services, voisine avec un important désavantage comparatif dans les biens et les transports. L'avantage comparatif de l'Irlande dans les « services d'informatique et d'information » est associé à d'importants désavantages comparatifs dans les brevets et les autres services aux entreprises. Enfin, le Mexique se caractérise par un important désavantage comparatif dans les services d'assurance (voir tableaux 9 et 10).

Les résultats ne sont pas modifiés si l'on rapporte la contribution au solde au seul solde des services, en excluant les biens (voir tableau 11)

#### **4. Conclusion**

Cette étude rapide permet formuler trois recommandations en matière de statistiques d'échanges internationaux de services :

- ① une augmentation du degré de détail sectoriel et géographique et croisé des échanges de services est souhaitable,
- ② ce travail de désagrégation sectorielle devrait être mené de pair pour les statistiques d'échanges et les données nationales,
- ③ l'amélioration de ventilation sectorielle gagnerait à être mise en œuvre une même année pour une activité donnée dans l'ensemble des Etats-membres de l'UE ou de l'OCDE afin que les ruptures soient identifiables et se produisent la même année dans tous les pays.

**Tableau 1 : Nombre de postes desservis selon les pays et les années<sup>a</sup>**

| Pays                | Année de début | Nombre de postes | Année de hausse au milieu des années 1990 | Nombre de postes | 1ère Année du plus grand nombre | Nombre de postes en 2002 |
|---------------------|----------------|------------------|---|------------------|---------------------------------|--------------------------|
| Allemagne           | 1985           | 21               |   |                  | 1993                            | 53                       |
| Australie           | 1970           | 10               | 1992                                      | 37               | 1999                            | 45                       |
| Autriche            | 1992           | 12               | 1995                                      | 19               | 2000                            | 21                       |
| Belgique-Luxembourg | 1991           | 33               | 1995                                      | 45               | 1999                            | 56                       |
| Canada              | 1970           | 19               | 1995                                      | 45               | 1996                            | 47                       |
| Corée du sud        | 1980           | 9                | 1992                                      | 12               | 1998                            | 14                       |
| Danemark            | 1993           | 3                |   |                  | 1999                            | 4                        |
| Espagne             | 1985           | 22               | 1992                                      | 41               | 1993                            | 53                       |
| Etats-Unis          | 1986           | 43               | 1996                                      | 44               | 2001                            | 48                       |
| Finlande            | 1992           | 35               |   |                  | 1998                            | 45                       |
| France              | 1985           | 21               | 1992                                      | 34               | 1998                            | 31                       |
| Grèce               | 1985           | 2                | 1993                                      | 31               | 2002                            | 48                       |
| Hongrie             | 1982           | 4                | 1995                                      | 14               | 1996                            | 19                       |
| Irlande             | 1993           | 2                | 1998                                      | 10               | 2002                            | 37                       |
| Islande             | 1978           | 2                | 1995                                      | 17               | 1997                            | 21                       |
| Italie              | 1985           | 21               | 1992                                      | 43               | 1999                            | 65                       |
| Japon               | 1991           | 20               |   |                  | 1996                            | 22                       |
| Mexique             | 1987           | 6                | 1996                                      | 15               | 1997                            | 23                       |
| Norvège             | 1981           | 39               | 1992                                      | 60               | 1996                            | 52                       |
| Nouvelle-Zélande    | 1970           | 3                | 1992                                      | 20               | 2000                            | 22                       |
| Pays-Bas            | 1992           | 31               | 1995                                      | 38               | 1997                            | 39                       |
| Pologne             | 1980           | 4                | 1996                                      | 42               | 2000                            | 51                       |
| Portugal            | 1985           | 20               | 1993                                      | 34               | 1996                            | 58                       |
| République tchèque  | 1993           | 19               | 1997                                      | 30               | 2001                            | 62                       |
| Royaume-Uni         | 1985           | 17               | 1996                                      | 47               | 1996                            | 46                       |
| Slovaquie           | 1994           | 21               | 1996                                      | 28               | 1998                            | 26                       |
| Suède               | 1992           | 29               | 1995                                      | 33               | 1998                            | 58                       |
| Suisse              | 1986           | 8                |   |                  | 1998                            | 9                        |
| Turquie             | 1984           | 6                | 1995                                      | 19               | 1998                            | 19                       |

Source : Recherche réalisée par Isabelle Rabaud, à partir de la base de données d'échanges internationaux de services Eurostat/OCDE.

a Ne sont comptabilisés que les postes pour lesquels les crédits et les débits sont supérieurs à zéro en valeur absolue. Nos résultats diffèrent donc de ceux des organisations internationales qui ne prennent en compte la déclaration d'un flux, même nul.

Tableau 2 : Part de chaque pays dans les exportations et importations de services de l'OCDE en 2002

| PAYS                | Part dans les exportations de services | Part dans les importations de services | Part dans les exportations d'autres services | Part dans les importations d'autres services |
|---------------------|--|--|--|--|
| Allemagne           | 8,3%                                   | 12,6%                                  | 9,4%   | 11,9%  |
| Australie           | 1,4%                                   | 1,5%                                   | 0,8%   | 1,1%   |
| Autriche            | 2,8%                                   | 2,9%                                   | 1,5%   | 1,5%   |
| Belgique-Luxembourg | 4,2%                                   | 3,8%                                   | 5,5%   | 4,6%   |
| Canada              | 2,9%                                   | 3,6%                                   | 3,0%   | 3,9%   |
| Corée du sud        | 2,2%                                   | 3,0%                                   | 1,5%   | 2,8%   |
| Danemark            | 2,1%                                   | 2,1%                                   | 0,6%   | 0,5%   |
| Espagne             | 4,9%                                   | 3,2%                                   | 3,0%   | 3,9%   |
| Etats-Unis          | 24,3%                                  | 19,0%                                  | 27,4%  | 19,4%  |
| Finlande            | 0,5%                                   | 0,7%                                   | 0,5%   | 0,7%   |
| France              | 6,8%                                   | 5,7%                                   | 5,4%   | 5,6%   |
| Grèce               | 1,6%                                   | 0,8%                                   | 0,3%   | 0,5%   |
| Hongrie             | 0,6%                                   | 0,6%                                   | 0,6%   | 0,8%   |
| Irlande             | 2,2%                                   | 3,4%                                   | 3,6%   | 6,2%   |
| Islande             | 0,1%                                   | 0,1%                                   | 0,1%   | 0,1%   |
| Italie              | 4,7%                                   | 5,3%                                   | 3,7%   | 5,9%   |
| Japon               | 5,2%                                   | 9,0%                                   | 5,9%   | 8,9%   |
| Mexique             | 1,0%                                   | 1,5%                                   | 0,4%   | 1,7%   |
| Norvège             | 1,5%                                   | 1,4%                                   | 1,0%   | 1,1%   |
| Nouvelle-Zélande    | 0,4%                                   | 0,4%                                   | 0,2%   | 0,3%   |
| Pays-Bas            | 4,4%                                   | 4,8%                                   | 4,7%   | 5,6%   |
| Pologne             | 0,8%                                   | 0,8%                                   | 0,4%   | 0,7%   |
| Portugal            | 0,8%                                   | 0,6%                                   | 0,3%   | 0,4%   |
| République tchèque  | 0,6%                                   | 0,5%                                   | 0,4%   | 0,7%   |
| Royaume-Uni         | 10,2%                                  | 9,0%                                   | 14,1%  | 7,2%   |
| Slovaquie           | 0,2%                                   | 0,2%                                   | 0,1%   | 0,2%   |
| Suède               | 1,9%                                   | 2,0%                                   | 2,2%   | 2,3%   |
| Suisse              | 2,3%                                   | 1,3%                                   | 2,8%   | 1,1%   |
| Turquie             | 1,1%                                   | 0,5%                                   | 0,5%   | 0,4%   |
| <b>OCDE</b>         | <b>100,0%</b>                          | <b>100,0%</b>                          | <b>100,0%</b>                                | <b>100,0%</b>                                |

Source : OCDE, calculs de l'auteur

**Tableau 3 : Part des produits-services retenus dans les exportations et les importations de services en 2002**

| CODE       | LIBELLE   | Part dans les exportations* | Part dans les importations* |
|------------|---|-----------------------------|-----------------------------|
| <b>245</b> | <b>A) Services de communication</b>   | <b>3,9%</b>                 | <b>4,9%</b>                 |
| 246        | 1) Services de poste et de messagerie   | 0,4%                        | 0,7%                        |
| 247        | 2) Services de télécommunication  | 2,6%                        | 3,1%                        |
| <b>249</b> | <b>B) Services de construction</b>  | <b>3,6%</b>                 | <b>3,0%</b>                 |
| <b>253</b> | <b>C) Services d'assurance services</b>   | <b>7,7%</b>                 | <b>6,2%</b>                 |
| <b>260</b> | <b>D) Services financiers</b>   | <b>12,2%</b>                | <b>7,0%</b>                 |
| <b>262</b> | <b>E) Services d'informatique et d'information</b>                                    | <b>6,4%</b>                 | <b>4,7%</b>                 |
| 263        | 1) Services d'informatique  | 4,7%                        | 2,8%                        |
| 264        | 2) Services d'information   | 0,9%                        | 0,4%                        |
| <b>266</b> | <b>F) Redevances et droits de licence</b>   | <b>12,4%</b>                | <b>13,3%</b>                |
| <b>268</b> | <b>G) Autres services aux entreprises</b>   | <b>44,5%</b>                | <b>51,3%</b>                |
| 269        | 1) Négoce international, autres services commerciaux                                  | 5,9%                        | 7,4%                        |
| 272        | 2) Location-exploitation  | 2,1%                        | 2,0%                        |
| 273        | 3) Services aux entreprises, spécialisés et techniques divers                         | 34,9%                       | 40,1%                       |
| 274        | a) Services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion et relations publiques | 4,0%                        | 4,5%                        |
| 278        | b) Publicité, études de marché et sondage d'opinion                                   | 1,1%                        | 2,3%                        |
| 279        | c) Recherche et développement   | 2,2%                        | 1,4%                        |
| 280        | d) Architecture, ingénierie et autres services techniques                             | 2,7%                        | 2,4%                        |
| 281        | e) Services agricoles, miniers et de traitement sur place                             | 0,3%                        | 0,5%                        |
| 284        | f) Autres services aux entreprises  | 8,2%                        | 9,5%                        |
| 285        | g) Services entre entreprises affiliées   | 7,1%                        | 7,0%                        |
| <b>287</b> | <b>H) Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</b>                      | <b>3,1%</b>                 | <b>2,7%</b>                 |
| <b>291</b> | <b>I) Services reçus/fournis par les administrations publiques</b>                    | <b>5,8%</b>                 | <b>6,4%</b>                 |
| <b>299</b> | <b>Autres services, n. i. a.</b>  | <b>0,3%</b>                 | <b>0,5%</b>                 |
| <b>981</b> | <b>TOTAL : Autres services, total (somme 245-291)</b>                                 | <b>100,0%</b>               | <b>100,0%</b>               |

Source : Base échanges internationaux de services de l'OCDE, calculs de l'auteur

\* Les données ont été corrigées, par la méthode développée au Cepii afin que l'agrégat "Autres services" sont toujours égal à la somme de ses éléments (cf. Rabaud, 2004b).

**Tableau 4 : Correspondance simplifiée entre EBOPS et ISIC**

| EBOPS  | ISIC   |
|--|--|
| 205 : Transports   | 60-63: Transport and storage   |
| 236 : Voyages  | 55: Hotels and restaurants   |
| 245 : Services de communication                              | 64: Post and telecommunications  |
| 253 : Services d'assurance + 260 : Services financiers       | 65-67: Financial intermediation  |
| 262 : services d'informatique et d'information               | 72: Computer and related activities  |
| 268 : Autres services aux entreprises                        | 70-74: Real estate, renting and business activities  |
| 269 : Négoce international, autres services commerciaux      | 50-52: Wholesale and retail trade; repairs   |
| 272 : Location-exploitation                                  | 71: Renting of machinery and equipment   |
| 279 : Recherche et développement                             | 73: Research and development   |
| 287 : Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs | 80: Education + 85: Health and social work<br>+ 90-93: Other community, social and personal services |

Source: Inspiré par le MSCIS (2002)

**Tableau 5 : Disponibilité concomittante des données sectorielles d'échanges de services et de VAB**

| Activités   | Pays <sup>1</sup>                   | AUS   | AUT   | CAN   | CHE   | CZE   | DEU   | DNK   | ESP   | FIN   | FRA   | GBR   | GRC   | HUN   | IRL   | ISL   |
|---|-------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
|   | <b>A) Services de communication</b> |       | 92-01 | 92-02 | 81-01 | 98-02 |       | 91-02 |       | 85-02 | 92-02 | 85-02 | 85-02 | 95-02 | 95-02 |       |
| <b>B) Intermédiation financière<sup>3</sup></b>                   |                                     | 85-01 | 92-02 | 86-01 | 90-02 | 93-02 | 91-02 |       | 85-02 | 92-98 | 85-02 | 96-02 | 95-02 | 95-02 | 98-02 | 93-02 |
| <b>C) Services d'informatique et d'information</b>                |                                     |       | 95-02 |       |       |       | 91-02 |       | 95-01 | 92-02 | 92-02 | 92-01 | 95-02 | 96-01 |       | 96-02 |
| <b>D) Autres services aux entreprises</b>                         |                                     | 82-01 | 92-02 | 81-01 | 90-02 | 93-02 | 91-02 | 99-02 | 85-02 | 92-02 | 85-02 | 85-02 | 95-02 | 91-02 | 98-02 | 90-02 |
| 1) Négoce international, autres services liés au commerce         |                                     | 92-01 | 92-02 | 81-01 | 90-02 | 93-02 | 91-02 |       | 85-02 | 92-02 | 85-02 | 85-02 | 95-02 | 95-02 | 98-02 |       |
| 2) Location-exploitation  |                                     |       | 92-01 | 81-01 |       |       | 91-02 |       | 95-01 | 92-02 | 92-02 | 92-01 | 95-02 | 95-02 |       |       |
| a) Recherche et développement                                     |                                     |       |       |       |       |       | 91-02 |       | 95-01 | 92-02 | 91-02 | 96-01 | 95-02 |       |       |       |
| <b>E) Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</b>  |                                     | 92-01 | 92-02 | 81-01 | 90-02 | 95-02 | 91-02 |       | 85-02 | 92-02 | 85-02 | 92-02 | 95-02 | 96-02 | 00-02 | 95-02 |
| <b>Services rendus principalement aux entreprises<sup>4</sup></b> |                                     |       | 95-02 | 90-01 |       | 95-02 | 91-02 |       | 92-02 | 92-98 | 92-02 | 96-02 | 98-02 | 96-02 | 01-02 | 96-02 |

| Activités   | Pays <sup>1</sup>                   | ITA   | JPN   | KOR   | MEX   | NLD   | NOR   | NZL   | POL   | PRT   | SWE   | SVK   | TUR   | UEBL <sup>2</sup> | USA   |
|---|-------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------------------|-------|
|   | <b>A) Services de communication</b> |       | 85-02 | 91-02 | 80-02 | 97-02 | 92-02 | 81-02 | 98-01 |       | 85-02 | 92-02 | 94-02 |                   | 91-02 |
| <b>B) Intermédiation financière<sup>3</sup></b>                   |                                     | 85-02 | 91-02 | 81-02 |       | 95-02 | 81-02 | 92-01 | 94-02 | 96-02 | 92-02 | 94-01 | PAS   | 91-02             | 86-01 |
| <b>C) Services d'informatique et d'information</b>                |                                     | 92-02 |       |       |       | 95-02 | 81-02 |       |       | 95-99 | 93-02 | 94-99 |       | 91-02             |       |
| <b>D) Autres services aux entreprises</b>                         |                                     | 85-02 | 91-02 | 80-02 | 88-02 | 92-02 | 81-02 | 92-01 | 92-02 | 85-02 | 81-02 | 94-02 |       | 91-02             | 86-01 |
| 1) Négoce international, autres services liés au commerce         |                                     | 85-02 |       | 80-02 |       | 92-02 | 81-02 | 92-01 | 99-02 | 85-02 | 81-02 | 94-02 | DE    | 91-02             | 96-01 |
| 2) Location-exploitation  |                                     |       |       | 90-02 |       | 92-02 | 81-02 | 99-01 |       | 95-99 | 95-02 |       |       | 91-02             |       |
| a) Recherche et développement                                     |                                     |       |       |       |       | 92-02 | 81-02 |       |       | 95-99 |       | 94-99 | VAB   | 95-01             |       |
| <b>E) Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</b>  |                                     | 85-02 | 91-02 | 80-02 | 94-02 | 95-02 | 81-02 | 92-01 | 93-02 | 85-02 | 93-02 | 96-02 |       | 91-02             | 86-01 |
| <b>Services rendus principalement aux entreprises<sup>4</sup></b> |                                     | 92-02 | 96-02 | 97-02 |       | 95-02 | 92-02 | 99-01 |       | 96-02 | 92-02 | 96-02 |       | 91-02             | 86-01 |

(Source : Calculs de l'auteur à partir de la base de données d'échanges de services de l'OCDE

<sup>1</sup> Codes ISO alphanumériques, disponibles sur le site suivant : <http://unstats.un.org/unsd/methods/m49/m49alphaf.htm>

<sup>2</sup> Union économique belgo-luxembourgeoise

<sup>3</sup> Services d'assurance et services financiers

<sup>4</sup> Transport, voyages, services de communication, construction, services d'assurance, services financiers, services informatiques et d'informations, brevets et redevances et autres services aux entreprises

Table 6: Disponibilité concomitante des données sectorielles d'échanges de services et de production

| Industries  | Countries <sup>1</sup> | AUS   | AUT   | BLEU <sup>2</sup> | CAN   | CHE   | CZE   | DEU   | DNK   | ESP   | FIN   | FRA   | GBR   | GRC   | HUN   | IRL  |
|---|------------------------|-------|-------|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| <b>A) Services de communication</b>                               |                        |       | 92-02 | 91-02             | 81-01 | 98-02 |       | 91-02 |       | 95-00 | 92-02 | 85-02 | 92-01 | 95-02 | 95-01 |      |
| <b>B) intermdiation financière<sup>3</sup></b>                    |                        | NO    | 92-02 | 91-02             | 86-01 | 98-02 | 93-02 | 91-02 |       | 95-00 | 92-98 | 85-02 | 96-01 | 95-02 | 95-02 | NO   |
| <b>C) Services d'informatique et d'information</b>                |                        |       | 95-02 | 91-02             |       |       |       | 91-02 |       | 95-00 | 92-02 | 85-02 | 92-01 | 95-02 | 96-01 |      |
| <b>D) Autres services aux entreprises</b>                         |                        |       | 92-02 | 91-02             | 81-01 | 90-02 | 93-02 | 91-02 | 99-02 | 95-00 | 92-02 | 92-02 | 89-01 | 95-02 | 91-02 |      |
| 1) Négoce international, autres services liés au commerce         |                        |       | 92-02 | 91-02             | 81-01 | 90-02 | 93-02 | 91-02 |       | 95-00 | 92-02 | 85-02 | 95-01 | 95-02 | 95-02 |      |
| 2) Location-exploitation  |                        |       | 92-02 | 91-02             | 82-01 |       |       | 91-02 |       | 95-00 | 92-02 | 85-02 | 92-01 | 95-02 | 95-01 |      |
| a) Recherche et développement                                     |                        | PROD  |       | 91-02             |       |       |       | 91-02 |       | 95-00 | 92-02 | 92-02 | 96-01 | 95-02 |       | PROD |
| <b>E) Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</b>  |                        |       | 92-02 | 91-02             | 70-01 | 90-02 | 95-02 | 91-02 |       | 95-00 | 92-02 | 85-02 | 89-01 | 95-02 | 96-02 |      |
| <b>Services rendus principalement aux entreprises<sup>4</sup></b> |                        |       | 95-02 | 91-02             | 90-01 |       | 95-02 | 91-02 |       | 95-00 | 92-98 | 92-02 | 96-01 | 98-02 | 96-02 |      |
| Industries  | Countries <sup>1</sup> | ISL   | ITA   | JPN               | KOR   | MEX   | NLD   | NOR   | NZL   | POL   | PRT   | SWE   | SVK   | TUR   | USA   |      |
| <b>A) Services de communication</b>                               |                        | 90-02 | 92-02 | 91-98             | 80-02 | 97-02 | 92-02 | 81-02 | 98-02 | 94-00 | 85-02 | 92-02 | 94-99 |       | 87-01 |      |
| <b>B) intermdiation financière<sup>3</sup></b>                    |                        | 01    | 85-02 | 91-02             | 92-02 |       | 95-02 | 81-02 | 92-02 | 94-02 | 85-02 | 93-02 | 94-01 | NO    | 87-01 |      |
| <b>C) Services d'informatique et d'information</b>                |                        | 96-02 | 92-02 |                   |       |       | 95-02 | 81-02 |       |       | 95-99 | 93-02 | 96-99 |       |       |      |
| <b>D) Autres services aux entreprises</b>                         |                        | 90-02 | 85-02 | 91-02             | 80-02 | 88-02 | 92-02 | 81-02 | 92-02 | 92-02 | 85-02 | 93-02 | 94-01 |       | 87-01 |      |
| 1) Négoce international, autres services liés au commerce         |                        |       | 85-02 |                   | 80-02 |       | 92-02 | 81-02 | 92-02 | 99-02 | 85-02 | 93-02 | 94-01 |       | 01    |      |
| 2) Location-exploitation  |                        |       |       |                   | 80-02 |       | 92-02 | 81-02 |       |       | 95-99 | 95-02 |       |       |       |      |
| a) Recherche et développement                                     |                        |       |       |                   |       |       | 92-02 | 81-02 |       |       | 95-99 |       | 95-99 | PROD  |       |      |
| <b>E) Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</b>  |                        | 95-02 | 85-02 | 91-02             | 97-02 | 94-02 | 95-02 | 81-02 | 92-02 | 94-02 | 93-02 | 93-02 | 96-01 |       | 86-01 |      |
| <b>Services rendus principalement aux entreprises<sup>4</sup></b> |                        |       | 92-02 |                   | 98-02 |       | 95-02 | 92-02 | 99-02 | 95-02 | 93-02 | 92-02 | 96-01 |       | 87-01 |      |

(Source : Calculs de l'auteur à partir de la base de données d'échanges de services de l'OCDE)

<sup>1</sup> Codes ISO alphanumériques, disponibles sur le site suivant : <http://unstats.un.org/unsd/methods/m49/m49alphaf.htm>

<sup>2</sup> Union économique belgo-luxembourgeoise

<sup>3</sup> Services d'assurance et services financiers

<sup>4</sup> Transport, voyages, services de communication, construction, services d'assurance, services financiers, services informatiques et d'informations, brevets et redevances et autres services aux entreprises

**Tableau 7 : Part des services dans la valeur ajoutée et dans les échanges, en 2002**

| <b>PAYS</b>                     | <b>Part des services dans la VAB</b> | <b>Part des services dans les exportations de biens et services</b> | <b>Part des services dans les importations de biens et services</b> | <b>Taux d'ouverture (C+D)/(2.VAB)</b> |
|---------------------------------|--------------------------------------|---|---|---------------------------------------|
| Allemagne                       | 70,0%                                | 14,7%   | 23,6%   | 9,9%                                  |
| Australie <sup>a,b</sup>        | 78,4%                                | 21,6%   | 20,4%   | 12,3%                                 |
| Autriche <sup>a</sup>           | 67,6%                                | 32,3%   | 32,9%   | 27,6%                                 |
| Belgique-Luxembourg             | 74,0%                                | 19,7%   | 18,4%   | 26,3%                                 |
| Canada <sup>a,b</sup>           | 65,6%                                | 12,3%   | 15,8%   | 9,3%                                  |
| Corée du sud                    | 57,5%                                | 14,8%   | 19,4%   | 11,5%                                 |
| Danemark                        | 72,2%                                | 32,8%   | 34,7%   | 23,6%                                 |
| Espagne                         | 68,3%                                | 33,2%   | 19,2%   | 11,8%                                 |
| Etats-Unis <sup>a</sup>         | 77,3%                                | 29,6%   | 16,3%   | 3,3%                                  |
| Finlande                        | 68,1%                                | 12,6%   | 20,6%   | 50,5%                                 |
| France                          | 72,9%                                | 22,0%   | 18,8%   | 8,0%                                  |
| Grèce                           | 70,8%                                | 66,9%   | 23,8%   | 17,4%                                 |
| Hongrie                         | 66,1%                                | 18,3%   | 16,3%   | 19,6%                                 |
| Irlande                         | 55,7%                                | 24,7%   | 44,1%   | 56,2%                                 |
| Islande                         | 67,0%                                | 33,9%   | 35,1%   | 22,2%                                 |
| Italie                          | 70,3%                                | 19,1%   | 21,1%   | 7,9%                                  |
| Japon                           | 68,6%                                | 14,3%   | 26,3%   | 3,1%                                  |
| Mexique                         | 70,1%                                | 7,3%  | 9,5%  | 3,6%                                  |
| Norvège                         | 61,0%                                | 24,3%   | 31,7%   | 17,0%                                 |
| Nouvelle-Zélande <sup>a,b</sup> | 66,6%                                | 26,1%   | 25,3%   | 13,0%                                 |
| Pays-Bas                        | 72,6%                                | 19,3%   | 21,0%   | 20,0%                                 |
| Pologne                         | 66,4%                                | 17,7%   | 14,5%   | 8,8%                                  |
| Portugal                        | 69,1%                                | 26,6%   | 14,7%   | 10,9%                                 |
| République tchèque              | 59,0%                                | 15,4%   | 13,5%   | 16,5%                                 |
| Royaume-Uni                     | 73,1%                                | 31,7%   | 23,5%   | 11,1%                                 |
| Slovaquie                       | 64,6%                                | 16,2%   | 12,4%   | 17,9%                                 |
| Suède                           | 70,6%                                | 22,6%   | 26,5%   | 15,5%                                 |
| Suisse                          | 71,7%                                | 24,2%   | 14,6%   | 11,1%                                 |
| Turquie                         | n.d.                                 | 26,1%   | 11,3%   | n.d.                                  |
| <b>OCDE</b>                     | <b>74,2%</b>                         | <b>21,8%</b>  | <b>21,2%</b>  |                                       |

Source : OCDE, calculs de l'auteur

n. d. : non disponibles

<sup>a</sup> Part des services dans la VAB en 2001, dernière année disponible<sup>b</sup> Degré d'ouverture dans les services (VAB) en 2001, dernière année disponible

**Tableau 8 : Part des services dans la production et dans les échanges, en 2002**

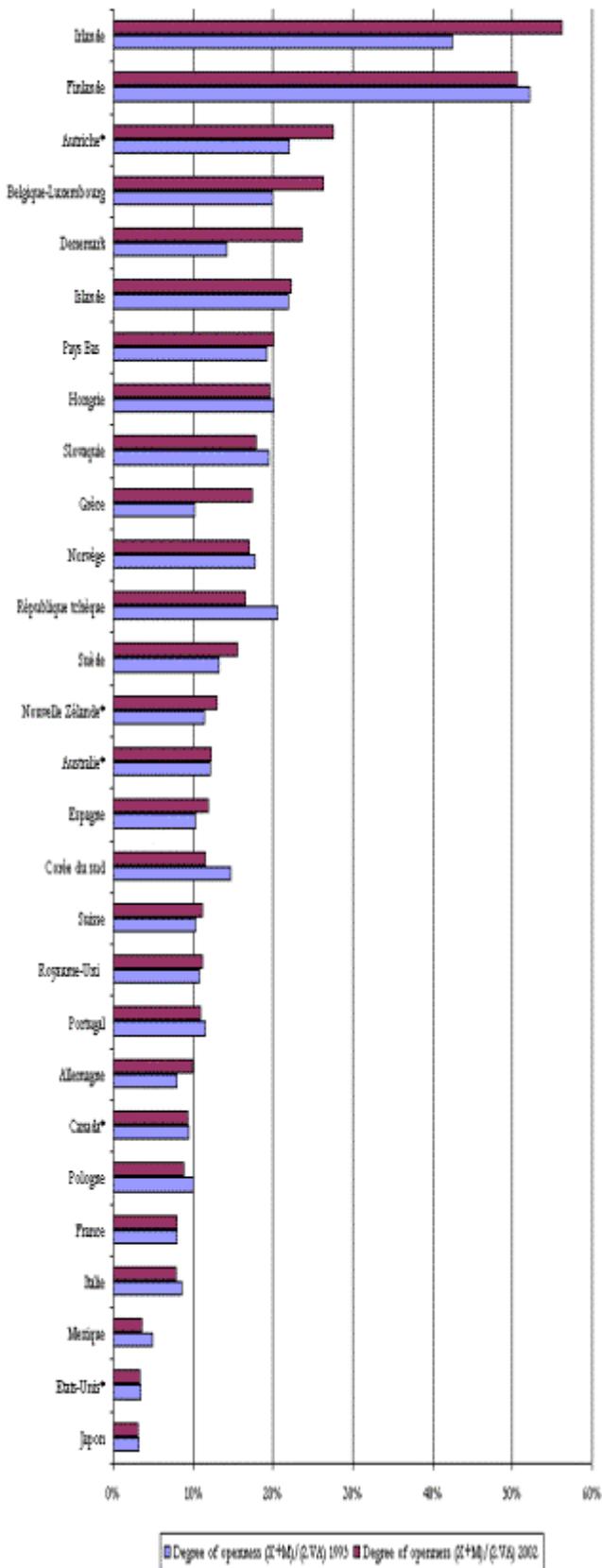
| PAYS                            | Part des services dans la production | Part des services dans les exportations de biens et services | Part des services dans les importations de biens et services | Taux d'ouverture (C+D)/(2.PROD) |
|---------------------------------|--------------------------------------|--|--|---------------------------------|
| Allemagne                       | 56,6%                                | 14,7%  | 23,6%  | 6,5%                            |
| Australie <sup>a</sup>          | n. d.                                | 21,6%  | 20,4%  | n.d.                            |
| Autriche                        | 57,9%                                | 32,3%  | 32,9%  | 16,6%                           |
| Belgique-Luxembourg             | 61,3%                                | 19,7%  | 18,4%  | 13,7%                           |
| Canada <sup>a,c</sup>           | 54,7%                                | 12,3%  | 15,8%  | 5,7%                            |
| Corée du sud                    | 40,7%                                | 14,8%  | 19,4%  | 6,7%                            |
| Danemark                        | 63,4%                                | 32,8%  | 34,7%  | 13,9%                           |
| Espagne <sup>b,d</sup>          | 51,5%                                | 33,2%  | 19,2%  | 8,0%                            |
| Etats-Unis <sup>a,c</sup>       | 67,3%                                | 29,6%  | 16,3%  | 2,2%                            |
| Finlande                        | 51,4%                                | 12,6%  | 20,6%  | 5,8%                            |
| France                          | 58,8%                                | 22,0%  | 18,8%  | 5,2%                            |
| Grèce                           | 61,2%                                | 66,9%  | 23,8%  | 12,2%                           |
| Hongrie                         | 47,5%                                | 18,3%  | 16,3%  | 11,5%                           |
| Irlande                         | n. d.                                | 24,7%  | 44,1%  | n.d.                            |
| Islande                         | 59,3%                                | 33,9%  | 35,1%  | 11,7%                           |
| Italie                          | 57,8%                                | 19,1%  | 21,1%  | 4,8%                            |
| Japon                           | 56,6%                                | 14,3%  | 26,3%  | 2,1%                            |
| Mexique                         | 54,5%                                | 7,3%   | 9,5%   | 2,7%                            |
| Norvège                         | 58,2%                                | 24,3%  | 31,7%  | 9,6%                            |
| Nouvelle-Zélande <sup>a,c</sup> | 55,8%                                | 26,1%  | 25,3%  | 7,1%                            |
| Pays-Bas                        | 59,7%                                | 19,3%  | 21,0%  | 12,2%                           |
| Pologne                         | 52,9%                                | 17,7%  | 14,5%  | 4,9%                            |
| Portugal                        | 55,0%                                | 26,6%  | 14,7%  | 6,6%                            |
| République tchèque              | 43,4%                                | 15,4%  | 13,5%  | 8,2%                            |
| Royaume-Uni <sup>a,c</sup>      | 66,7%                                | 31,7%  | 23,5%  | 5,9%                            |
| Slovaquie <sup>a,c</sup>        | 45,9%                                | 16,2%  | 12,4%  | 9,9%                            |
| Suède                           | 59,6%                                | 22,6%  | 26,5%  | 8,9%                            |
| Suisse                          | 61,3%                                | 24,2%  | 14,6%  | 7,0%                            |
| Turquie                         | n. d.                                | 26,1%  | 11,3%  | n.d.                            |
| <b>OCDE</b>                     | <b>62,5%</b>                         | <b>21,8%</b>   | <b>21,2%</b>   |                                 |

Source : OCDE, calculs de l'auteur

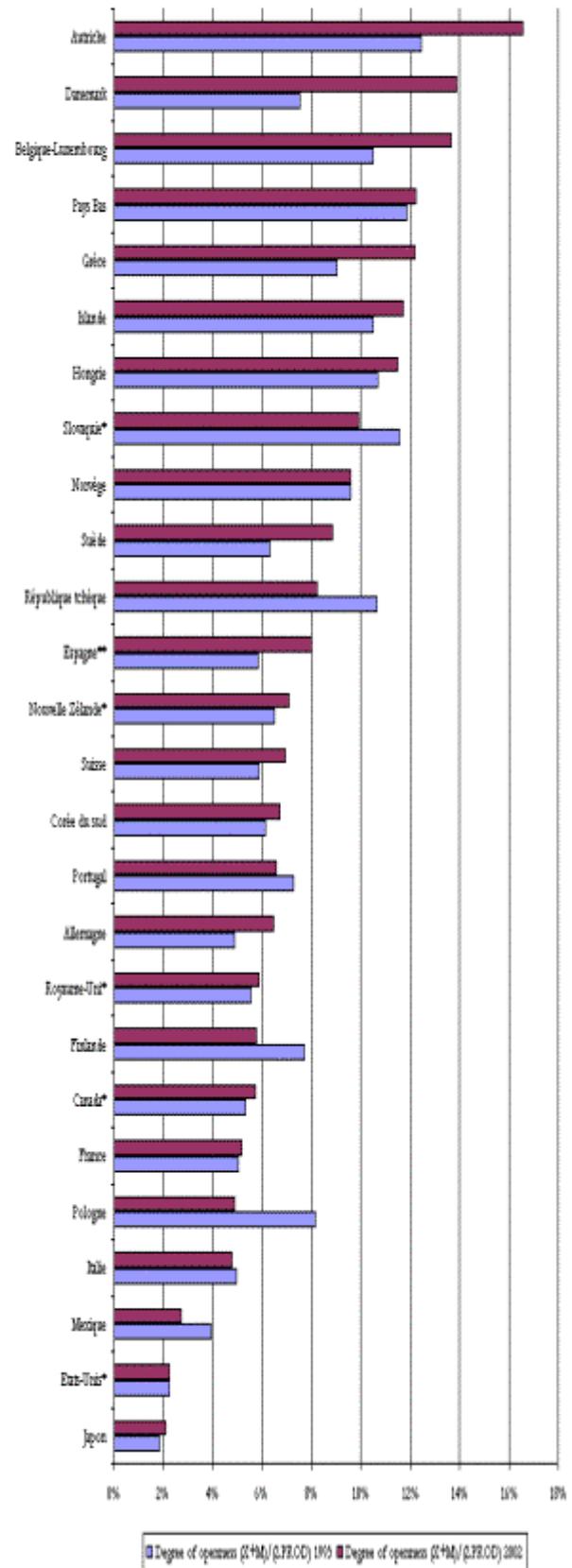
n. d. : non disponibles

<sup>a</sup> Part des services dans la VAB en 2001, dernière année disponible<sup>b</sup> Part des services dans la VAB en 2000, dernière année disponible<sup>c</sup> Degré d'ouverture dans les services (PROD) en 2001, dernière année disponible<sup>d</sup> Degré d'ouverture dans les services (PROD) en 2000, dernière année disponible

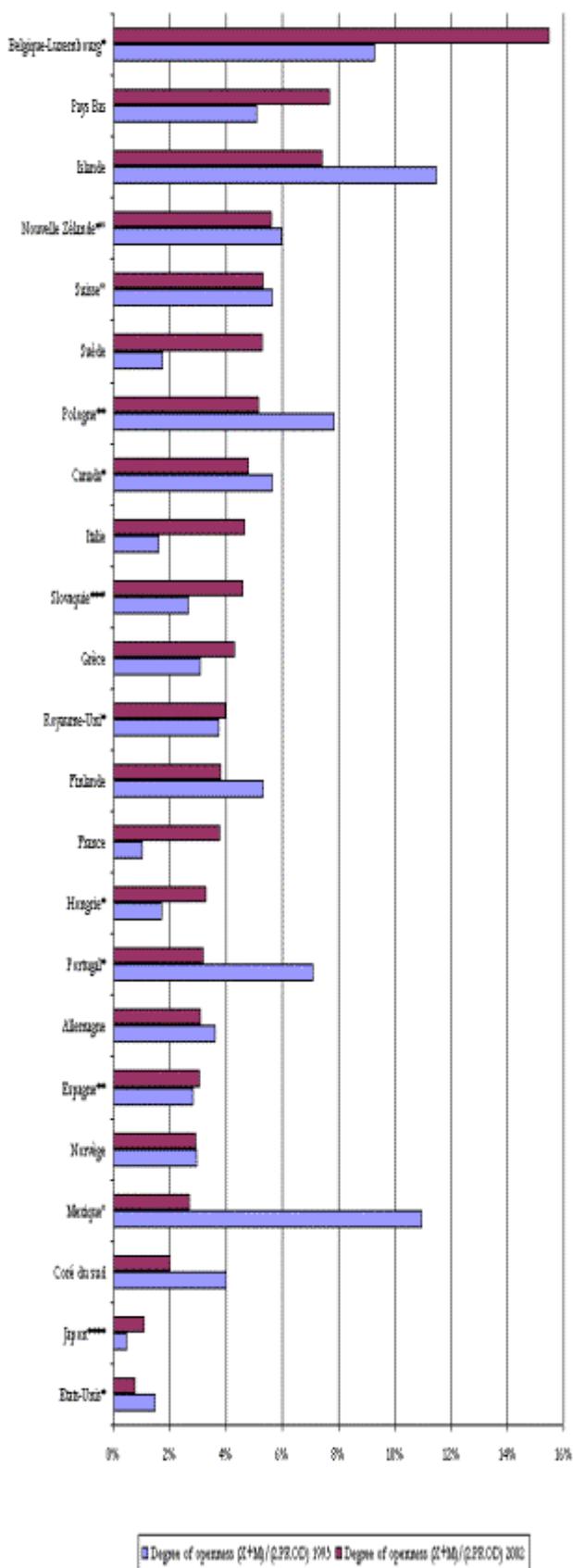
Graphique 1 : Degré d'ouverture dans les services (VAB), 1995 et 2002



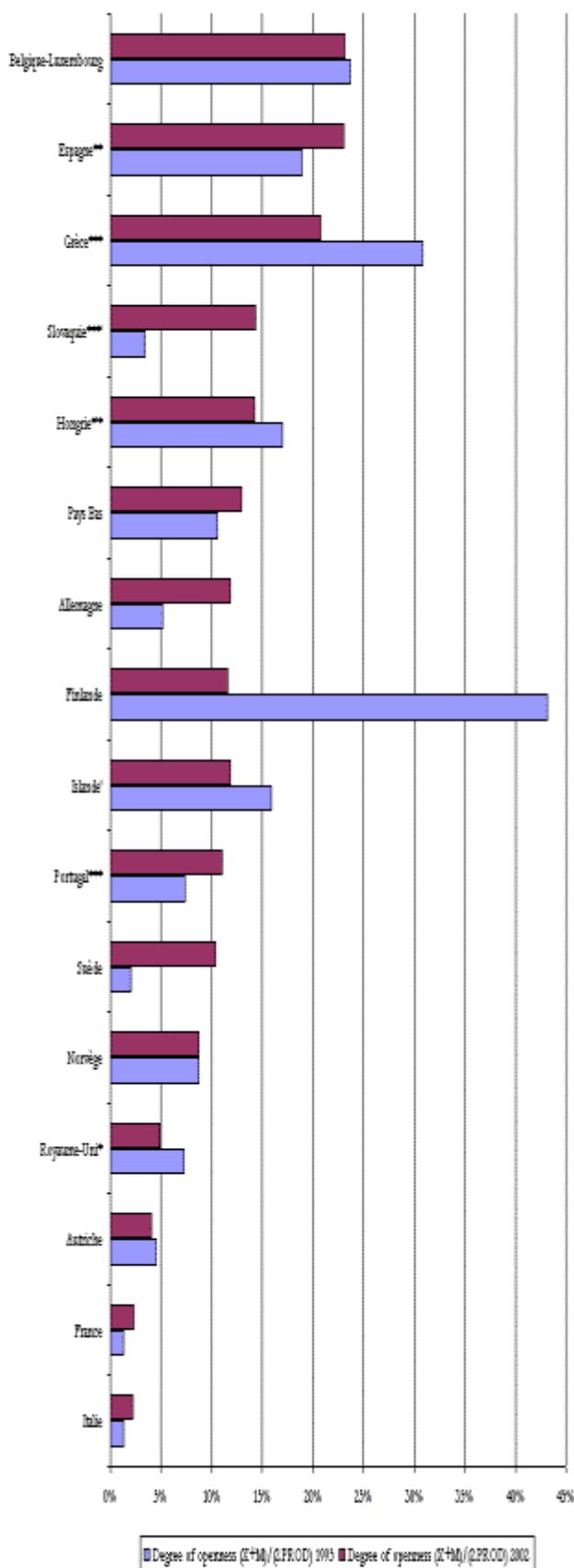
Graphique 2 : Degré d'ouverture dans les services (PROD), 1995 et 2002



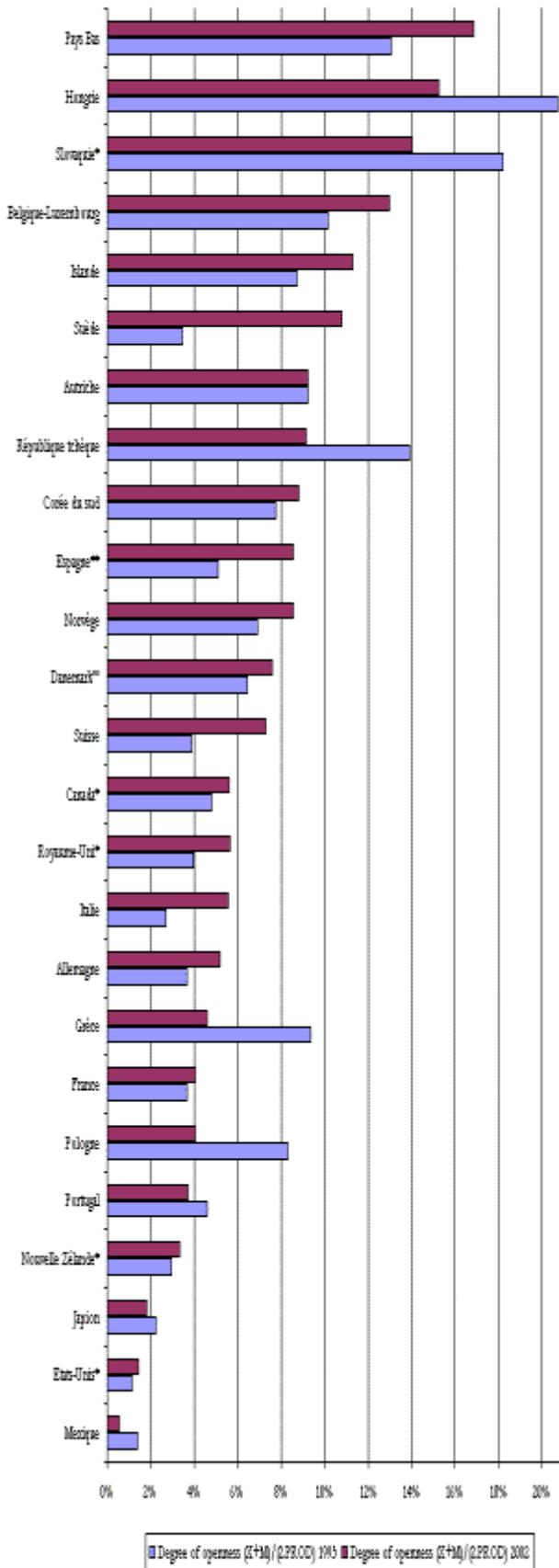
Graphique 3: Degré d'ouverture dans les services de communication, 1995 et 2002



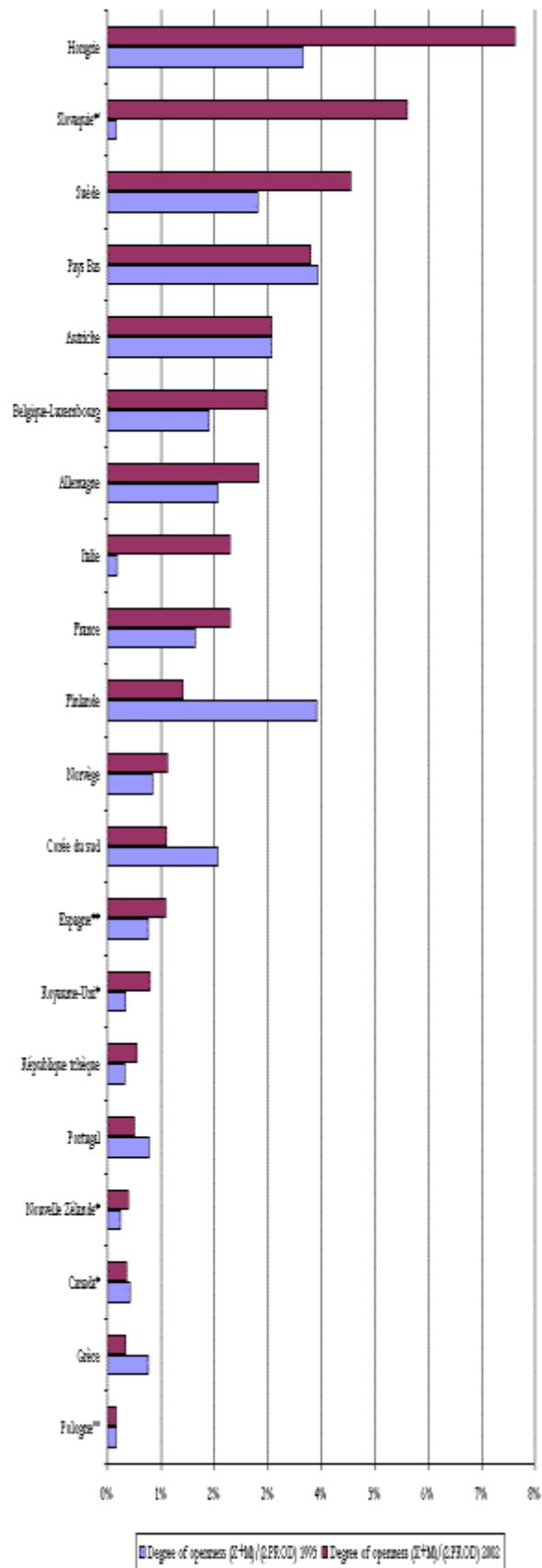
Graphique 4: Degré d'ouverture dans les services d'informatique et d'information, 1995 et 2002



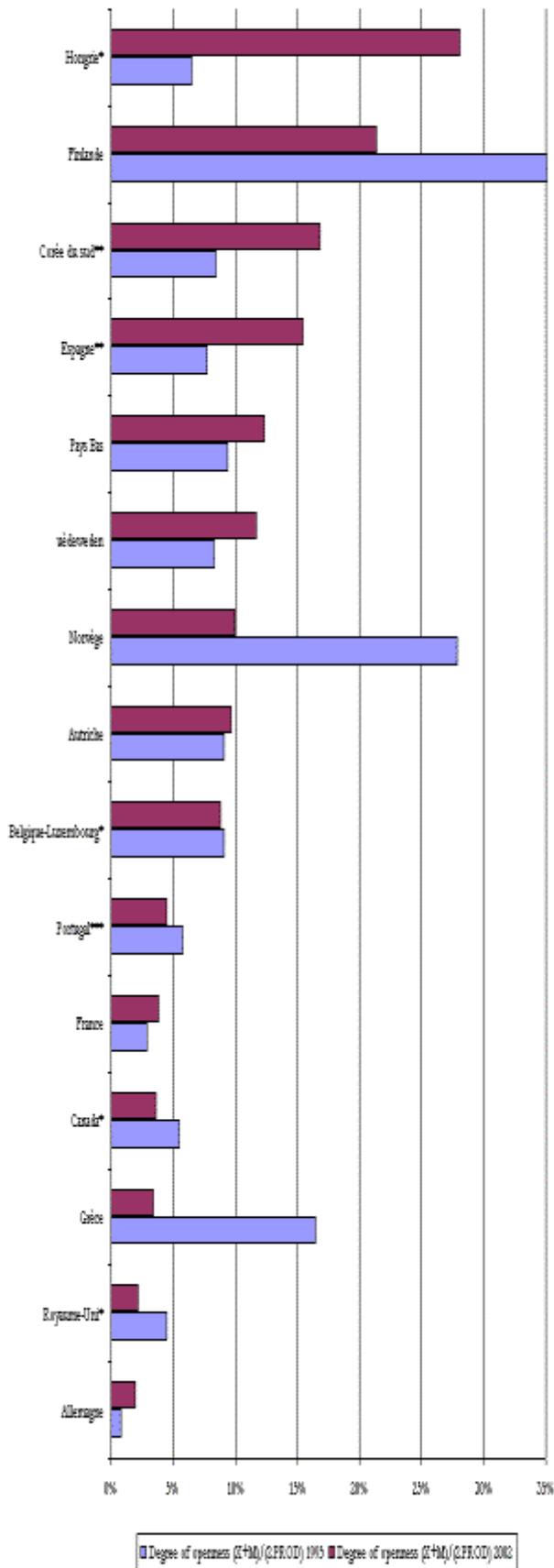
Graphique 5 : Degré d'ouverture dans les services aux entreprises, 1995 et 2002



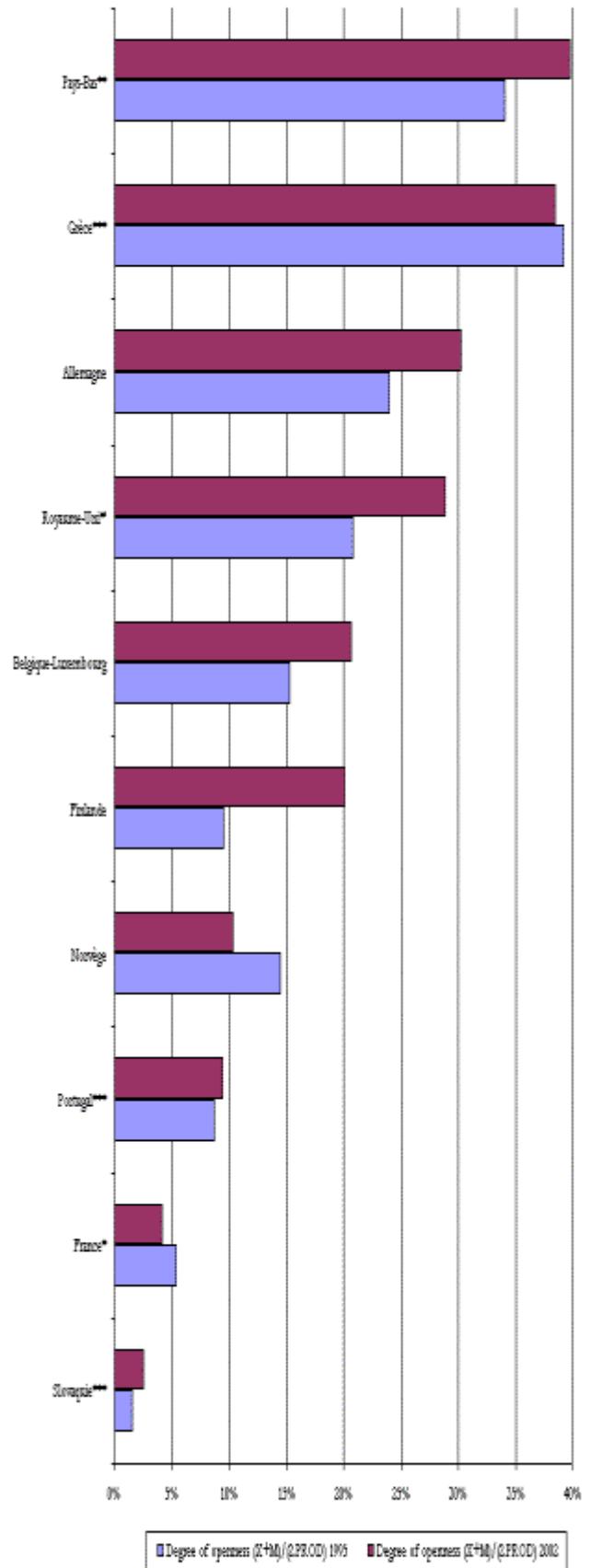
Graphique 6 : Degré d'ouverture dans le négoce international, 1995 et 2002



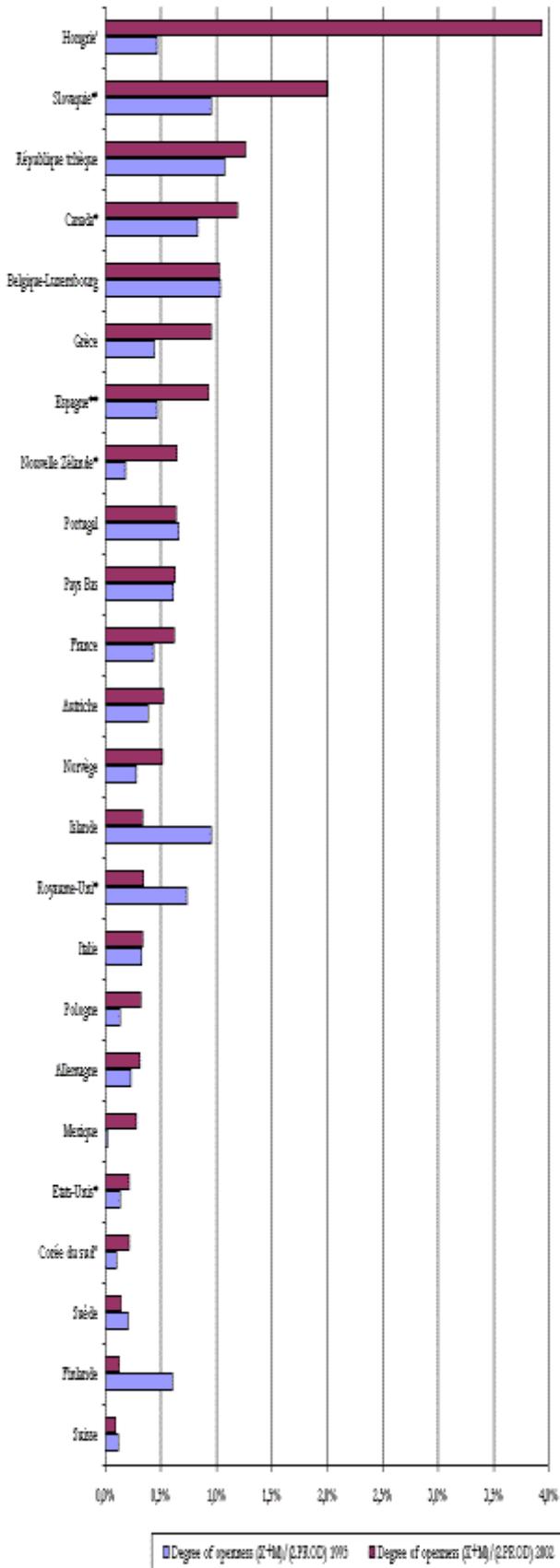
Graphique 1 : Degré d'ouverture dans la location-exploitation, 1995 et 2002



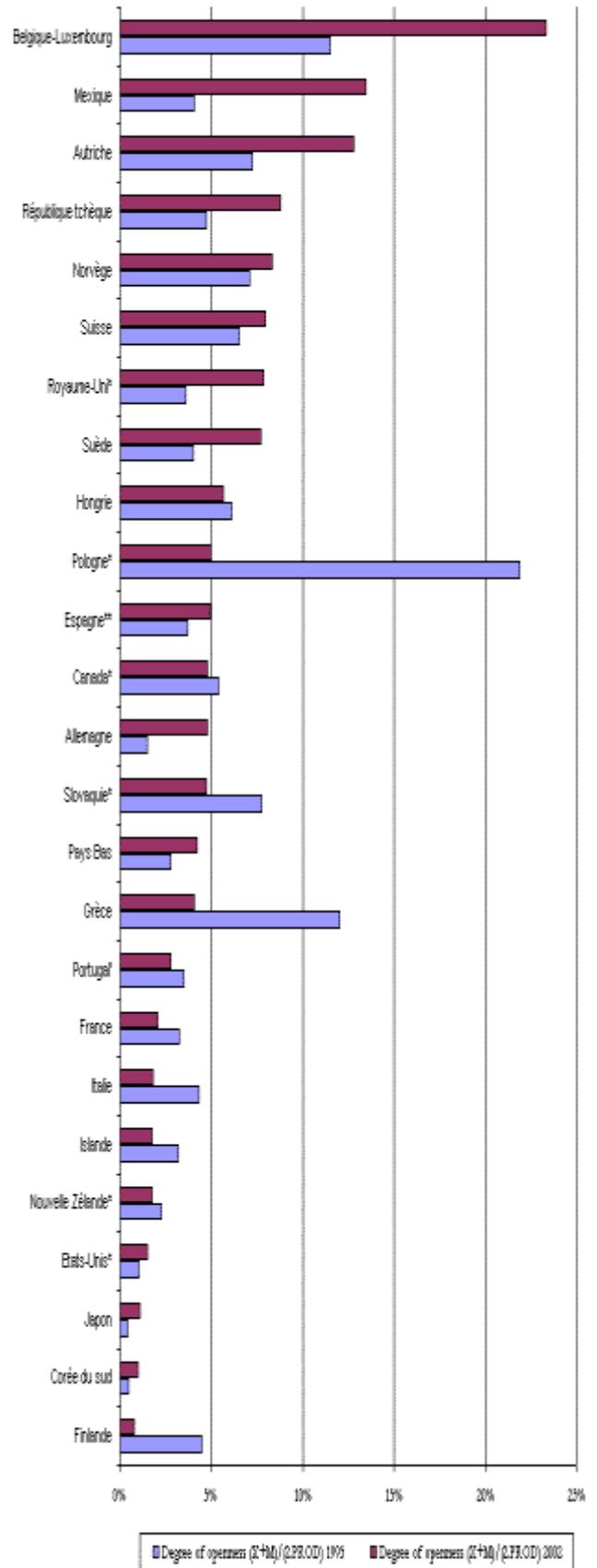
Graphique 3 : Degré d'ouverture dans la R&amp;D, 1995 et 2002



Graphique 9 : Degré d'ouverture dans les services personnels, 1995 et 2002



Graphique 10 : Degré d'ouverture dans l'intermédiation financière, 1995 et 2002



**Tableau 9 : Avantages comparatifs révélés, agrégats (moyenne 2000-2002)**

| <b>Pays</b>         | <b>Biens</b> | <b>Transport</b> | <b>Voyages</b> | <b>Autres services</b> |
|---------------------|--------------|------------------|----------------|------------------------|
| Allemagne           | 91,7         | -10,5            | -56,1          | -25,2                  |
| Australie           | -13,3        | -48,2            | 76,2           | -14,8                  |
| Autriche            | -45,5        | 29,6             | 25,3           | -9,4                   |
| Belgique-Luxembourg | -47,4        | 12,2             | -45,9          | 81,1                   |
| Canada              | 87,4         | -26,3            | -24,3          | -36,8                  |
| Corée du sud        | 67,3         | 20,8             | -20,9          | -67,3                  |
| Danemark            | 32,8         | 51,2             | -100,0         | 16,0                   |
| Espagne             | -88,0        | 1,2              | 92,3           | -5,5                   |
| Etats-Unis          | -99,6        | 1,9              | 31,7           | 66,0                   |
| Finlande            | 94,6         | -35,4            | -20,2          | -39,0                  |
| France              | -88,4        | -1,4             | 70,9           | 18,9                   |
| Grèce               | -96,1        | 39,3             | 54,7           | 2,0                    |
| Hongrie             | -58,6        | -10,5            | 94,9           | -25,8                  |
| Irlande             | 67,0         | -3,6             |                | -63,4                  |
| Islande             | -7,6         | 54,3             | -55,4          | 8,7                    |
| Italie              | 23,9         | -33,0            | 75,7           | -66,6                  |
| Japon               | 96,9         | -20,6            | -47,7          | -28,6                  |
| Mexique             | 44,6         | -8,8             | 45,2           | -81,0                  |
| Norvège             | 73,1         | 23,9             | -63,8          | -33,1                  |
| Nouvelle-Zélande    | 12,5         | -30,5            | 76,3           | -58,3                  |
| Pays-Bas            | 47,5         | 35,4             | -53,7          | -29,2                  |
| Pologne             | -63,0        | 40,2             | 55,4           | -32,6                  |
| Portugal            | -92,3        | 0,6              | 88,8           | 2,9                    |
| République tchèque  | -54,5        | 30,4             | 64,2           | -40,1                  |
| Royaume-Uni         | -60,2        | -7,4             | -31,3          | 99,0                   |
| Slovaquie           | -66,7        | 64,5             | 29,9           | -27,7                  |
| Suède               | 67,9         | 12,8             | -63,3          | -17,3                  |
| Suisse              | -97,9        | 4,4              | 3,7            | 89,8                   |
| Turquie             | -88,0        | 7,5              | 59,3           | 21,1                   |

Source : Base de données d'échanges internationaux de services OCDE, calculs de l'auteur.

**Tableau 10 : Avantages comparatifs révélés, détail (moyenne 2000-2002)**

| Pays                | Communication | Construction | Assurance | Services financiers | Services d'informatique et d'information | Redevance et droits de licence | Autres services aux entreprises | Services cult. pers. et récréatifs | Services aux APU |
|---------------------|---------------|--------------|-----------|---------------------|--|--------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|------------------|
| Allemagne           | -2,9          | -1,5         | 2,6       | 0,7                 | -2,3                                     | -3,7                           | -18,4                           | -4,5                               | 4,9              |
| Australie           | -6,0          | 1,2          | -2,3      | 5,8                 | 0,9                                      | -18,3                          | -0,3                            | 1,4                                | 2,7              |
| Autriche            | 1,8           | 3,6          | -5,8      | 1,5                 | -6,2                                     | -39,2                          | 29,4                            | 0,0                                | 5,6              |
| Belgique-Luxembourg | 9,4           | 3,6          | 1,4       | 51,8                | 3,7                                      | -3,6                           | 6,9                             | -3,1                               | 11,1             |
| Canada              | -0,8          | 0,8          | -11,5     | -7,2                | 9,1                                      | -19,7                          | -7,4                            | -2,6                               | 2,7              |
| Corée du sud        | -3,7          | 0,6          | -3,1      | 4,3                 | -0,9                                     | -26,3                          | -44,0                           | -0,6                               | 5,2              |
| Danemark            |               |              |           |                     |  |                                | 16,0                            |                                    |                  |
| Espagne             | -0,2          | 1,8          | -0,3      | 1,2                 | 3,0                                      | -4,3                           | -4,8                            | -2,5                               | 0,6              |
| Etats-Unis          | 0,4           | 0,3          | 5,6       | 8,4                 | 2,6                                      | 21,5                           | 20,1                            | 4,7                                | 2,7              |
| Finlande            | -3,4          | 4,1          | -2,3      |                     | -1,9                                     | -1,3                           | -31,4                           | -1,2                               | -1,5             |
| France              | 1,1           | 7,8          | 2,1       | -2,7                | 0,1                                      | 4,1                            | 12,4                            | -4,0                               | -2,0             |
| Grèce               | 0,0           | 0,5          | -0,4      | 0,3                 | -0,2                                     | -1,3                           | 4,1                             | 0,7                                | -1,6             |
| Hongrie             | 0,4           | 0,8          | -4,9      | -1,7                | 1,2                                      | -5,0                           | -19,0                           | 2,6                                | -0,2             |
| Irlande             | 1,1           | -0,1         | -1,0      | 1,6                 | 29,0                                     | -38,6                          | -56,7                           | 0,8                                | 0,5              |
| Islande             | -3,5          | -4,7         | -1,6      | -1,9                | 10,7                                     | -17,1                          | -2,0                            | 28,8                               |                  |
| Italie              | -8,9          | -1,1         | -3,0      | -0,8                | -4,5                                     | -5,9                           | -31,6                           | -3,8                               | -6,9             |
| Japon               | -0,7          | 1,4          | -5,2      | 1,7                 | -2,6                                     | -3,2                           | -16,9                           | -2,1                               | -0,9             |
| Mexique             | 8,3           | -64,7        | -7,6      | -6,2                | -6,9                                     |                                | 1,8                             | -5,8                               |                  |
| Norvège             | 0,0           | 0,5          | -5,3      | 1,2                 | -3,6                                     | -5,0                           | -18,4                           | -1,6                               | -0,9             |
| Nouvelle-Zélande    | 0,1           | 0,7          | -7,4      | -1,5                | -1,6                                     | -23,0                          | -31,0                           | 6,2                                | -0,9             |
| Pays-Bas            | -0,9          | 15,1         | -4,7      | -3,9                | -2,6                                     | -6,4                           | -23,6                           | -0,9                               | -1,3             |
| Pologne             | -1,4          | 4,4          | -2,2      | -3,4                | -4,1                                     | -12,4                          | -9,2                            | -1,7                               | -2,6             |
| Portugal            | 1,5           | 2,9          | -0,5      | 0,5                 | -1,3                                     | -4,2                           | 5,6                             | -1,2                               | -0,5             |
| République tchèque  | 1,6           | -0,2         | -3,9      | -6,6                | 0,8                                      | -2,1                           | -30,8                           | 1,2                                | -0,1             |
| Royaume-Uni         | 0,5           | 0,2          | 11,4      | 33,2                | 6,2                                      | 4,7                            | 39,9                            | 2,2                                | -1,0             |
| Slovaquie           | 2,8           | -2,1         | -1,2      | -3,5                | 0,1                                      | -3,4                           | -21,0                           | 2,3                                | -0,5             |
| Suède               | -1,8          | 3,8          | 2,3       | -0,7                | 4,6                                      | 6,2                            | -34,0                           | 0,3                                | 2,0              |
| Suisse              | -1,5          |              | 11,4      | 57,5                |  |                                | 12,0                            | -0,5                               | 11,1             |
| Turquie             | -0,8          | 7,5          | -2,8      | -1,8                | -1,2                                     | 14,7                           | 9,8                             | -3,7                               | -0,7             |

Source : Base de données d'échanges internationaux de services Eurostat/OCDE, calculs de l'auteur.

Tableau 11 : Avantages comparatifs révélés, services commerciaux seuls (moyenne 2000-2002)

| Pays                | Transport | Voyages | Communication | Construction | Assurance | Services financiers | Services informatiques et d'information | Redevance et droits de licence | Autres services aux entreprises | Services cult. pers. et récréatifs |
|---------------------|-----------|---------|---------------|--------------|-----------|---------------------|---|--------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|
| Allemagne           | 32,1      | -86,5   | -3,1          | 7,0          | 14,2      | 12,5                | 6,4                                     | -0,1                           | 27,1                            | -9,6                               |
| Australie           | -60,8     | 84,9    | -7,7          | 1,4          | -3,1      | 6,6                 | 0,7                                     | -22,1                          | -1,4                            | 1,5                                |
| Autriche            | 33,7      | 25,2    | 1,8           | 4,3          | -2,8      | 1,1                 | -2,4                                    | -14,3                          | 33,7                            | 0,1                                |
| Belgique-Luxembourg | 7,5       | -81,0   | 12,4          | 4,4          | 1,0       | 66,8                | 3,6                                     | -6,6                           | -2,5                            | -5,6                               |
| Canada              | -25,0     | 4,1     | 6,9           | 3,3          | -17,1     | -13,7               | 38,5                                    | -41,9                          | 42,5                            | 2,4                                |
| Corée du sud        | 83,6      | -8,4    | -4,0          | 1,3          | -4,6      | 8,8                 | -1,3                                    | -36,4                          | -40,9                           | -0,3                               |
| Danemark            | 77,2      | -73,9   |               |              |           |                     |   |                                | 22,8                            |                                    |
| Espagne             | -27,3     | 98,6    | -3,2          | 1,4          | -4,0      | -2,2                | -0,9                                    | -11,2                          | -43,5                           | -7,8                               |
| Etats-Unis          | -90,1     | 6,1     | -6,6          | 0,8          | 13,3      | 11,3                | 2,0                                     | 43,9                           | 6,6                             | 15,3                               |
| Finlande            | -43,8     | 8,1     | 0,2           | 34,9         | -10,2     |                     | 13,7                                    | 31,4                           | -39,5                           | -4,2                               |
| France              | -49,7     | 80,2    | -2,1          | 9,8          | 3,5       | -8,8                | -2,2                                    | 1,8                            | -20,0                           | -12,6                              |
| Grèce               | -4,3      | 87,7    | -14,3         | -9,0         | -13,1     | -1,4                | -7,8                                    | -16,7                          | -16,5                           | -4,7                               |
| Hongrie             | -22,9     | 98,6    | -0,6          | -0,2         | -7,3      | -4,8                | -0,4                                    | -9,9                           | -50,9                           | -1,6                               |
| Irlande             | 1,1       |         | 5,1           | -0,1         | 6,7       | 10,0                | 67,7                                    | -44,6                          | -54,8                           | 1,8                                |
| Islande             | 84,2      | -65,0   | -3,8          | -6,0         | -1,8      | -2,5                | 14,6                                    | -17,3                          | -2,4                            |                                    |
| Italie              | -36,3     | 99,4    | -10,5         | -1,0         | -3,1      | -0,8                | -5,3                                    |                                | -6,9                            | -31,3                              |
| Japon               | 30,2      | -84,5   | 0,9           | 17,5         | -10,7     | 11,8                | -1,2                                    | 23,6                           | 16,1                            | -3,7                               |
| Mexique             | -5,9      | 83,9    | 12,7          |              | -71,1     | -9,0                |   | -7,1                           | -6,9                            | 3,4                                |
| Norvège             | 89,0      | -75,8   | 1,7           | 1,1          | -5,3      | 3,3                 | -2,7                                    | -6,0                           | -4,2                            | -1,2                               |
| Nouvelle-Zélande    | -29,9     | 91,0    | 0,6           | 0,8          | -8,1      | -1,6                | -1,5                                    | -25,4                          | -33,3                           | 7,3                                |
| Pays-Bas            | 73,9      | -67,8   | 0,8           | 25,3         | -6,5      | -4,6                | -2,4                                    | -6,7                           | -11,5                           | -0,6                               |
| Pologne             | 45,0      | 51,0    | -6,2          | 3,0          | -7,3      | -9,0                | -9,6                                    | -26,6                          | -35,9                           | -4,4                               |
| Portugal            | -50,7     | 97,0    | -2,0          | 3,0          | -3,6      | -4,0                | -6,5                                    | -14,0                          | -11,2                           | -8,0                               |
| République tchèque  | 29,3      | 66,8    | 1,2           | -2,3         | -6,2      | -13,1               | -0,2                                    | -4,0                           | -71,3                           | -0,2                               |
| Royaume-Uni         | -28,1     | -70,3   | -1,6          | 0,2          | 13,9      | 38,4                | 6,6                                     | 0,8                            | 36,5                            | 1,8                                |
| Slovaquie           | 68,3      | 27,1    | 2,5           | -7,5         | -2,9      | -8,9                | -3,2                                    | -7,7                           | -66,7                           | 1,3                                |
| Suède               | 47,2      | -84,1   | 0,4           | 9,5          | 6,5       | 2,0                 | 14,5                                    | 17,7                           | -14,9                           | 1,0                                |
| Suisse              | -22,4     | -53,7   | -10,7         |              | 15,2      | 83,1                |   |                                | -10,0                           | -1,4                               |
| Turquie             | -43,3     | 59,0    | -3,8          | 12,6         | -13,8     | -18,4               |   | -5,6                           | 16,4                            | 1,2                                |

Source : Base de données d'échanges internationaux de services Eurostat/OCDE, calculs de l'auteur.

## BIBLIOGRAPHIE

CEPII (2002), *Comptes harmonisés sur les échanges et l'économie mondiale (CHELEM)*, juin, mimeo, [www.cepii.fr](http://www.cepii.fr)

Eurostat (2002), *Asymetries of Current account in the intra-UE balance of payments*, Working papers and studies, 18<sup>th</sup> December, <http://www.europa.eu.int>

Eurostat, IMF, OECD, United Nations Statistical Division (UNSD), United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and World Trade Organisation (WTO) (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, [www.oecd.org/dataoecd/32/45/2404428.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/32/45/2404428.pdf)

Eurostat (2004), *Balance of Payments Vade Mecum*, November, <http://www.europa.eu.int>

Gasnier Laurent, (2002), *Les échanges de services de la France*, Les Notes bleues de Bercy n° 237, du 16 au 30 septembre.

IMF (1993), *Balance of Payments Manual, Fifth Edition*, <http://www.imf.org/external/np/sta/bop/biblio.htm#mg>

Jean Sébastien, Deniz Ünal-Kesenci et Soledad Zignago, (2003), *International Trade in Services*, minéo Cepii, présenté au séminaire « Trade in Services », DG commerce, Commission européenne, 24 avril.

Lafay Gérard et Colette Herzog, (1989), *Commerce international : la fin des avantages acquis*, Economica

OCDE, (2004), *OECD Information Technology Outlook 2004*, Département "Information and Communications Technology", [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

Rabaud Isabelle, (2004a), *Methodology of CEPII's Database on Trade in Services*, 4<sup>th</sup> Meeting on Trade in Services Statistics OECD, 29<sup>th</sup> April, [http://www.oecd.org/document/40/0,2340,en\\_2649\\_34243\\_31430440\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/40/0,2340,en_2649_34243_31430440_1_1_1_1,00.html).

Rabaud Isabelle, (2004b), *CHELEM-Balance of Payments data-base: a user guide*, mimeo Cepii.

## ANNEXE 8 : Enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services, conclusion des études de faisabilité



DGEI – DBDP  
G. TALON

Jeudi 19 mai 2005

### Enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services, conclusion des études de faisabilité

Cette note donne les résultats de l'étude de faisabilité menée par la Direction de la Balance des Paiements sur l'extension, dans le cas d'un tarissement ou d'un appauvrissement significatif des déclarations bancaires, du champ couvert par la collecte directe, grâce à la mise en place d'une enquête complémentaire visant les petits et moyens contributeurs aux flux de services.

L'hypothèse retenue ici est celle d'une collecte s'articulant en deux parties. D'une part une collecte directe mensuelle auprès d'une population d'entreprises déterminée à l'avance, identique à ce qui se fait actuellement (collecte auprès des déclarants directs généraux - DDG -), destinée à fournir des indicateurs de court terme. La population des DDG regroupe les plus gros contributeurs aux flux internationaux de services. De taille très modeste (de l'ordre de 500 entreprises), elle couvre environ 70% des flux de services hors voyages. Elle est relativement stable, mais nécessite des mises à jour régulières.

Cette collecte DDG serait complétée par une enquête annuelle rétrospective auprès d'un échantillon de petits et moyens contributeurs potentiels, enquête dont les résultats seraient utilisés en complément des informations fournies par les DDG pour l'élaboration de la version finale de la Balance annuelle.

Une étude antérieure, non reprise ici, avait mis en évidence les principaux obstacles à la réalisation d'une telle enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services : premièrement, le nombre d'entreprises échangeant effectivement des services à l'international est très restreint par rapport à la population totale (environ 20 000 par an d'après les données de la Banque de France, à comparer avec 5 millions d'entités référencées dans le répertoire Sirene) ; deuxièmement, cette population se renouvelle très rapidement, en particulier les petits et moyens contributeurs. La difficulté est donc de constituer, sur la base des informations disponibles au moment de la préparation de l'enquête, un échantillon pertinent pour la période sous revue.

L'étude de faisabilité présentée ici porte sur :

- la sélection de l'échantillon complémentaire sur la base de l'ensemble des données disponibles sur les entreprises (cette détermination peut être faite soit sur la seule base de données administratives - sous l'hypothèse d'une disparition complète des déclarations bancaires ; soit sur la base de ces données administratives et d'une information bancaire très simplifiée) ;
- le degré de précision que l'on pourrait attendre des résultats d'une telle enquête.

Le problème du renouvellement de la population des DDG n'est pas traité ici.

Les principaux résultats de l'étude sont les suivants :

- les données administratives disponibles permettent de délimiter une population élargie d'entreprises présentant potentiellement un intérêt pour la Balance des paiements. Mais elles ne permettent pas de repérer, même *a posteriori*, celles qui ont effectivement réalisé des échanges internationaux de services ;
- pour cerner les principales entreprises actives, il faut donc se pencher sur une population d'intérêt bien plus large (dans les plus favorables des scénarios étudiés ici, un peu moins du tiers de la population d'intérêt a été effectivement actif lors de l'année sous revue) qui regroupe les entreprises les plus susceptibles d'avoir réalisé des échanges internationaux de services ;
- la taille de cette population d'intérêt croît très rapidement avec le taux de couverture des échanges que l'on souhaite atteindre : les données administratives disponibles à la Direction de la Balance des paiements ne sont pas suffisantes pour déterminer une population d'intérêt restant de taille raisonnable et permettant de dépasser 85 % de couverture des échanges : au-delà, il devient nécessaire de prendre en compte des petits contributeurs, sur lesquels l'information disponible est très pauvre et ne permet pas de les décrire efficacement ;
- il faut donc, soit élargir le champ des données administratives prises en compte, soit conserver une information bancaire simplifiée : une simple indication de l'existence de paiements transfrontière pour une entreprise, sans détail sur le montant ou la nature de la transaction sous-jacente ;
- une fois que la population d'intérêt est déterminée, il est possible, soit de l'interroger de manière exhaustive, soit de tirer un échantillon aléatoire dans cette population et d'utiliser les réponses des entreprises enquêtées pour évaluer le total à ajouter aux résultats de la collecte DDG exhaustive. La première solution suppose une collecte de grande ampleur, la seconde a pour résultat des marges d'erreur inacceptables sur les chiffres publiés ;
- cette impasse conduit à envisager deux autres possibilités, qui résoudraient de facto le problème du ciblage. La première consiste à demander aux banques de fournir des déclarations simplifiées (montants échangés par entreprise et par grande catégorie de transaction : marchandises, services, revenus, transferts, capital, compte financier) et recourir à une enquête légère pour établir les ventilations. La seconde consiste à demander aux banques de recenser toutes les opérations individuelles détaillées au-delà d'un certain seuil (50 000 €) et à interroger directement les entreprises les plus significatives pour chaque ligne de service, de manière à estimer les flux non couverts par les déclarations bancaires. Ces pistes seront explorées dans une autre étude.



## 1. Panorama des échanges de services en 2001

Pour fixer les idées, il est utile de donner un bref descriptif des échanges de services pour l'une des années de l'étude et de donner le nombre d'entreprises qui y participent. Le tableau ci-dessous reprend les principaux résultats.

**Tableau 1 : échanges de services hors voyages et hors services des APU en 2001**

|                                       | valeur 2001 en % |          | nombre d'entreprises participant aux flux |
|---------------------------------------|------------------|----------|---|
|                                       | Dépenses         | Recettes |   |
| <b>code Siren non renseigné</b>       | 2,5              | 3,2      | na  |
| <b>entreprises absentes de Sirene</b> | 0,9              | 0,9      | 974                                       |
| <b>DDG (population 2004)</b>          | 68,9             | 69,5     | 437                                       |
| <b>autres entreprises</b>             | 27,7             | 26,4     | 21 816                                    |
| <b>Total</b>                          | 100,0            | 100,0    | 23 227                                    |

Source : Banque de France Base de données Safir Etats des Règlements (ER) 2001

On constate tout d'abord que, pour une part non négligeable des valeurs rapportées par les banques à la Direction de la balance des paiements (environ 3 %), le code Siren de l'entreprise qui est à l'origine de la transaction n'est pas renseigné.

Par ailleurs, près de 1 % des flux sont réalisés par des entreprises pour lequel le code Siren est servi dans les bases de données de la Banque de France, mais pour lesquelles on ne trouve aucune correspondance dans le répertoire Sirene. La contribution de cette population, si elle est faible au niveau global, peut atteindre jusqu'à 6% pour certaines lignes (services informatiques et d'information par exemple).

Dans la plupart des cas, il s'agit entreprises étrangères auxquelles la Banque de France attribue des numéros d'immatriculation fictifs (numéros Siren en 20x xxx xxx). Environ 7 000 des ces entreprises sont référencées par la Direction de la balance des paiements, probablement avec de nombreux doubles comptes. Parmi celles-ci 1 000 à 2 000 par an réalisent des échanges internationaux de services. Cette population reste à expertiser.

Enfin, parmi les quelques 500 déclarants directs généraux (DDG) suivis par la Direction de la balance des paiements<sup>21</sup>, plus des quatre cinquièmes avaient réalisé des échanges internationaux de services en 2001, pour près de 70 % du total.

Au total, un peu plus de 20 000 entreprises avaient participé aux échanges internationaux de services en 2001. Ce chiffre semble relativement stable d'une année sur l'autre, malgré un très fort renouvellement des entreprises participant aux flux.

## 2. La méthode de sélection des entreprises

### 2.1. Présélection des entreprises et validation des critères de présélection

#### 2.1.1 Principe

Les entreprises sont présélectionnées selon la méthode suivante :

- on procède dans un premier temps à l'appariement au niveau entreprise du fichier Sirene et des données déclarées à la Direction de la balance des paiements par les banques et les DDG ;
- les différentes entités apparaissant dans le répertoire Sirene sont classées par strate, selon leur activité principale (code NACE) et leur forme juridique. On calcule ensuite pour chaque strate le nombre total d'entreprises qui en font partie, le nombre d'entreprises de la strate participant effectivement aux flux de Balance et la valeur des flux que celles-ci réalisent. Les DDG sont traités comme une strate spécifique, sans regard pour leur activité ou leur forme juridique ;

<sup>21</sup> dans cette étude, on a pris comme référence la population DDG 2004, qui est la première population DDG sélectionnée de façon à couvrir au mieux les échanges de services et revenus.

- pour chaque flux détaillé<sup>22</sup>, on ordonne les strates par ordre décroissant de contribution aux échanges. Un seuil de couverture minimale par flux est ensuite fixé arbitrairement. En écartant les strates d'entreprises les moins pertinentes, on détermine pour chaque flux une liste de strates<sup>23</sup> à retenir pour obtenir une bonne couverture des échanges ;
- on établit enfin une liste globale de strates à retenir par réunion des listes de strates définies individuellement pour chaque flux détaillé<sup>24</sup>. On calcule la couverture effective des strates de cette liste globale pour l'agrégat sous revue<sup>25</sup>. Cette méthode donne donc, par construction, à la fois un taux de couverture connu au niveau agrégé, et une couverture minimale uniforme au niveau détaillé ;
- on fait ensuite varier le seuil de couverture minimale. On obtient ainsi, en fonction de la couverture des échanges de services que l'on souhaite atteindre, une population de référence plus ou moins grande ; un seuil de couverture minimale élevé a pour conséquence une meilleure couverture des échanges, mais un plus grand nombre de strates retenues et donc un plus grand nombre d'entreprises dans la population de référence.
- les critères de sélection ainsi définis sont ensuite validés grâce à un rapprochement avec des données de Balance qui n'ont pas été utilisées dans les étapes précédentes<sup>26</sup>. On s'assure ainsi que les critères de sélection de la population de référence élaborés précédemment ont bien le pouvoir prédictif qu'on en attend (pas de sur-apprentissage).

### 2.1.2. Résultats

La méthode a été utilisée une première fois pour présélectionner une population couvrant l'ensemble des services hors voyages et services des APU (hypothèse d'une enquête tous services), une seconde fois pour présélectionner une population couvrant seulement une ligne de Balance (hypothèse d'une enquête restreinte). La représentativité des DDG étant assez faible sur les services de construction, cette ligne est l'une de celles pour lesquelles une enquête complémentaire paraît particulièrement justifiée ; elle a donc été choisie, à titre illustratif.

Il apparaît tout d'abord que les critères de sélection trouvés sont assez stables : les strates sélectionnées pour assurer une couverture donnée sur les années 2000, 2002 et 2003 assurent une couverture du même ordre sur 2001 (moins de trois points d'écart). Dans l'hypothèse d'une enquête construction, la comparaison entre les années 2000, 2002 et 2003 d'une part, l'année 2001 d'autre part fait apparaître des variations un peu plus importantes de la représentativité des population de référence, mais ces variations restent limitées. Autrement dit, une classification secteur / forme juridique donne une bonne indication de l'existence d'échanges de services.

Le nombre d'entreprises retenues par cette présélection est cependant très important : dans le cas tous services, si l'on veut atteindre une couverture effective de 90 % des échanges, le nombre d'entreprises sélectionnées dépasse 600 000, dont seulement quelque 12 500 participent effectivement aux échanges ; pour une enquête construction, il faut en retenir 140 000, dont environ 400 participent effectivement aux flux de services de construction.

---

<sup>22</sup> ligne de Balance détaillée, sens, année (2000, 2002 et 2003), zone géographique (intra-extra).

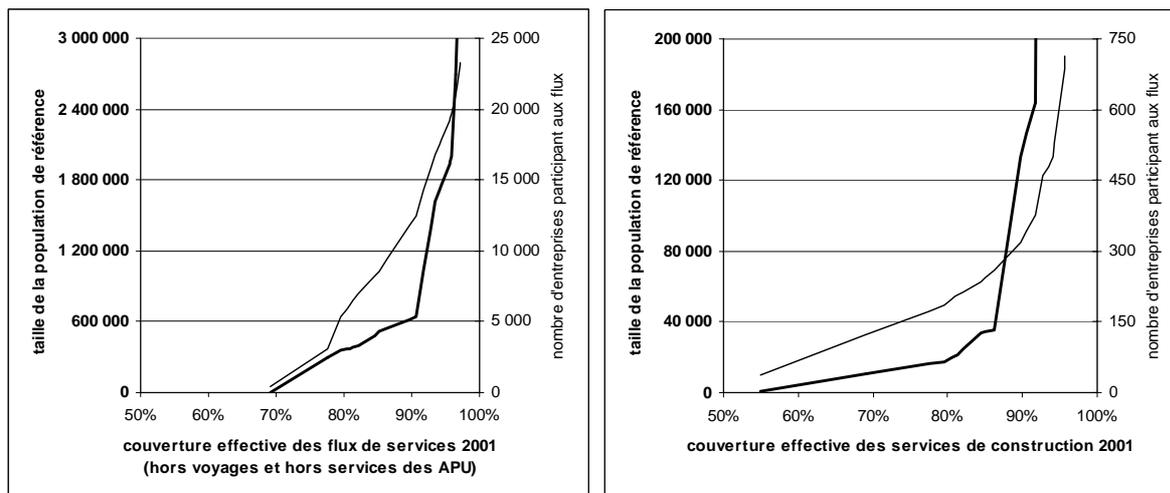
<sup>23</sup> en partant du haut du palmarès des contributions correspondant, et en descendant jusqu'à celle pour laquelle la contribution cumulée atteint le seuil fixé.

<sup>24</sup> on se limite ici aux services, la population retenue n'assure donc pas une couverture minimale pour les échanges de marchandises, les revenus, les transferts courants, le compte de capital ou le compte financier.

<sup>25</sup> le rang d'une strate donnée dans le palmarès étant différent d'un flux à l'autre, le taux de couverture effectif par la population finalement retenue tend à être supérieur au taux minimal fixé.

<sup>26</sup> données état des règlements 2001.

**Figure 1 : taille de la population de référence et couverture des flux de services, strates 2 critères**



*Note : les graphiques donnent, pour les services de construction (à droite) et l'ensemble des services hors voyages et hors services des APU (à gauche), la taille de la population sélectionnée par la méthode décrite plus haut (trait gras, axe des y, échelle de gauche) en fonction de la couverture des échanges effectivement atteinte (données 2001, moyenne des couvertures en recettes et en dépenses). Le point le plus à gauche de chaque courbe donne la couverture assurée par la population Déclarants directs généraux. On a ajouté dans chaque cas le nombre d'entreprises qui, parmi cette population de référence, ont effectivement participé aux flux examinés (trait fin, axe des y, échelle de droite). Une partie des déclarations de flux ne comportent aucune information sur l'entreprise qui en est à l'origine et ne peut être attribuée à aucune strate, par conséquent la couverture effective n'atteint jamais 100 %.*

Par ailleurs, on remarque dans les deux cas qu'il devient très coûteux d'essayer d'augmenter la couverture au-delà d'un certain seuil (90 % pour une enquête tous services et 85 % pour une enquête construction) : l'extension de la couverture des échanges nécessite d'inclure des strates regroupant de nombreuses entreprises, parmi lesquelles celles qui participent aux flux sont relativement peu nombreuses, et surtout ont des contributions de faible valeur.

Il est donc nécessaire d'affiner le filtrage. Une première voie consisterait à balayer la liste des strates retenues, et à isoler celles à l'intérieur desquelles les flux, pour toutes les années considérées, sont réalisés par une petite sous-population stable et peu représentative du reste de la strate. Pour cette sous-population, une approche spécifique style DDG serait adoptée et, le plus souvent, le reste de la strate se trouve exclu par la procédure de présélection<sup>27</sup>. Ceci permettrait de diminuer significativement la taille des populations sélectionnées, mais sans réellement changer les grands ordres de grandeur.



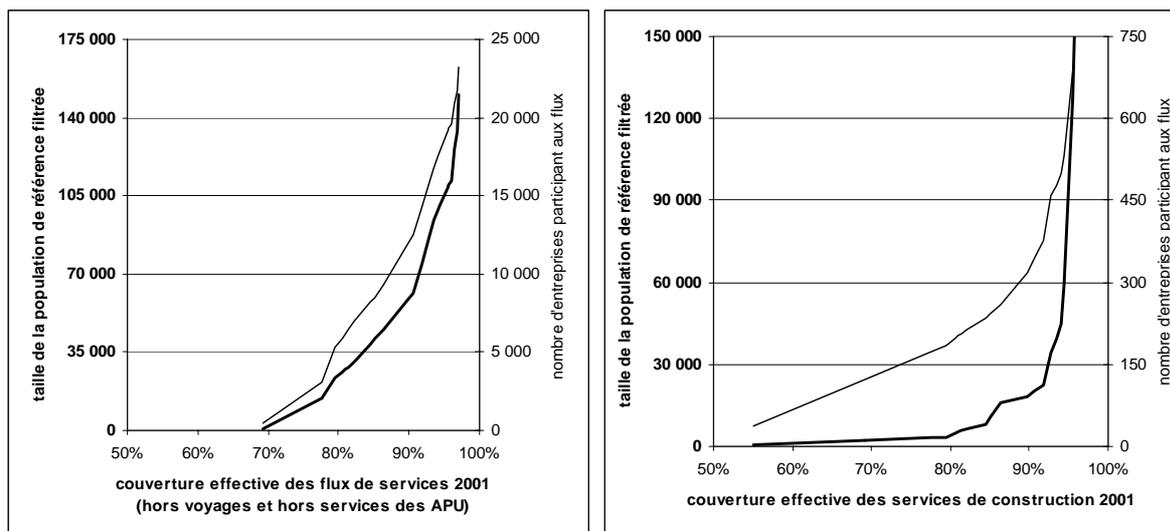
Une seconde solution consisterait à disposer d'une liste quasi exhaustive des entreprises ayant effectué, au titre d'une année donnée, des paiements internationaux, quelle que soit leur nature. Dans l'hypothèse d'une suppression progressive des déclarations bancaires détaillées pour les règlements internationaux (au moins ceux qui ne relèvent pas du compte financier), une telle liste pourrait à l'avenir être fournie annuellement par les banques.

<sup>27</sup> par exemple, les associations sportives (naf 92 catégorie juridique 92, 108 000 unités) sont retenues au titre des services personnels, culturels et récréatifs, du seul fait des règlements de la F.F. de Football et de la F.F. Lawn Tennis, le reste de la strate n'ayant que des contributions négligeables aux flux de services.

Pour les besoins de l'étude, on a pris comme équivalent de cette liste bancaire la liste des entreprises présentes dans les déclarations transmises à la Direction de la balance des paiements pour la période sous revue. L'hypothèse la moins exigeante vis à vis des banques a été choisie. Toutes les entreprises sont retenues, quels que soient les montants collectés et les opérations couvertes : toutes les opérations de services, revenus, transferts, compte de capital, compte financier et échanges de marchandises<sup>28</sup>.

L'intersection de cette liste de présence dans les règlements transfrontaliers et des populations présélectionnées plus haut, permettrait de constituer une population de référence filtrée.

**Figure 2 : taille de la population de référence filtrée et couverture des flux de services, strates 2 critères**



*Note : les graphiques donnent la taille de la population de référence filtrée (trait gras, axe des y, échelle de gauche) en fonction de la couverture des échanges effectivement atteinte (données 2001, moyenne des couvertures en recettes et en dépenses). Le nombre d'entreprises ayant effectivement participé aux flux (trait fin, échelle de droite) a été ajouté pour mémoire, par construction, il est identique à celui de la figure 1.*

L'utilisation d'une population de référence filtrée permettrait de réduire considérablement le champ d'investigation : dans le cas d'une enquête tous services, une population de 60 000 entreprises suffit à assurer une couverture de 90 % des flux (au lieu de 600 000) ; dans le cas d'une enquête construction, la taille de la population de référence filtrée à retenir pour arriver au même niveau serait de 20 000 entreprises (au lieu de 140 000). Il faut rappeler ici que s'il est certain que ces entreprises ont réalisé des règlements transfrontières lors de la période sous revue, on ne sait pas à quel titre : rien ne garantit qu'il s'agisse d'échanges de services. Dans la plupart des cas, il s'agit en réalité d'autres opérations.

Pour une enquête tous services, la situation semble donc globalement assez favorable : sur les 60 000 entreprises qui seraient retenues, 12 500 participent aux flux de services. Il faut cependant noter que pour certains services rares, une collecte par sondage amènerait certainement à des marges d'erreur importantes. Dans le cas d'une enquête construction, le nombre d'entreprise participant aux flux reste très faible par rapport au nombre d'entreprises retenues (moins de 400 sur 20 000) ce qui rend la collecte directe inenvisageable à ce stade<sup>29</sup>.

<sup>28</sup> code 100, supprimé en 2004. De plus, l'introduction en 2002 du seuil d'exemption de 12 500 euros a abouti à perdre la trace de nombreuses entreprises répertoriées auparavant, d'où le choix de 2001 comme année-test.

<sup>29</sup> il est en effet irréaliste d'interroger plusieurs dizaines de milliers d'entreprises pour collecter les flux réalisés par quelques centaines d'entre elles, davantage encore d'espérer arriver à une estimation de qualité en faisant une enquête par sondage.

Il est donc nécessaire de prendre en compte d'autres variables de stratification, et ce quelle que soit l'hypothèse de travail retenue (présence ou non d'une liste d'entreprises ayant effectué des paiements transfrontaliers, enquête tous services ou restreinte).

## 2.2. Prise en compte des grandeurs économiques disponibles au niveau entreprise

### 2.2.1. Principe

La Direction de la balance des paiements dispose d'un certain nombre d'informations complémentaires qui permettent, dans une certaine mesure, de sélectionner les entreprises qui sont les plus susceptibles de réaliser des échanges internationaux de services :

- le chiffre d'affaire de l'entreprise (TVA et comptes de résultat Fiben) ;
- le nombre d'employés (Sirene, Fiben et CdB) ;
- le total du bilan (bilans Fiben) ;
- les échanges internationaux de biens (Douanes) ;
- le chiffre d'affaire à l'exportation (comptes de résultat Fiben) ;
- la production vendue de services (comptes de résultat Fiben) ;
- les autres opérations non imposables (proxy des exportations de services, TVA).

Ces divers éléments sont disponibles pour des sous-populations d'entreprises plus ou moins nombreuses et sont disponibles sur une base au moins annuelle<sup>30</sup>.

Ces éléments sont utilisés soit comme indicatrices de la taille de l'entreprise, soit comme un indice de son ouverture internationale. Afin, d'une part de limiter l'impact d'éventuelles erreurs, d'autre part de s'affranchir d'une éventuelle corrélation entre ces éléments et l'activité de l'entreprise, qui a déjà été prise en compte, la variable utilisée n'est pas la valeur elle-même, mais le décile auquel appartient l'entreprise, calculé séparément pour chaque année et pour chaque code NACE.

Pour constituer une information synthétique, on met en place un score prenant en compte l'ensemble de ces variables et permettant de classer les entreprises à l'intérieur de chaque strate NACE – catégorie juridique<sup>31</sup>.

On procède ensuite à une nouvelle sélection des strates d'entreprises les plus pertinentes, la stratification étant basée cette fois sur trois variables : activité (code NACE), catégorie juridique, variable synthétique de score.

### 2.2.2. Résultats

L'utilisation des variables rendant compte de la taille des entreprises aboutit à découper des strates plus petites que dans la partie précédente, et plus nombreuses (il y a un critère de stratification de plus). Pour atteindre un taux de couverture des échanges similaire, on est donc amené à prendre en compte un nombre de strates plus important. La question est donc de savoir si ce critère de sélection supplémentaire est pertinent ou non. Dans le premier cas, les flux de balance observés seront, pour une activité et une forme juridique données, concentrés sur quelques fractiles du score, les autres fractiles n'étant pas retenus. La population d'intérêt sera donc au final plus petite. Dans le second cas, les flux de balance observés seront, pour une activité et une forme juridique données, également répartis entre tous les fractiles du score, qui seront au final tous retenus, et l'apport de la nouvelle variable sera nul.

On observe que, même en l'absence d'information bancaire, le score permet indéniablement une amélioration de la sélection, du moins de la sélection des plus gros contributeurs après les Déclarants directs généraux. Il apparaît tout d'abord que les critères de sélection trouvés sont assez stables : les strates sélectionnées pour assurer une couverture donnée sur les années 2000, 2002 et 2003 assurent une couverture du même ordre sur 2001 (moins de trois points d'écart). Dans l'hypothèse

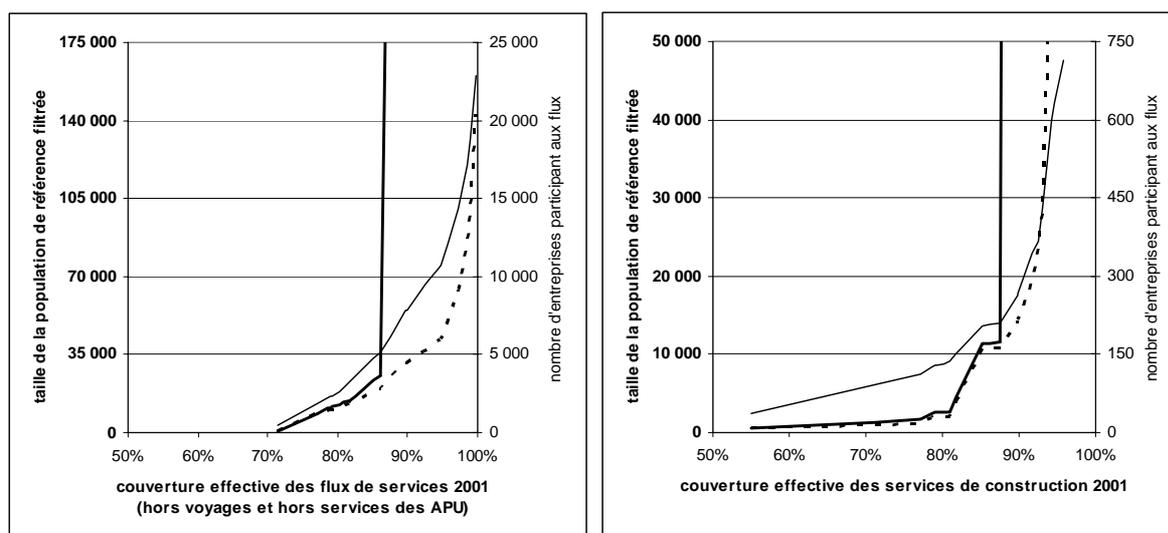
<sup>30</sup> mensuelle pour les données Douanes, annuelle pour les données Fiben (mise à jour mensuelle), trimestrielle pour les données TVA (mise à jour mensuelle).

<sup>31</sup> régression logistique d'une indicatrice de participation aux flux de Balance étudiés sur les différents déciles (modalités non ordonnées), sur les données 2000, 2002, 2003, puis utilisation des coefficients ainsi estimés pour calculer le score (valeur de l'indicatrice de participation prévue par le modèle) de chaque entreprise d'après la valeur des déciles en 2001 et enfin regroupement des entreprises par tranche de valeur du score 2001.

d'une enquête construction, la comparaison entre les années 2000, 2002 et 2003 d'une part, l'année 2001 d'autre part fait apparaître des variations un peu plus importantes de la représentativité des population de référence, mais ces variations restent limitées.

Dans le cas d'une enquête tous services, une population d'un peu moins de 17 500 entreprises, amendable annuellement sur la seule base des sources administratives citées plus haut, auxquelles il faut ajouter les DDG et environ 7 000 entreprises participant aux flux, repérées grâce aux données bancaires mais non référencées dans Sirene<sup>32</sup>, permettrait de couvrir quelque 86 % des flux de services et d'espérer une couverture minimale de l'ordre de 80 % à un niveau fin. Disposer à ce stade de déclarations bancaires simplifiées listant les entreprises ayant effectué des paiements internationaux permettrait de réduire cette population de quelques 6 000 entreprises non actives l'année étudiée. Un apport important, mais pas réellement décisif.

**Figure 3 : taille de la population de référence filtrée et couverture des flux de services, strates 3 critères**



*Note : les graphiques donnent, pour les services de construction (à droite) et l'ensemble des services hors voyages et hors services des APU (à gauche), la taille de la population de référence sélectionnée par la méthode décrite en 0, avant filtrage par liste bancaire (trait gras, axe des y, échelle de gauche) et après filtrage par liste bancaire (trait gras pointillé, axe des y, échelle de gauche) en fonction de la couverture des échanges effectivement atteinte (données 2001, moyenne des couvertures en recettes et en dépenses). Le point le plus à gauche de chaque courbe donne la couverture assurée par la population Déclarants directs généraux. On a ajouté dans chaque cas le nombre d'entreprises qui, parmi cette population de référence, ont effectivement participé aux flux examinés (trait fin, axe des y, échelle de droite). Une partie des flux étant réalisée par des entreprises non identifiées, la couverture effective n'atteint jamais 100 %.*

En revanche, si l'on souhaite étendre la couverture des échanges jusqu'à 90 %, la déclaration bancaire simplifiée devient nécessaire : pour atteindre cette couverture de 90% sur la seule base des données administratives, il faudrait prendre en compte une population de référence d'une taille supérieure à 850 000 entreprises ; ce chiffre est ramené à un peu moins de 32 000 par un filtrage supplémentaire au moyen de listes fournies par les banques. Parmi ces entreprises, 8 000 environ réalisent effectivement des échanges internationaux de services.

Dans le cas d'une enquête construction, les tailles des populations de référence sont les suivantes : une population mère de 3 000 entreprises, dont 100 à 150 réalisent effectivement des flux de services de construction, suffit à assurer une couverture de 80 % des échanges ; pour atteindre une couverture de 85 %, il faut une population de référence de 11 000 entreprises environ, dont 200 seront effectivement actives ; pour atteindre 90 %, il faudrait une population de référence de 650 000 entreprises, 14 000 après filtrage sur la base d'une liste bancaire, dont 250 à 300 seront effectivement actives. Ici encore une enquête construction, exhaustive ou par sondage, est difficilement envisageable.

<sup>32</sup> voir le 1.

Il apparaît donc assez clairement que l'utilisation de variables complémentaires permet de mieux cibler les entreprises susceptibles de réaliser des échanges internationaux de services.

Cependant, au-delà d'un certain seuil (85 % pour fixer les idées), les flux sont l'œuvre de petits et moyens contributeurs, souvent occasionnels, que les données administratives ne permettent pas de repérer efficacement.

Disposer d'une information d'origine bancaire sur l'existence de règlements internationaux pour le compte de telle ou telle entreprise permet de dépasser ce seuil et d'assurer une couverture de l'ordre de 90 % des flux avec une population cadre de quelques dizaines de milliers d'entreprises.

En réalité, il est fort probable que les méthodes de sélection mises en œuvre ne touchent pas réellement la population des PME, mais reviennent à isoler un certain nombre d'entreprises grandes et moyennes qui peuvent être considérées comme un prolongement de la population Déclarants directs généraux.

### **2.2.3. Voies d'amélioration : de l'intérêt d'élargir le champ Fiben**

L'extension de la couverture du référentiel « entreprises » est une voie d'amélioration possible. En effet, un certain nombre des variables utilisées pour la deuxième étape de la sélection proviennent des bases de données Fiben (données de bilan et compte de résultat). Or, celles-ci ne couvrent que quelques 250 000 entreprises. Pour toutes les autres, on a considéré que l'information « entreprise absente de Fiben » était une modalité comme une autre des différentes variables (total du bilan, chiffre d'affaire à l'exportation et production vendue de services). Les autres sources de données (TVA, douanes) sont réputées exhaustives : l'absence équivaut à une valeur zéro.

Les résultats de cette approche sont les suivants. Un très grand nombre d'entreprises absentes de Fiben ne font pas non plus d'échanges de services, ces deux variables apparaissent donc très liées. De fait, la procédure de sélection revient donc à commencer par prendre les entreprises pour lesquelles la totalité de l'information est disponible et à séparer les « grosses » des « moyennes » et des « petites », puis à prendre celles qui sont absentes de Fiben et à repérer celles qui présentent une combinaison particulièrement favorable de toutes les autres variables, qui seront considérées comme « grosses » ou « moyennes », et à considérer toutes les autres comme « petites »<sup>33</sup>.

C'est au moment où l'extension de la couverture des flux de services rend nécessaire l'inclusion dans la population de référence de ces entreprises absentes de Fiben et pour lesquelles les autres sources ne révèlent pas une activité particulièrement importante que se produisent les sauts dans l'effectif à prendre en compte, de quelques dizaines de milliers à quelques centaines de milliers d'entreprises (voir figure 3).

La question est donc la suivante : les entreprises absentes de Fiben peuvent-elles à bon droit être considérées comme petites du point de vue des échanges de services ? Probablement pas. En effet, une part importante des échanges de services est réalisée par des entreprises non référencées dans Fiben (de l'ordre de 20% des recettes et 25% des dépenses de services hors voyages et hors services des APU).

Au vu de la figure 3, on peut raisonnablement estimer que le fait de disposer des bilans et comptes de résultats sur une population significativement plus large permettrait de repousser de 3 à 5 points le saut évoqué plus haut, et étendre la couverture des échanges qu'il est possible d'atteindre avec une population de taille raisonnable (c'est à dire moins de 50 000), même sans disposer d'une information d'origine bancaire<sup>34</sup>.

---

<sup>33</sup> en d'autres termes, le coefficient attribué à la modalité « absent de Fiben » par la régression logistique est extrêmement négatif et suffit à lui seul à tirer le score vers le bas.

<sup>34</sup> il semble, en réalité, que disposer d'une information complète TVA, Douane, Sirene, bilans et compte de résultat d'une part ; TVA, Douane, Sirene, existence de règlement transfrontière d'autre part ; revienne à peu près au même en termes de sélectivité, au moins pour les entreprises grosses et moyennes.

### 3. Estimation des échanges internationaux de services par enquête auprès d'un échantillon d'entreprises

#### 3.1. Principe

Comme on l'a vu, compléter la collecte DDG au moyen d'une collecte directe exhaustive, portant sur la totalité d'une population d'intérêt sélectionnée suivant les critères décrits plus haut, nécessiterait d'interroger un très grand nombre d'entreprises — quelques dizaines de milliers — en laissant tout de même échapper une part non négligeable des flux. Ceci impliquerait une infrastructure de collecte particulièrement lourde. Il est donc utile d'étudier la possibilité de procéder à une enquête par sondage, la collecte ne portant que sur un échantillon tiré aléatoirement au sein de cette population d'intérêt.

On procède de la façon suivante : tout d'abord, on prend comme cadre de travail une population de référence restreinte, telle que définie plus haut (sélection au moyen de l'ensemble de données disponibles : descripteurs de base et grandeurs économiques). Cette population est, de fait, stratifiée par activité de l'entreprise et par taille. On considère par ailleurs que l'on dispose, grâce à des déclarations bancaires simplifiées, d'une liste d'entreprises ayant réalisé des paiements transfrontière, sans autre détail (marchandises, services revenus, transferts, etc.), pendant la période étudiée.

On se restreint à l'intersection entre cette liste et la population cadre stratifiée.

On procède ensuite au tirage d'un échantillon dans cette population stratifiée<sup>35</sup>, les DDG étant considérés comme une strate spécifique, où toutes les entreprises sont interrogées. Le groupe des entreprises non référencées dans Sirene est traité comme une strate ordinaire<sup>36</sup>. On simule les réponses à l'enquête en allant rechercher dans les données des états des règlements les lignes correspondant aux entreprises de l'échantillon et au champ (lignes de Balance) du questionnaire. On estime ensuite les flux totaux sur la base de ces pseudo données de collecte<sup>37</sup>. On calcule un intervalle de confiance empirique pour ces flux totaux estimés par une méthode de type bootstrap<sup>38</sup>.

Ces opérations sont répétées pour différentes valeurs du seuil de couverture minimale (de 60 à 100). La taille de la population de référence à prendre en compte croissant avec le seuil de couverture minimale exigé, cela revient à tirer un échantillon de 5 000 entreprises dans une population de plus en plus grande.

Il est clair que cette méthode sous-estime les marges d'erreur sur les totaux estimés : pas de non-réponse, toutes les valeurs collectées sont supposées exactes.

---

<sup>35</sup> pour l'instant, ce tirage se fait avec un taux de sondage uniforme pour toutes les strates. On peut envisager des méthodes plus sophistiquées, par exemple une allocation de Neyman.

<sup>36</sup> on suppose implicitement que l'on est à même de mobiliser une liste de ces entreprises, avec les informations de contact pertinentes (source bancaire ?), et que ce groupe peut être traité comme les autres, hypothèse de travail peu réaliste.

<sup>37</sup> estimateur de Horwitz-Thompson pour le total.

<sup>38</sup> tirage successif de 500 échantillons, les bornes de l'intervalle de confiance à 95 % empirique pour le flux estimé étant tout simplement les fractiles 2,5 et 97,5 des 500 estimations.

### 3.2. Difficultés

Dans le cas des échanges internationaux de services, l'extrapolation des données d'enquête présente une difficulté particulière. Dans la plupart des enquêtes classiques auprès des entreprises, on cherche à estimer la moyenne par entreprise d'une grandeur (par exemple la production), que l'on multiplie par un nombre d'entreprise connu à l'avance, pour obtenir un total estimé :

$$\hat{Y} = N \times \hat{y} = N \times \frac{\sum_{i=1}^n y_i}{n}$$

où  $N$  est le nombre total d'entreprises, connu indépendamment de l'enquête,  $n$  le nombre d'entreprises dans l'échantillon,  $y_i$  la valeur observée pour l'entreprise enquêtée  $i$ .

Dans le cas des échanges internationaux de services, le nombre d'entreprises participant aux flux est inconnu *a priori*, il est estimé sur la base des données collectées. Le total estimé est donc le résultat de la multiplication d'une moyenne estimée par un nombre d'entreprises estimé :

$$\hat{S} = \hat{N}_s \times \hat{s} = N \times \frac{n_s}{n} \times \frac{\sum_{i=1}^{n_s} s_i}{n_s}$$

où  $n_s$  est le nombre d'entreprises de l'échantillon qui ont effectivement participé aux flux.

L'incertitude sur l'estimation du nombre total d'entreprises participant aux flux est, en valeur relative, d'autant plus importante que le taux de participation dans la population mère servant au tirage de l'échantillon est faible. Les résultats de la sélection ne sont, de ce point de vue, pas très encourageants. Cette incertitude venant en quelque sorte se multiplier à l'incertitude habituelle sur la moyenne estimée, on peut s'attendre à des intervalles de confiance très larges sur les totaux estimés.

### 3.3. Résultats

La méthode décrite plus haut a été appliquée aux flux de services hors voyages et hors services des APU d'une part, aux seuls flux de services de construction d'autre part. Les simulations ont été basées sur l'hypothèse d'un échantillon de 5 000 entreprises, venant s'ajouter à la population DDG interrogée dans sa totalité, et visant à assurer une couverture de plus en plus grande des flux.

**Tableau 2 : simulation d'enquête 2001, services hors voyages et services des APU**

|          |                | couverture | valeur réelle | valeur estimée <sup>(4)</sup> | IC 95 % |         |
|----------|----------------|------------|---------------|-------------------------------|---------|---------|
| nb. ent. | Siren inconnu  | na         | Na            | na                            | Na      | na      |
|          | DDG            | 1,9        | 437           | 437                           | na      | na      |
|          | s60            | 10,1       | 2 340         | 2 281                         | 2 212   | 2 350   |
|          | s75            | 15,8       | 3 671         | 3 610                         | 3 500   | 3 719   |
|          | s80            | 22,1       | 5 131         | 5 060                         | 4 876   | 5 224   |
|          | s85            | 33,9       | 7 878         | 7 772                         | 7 455   | 8 061   |
|          | s90            | 46,2       | 10 736        | 10 595                        | 10 158  | 11 059  |
|          | s95            | 61,9       | 14 385        | 14 195                        | 13 620  | 14 812  |
|          | s100           | 98,2       | 22 820        | 22 551                        | 21 341  | 23 817  |
|          | autres strates | +2,8       | +407          | na                            | na      | na      |
| dépenses | Siren inconnu  | +2,5       | +1 645        | na                            | na      | na      |
|          | DDG            | 68,9       | 44 981        | 44 981                        | na      | na      |
|          | s60            | 76,7       | 50 078        | 50 031                        | 47 451  | 52 593  |
|          | s75            | 80,2       | 52 342        | 52 043                        | 48 637  | 55 344  |
|          | s80            | 83,2       | 54 301        | 54 281                        | 50 656  | 60 558  |
|          | s85            | 87,1       | 56 854        | 56 725                        | 52 445  | 66 006  |
|          | s90            | 92,0       | 60 046        | 60 204                        | 54 218  | 73 769  |
|          | s95            | 94,8       | 61 891        | 61 821                        | 55 343  | 78 243  |
|          | s100           | 97,0       | 63 366        | 63 070                        | 55 484  | 101 790 |
|          | autres strates | +0,5       | +290          | na                            | na      | na      |
| recettes | Siren inconnu  | +3,2       | +2 353        | na                            | na      | na      |
|          | DDG            | 69,5       | 50 572        | 50 572                        | na      | na      |
|          | s60            | 76,7       | 55 845        | 55 852                        | 53 183  | 58 363  |
|          | s75            | 80,9       | 58 897        | 58 233                        | 55 171  | 62 562  |
|          | s80            | 83,8       | 61 047        | 61 044                        | 56 773  | 68 464  |
|          | s85            | 86,8       | 63 210        | 63 058                        | 58 228  | 73 276  |
|          | s90            | 90,7       | 66 016        | 66 709                        | 60 178  | 80 930  |
|          | s95            | 93,4       | 67 975        | 68 391                        | 61 109  | 87 386  |
|          | s100           | 96,4       | 70 195        | 70 145                        | 61 420  | 119 115 |
|          | autres strates | +0,4       | +261          | na                            | na      | na      |

note 1 : nb. ent. est le nombre d'entreprises participant effectivement aux flux de services visés par l'enquête.

note 2 : ligne s75 : ensemble des strates qu'il faut ajouter à la population DDG pour arriver à une couverture minimale de 75 % sur les flux 2000, 2002 et 2003 détaillés ; couverture des flux par cette population (DDG + strates ajoutées) en % du total ; valeur effectivement réalisée par cette population ; valeur DDG plus valeur estimée pour un échantillon de 5 000 entreprises tiré dans la population s75 ; intervalle de confiance pour cette estimation. Autres lignes idem.

note 3 : les flux pour lesquels le Siren n'est pas connu et ceux des autres strates sont indiqués pour mémoire, ils ne sont pas pris en compte dans les chiffres résultant du système de collecte directe.

note 4 : valeur réelle : chiffres ER ; valeur estimée : extrapolation à partir des flux réalisés par un échantillon aléatoire, moyenne sur 500 tirages ; IC 95 % intervalle de confiance à 95 % empirique sur la valeur estimée.

Ce chiffre de 5 000 entreprises était dans certains cas supérieur à la taille de la population mère utilisée<sup>39</sup>. C'est notamment vrai pour les services de construction si l'on se limite à la population suffisante pour assurer une couverture minimale de 60 % par sens, ligne de balance et zone intra/extra. Dans ce cas, on a considéré que toutes les entreprises étaient interrogées, et aucun IC n'a été calculé.

Pour une enquête tous services, l'examen des résultats détaillés des 500 tirages montre que, parmi les 5 000 entreprises interrogées, la proportion moyenne de celles qui répondent avoir fait des échanges de services avec l'étranger varie de 22,5 % à 31,5 %, suivant le seuil de couverture minimal choisi.

Mener des enquêtes spécifiques sur les lignes de Balance posant problème permettrait de mieux cibler les populations enquêtées, et donc de réduire les incertitudes. Cependant, la diminution de la taille de la population mère n'est pas proportionnelle à la restriction du champ de l'enquête, ce qui conduit à un taux de « déchet » plus important : pour une enquête construction, en moyenne sur les 500 tirages, sur un échantillon de 5 000 à 5 500 entreprises, seulement 125 environ soit 2,3 % avaient réalisé des échanges internationaux de services de construction.

**Tableau 3 : simulation d'enquête, données 2001, services de construction**

|          |                | couverture | valeur réelle | valeur estimée <sup>(4)</sup> | IC 95 % |       |
|----------|----------------|------------|---------------|-------------------------------|---------|-------|
| nb. ent. | Siren inconnu  | na         | na            | na                            | na      | na    |
|          | DDG            | 5,2        | 37            | 37                            | na      | na    |
|          | s60            | 15,7       | 112           | 112                           | na      | na    |
|          | s75            | 19,0       | 136           | 136                           | na      | na    |
|          | s80            | 28,7       | 205           | 206                           | 186     | 228   |
|          | s85            | 29,6       | 211           | 210                           | 184     | 234   |
|          | s90            | 37,4       | 267           | 265                           | 228     | 302   |
|          | s95            | 48,2       | 344           | 341                           | 288     | 394   |
|          | s100           | 84,0       | 600           | 589                           | 455     | 742   |
|          | autres strates | +16,0      | 114           | na                            | na      | na    |
| dépenses | Siren inconnu  | 5,0        | 90            | na                            | na      | na    |
|          | DDG            | 58,4       | 1 061         | 1 061                         | na      | na    |
|          | s60            | 79,6       | 1 446         | 1 446                         | na      | na    |
|          | s75            | 82,7       | 1 501         | 1 501                         | na      | na    |
|          | s80            | 85,9       | 1 560         | 1 552                         | 1 312   | 1 827 |
|          | s85            | 86,8       | 1 576         | 1 584                         | 1 289   | 1 844 |
|          | s90            | 89,8       | 1 631         | 1 633                         | 1 283   | 2 046 |
|          | s95            | 91,6       | 1 663         | 1 680                         | 1 273   | 2 297 |
|          | s100           | 93,3       | 1 695         | 1 697                         | 1 166   | 2 942 |
|          | autres strates | +1,7       | 31            | na                            | na      | na    |
| recettes | Siren inconnu  | 3,7        | 113           | na                            | na      | na    |
|          | DDG            | 51,5       | 1 587         | 1 587                         | na      | na    |
|          | s60            | 74,7       | 2 302         | 2 302                         | na      | na    |
|          | s75            | 79,1       | 2 437         | 2 437                         | na      | na    |
|          | s80            | 84,5       | 2 602         | 2 611                         | 2 203   | 3 258 |
|          | s85            | 88,3       | 2 719         | 2 732                         | 2 179   | 3 264 |
|          | s90            | 89,9       | 2 770         | 2 780                         | 2 110   | 3 628 |
|          | s95            | 92,0       | 2 835         | 2 860                         | 2 070   | 4 022 |
|          | s100           | 95,2       | 2 932         | 2 935                         | 1 825   | 5 399 |
|          | autres strates | +1,1       | 35            | na                            | na      | na    |

note 1 : nb. ent. est le nombre d'entreprises participant effectivement aux flux de services visés par l'enquête.

note 2 : ligne s75 : ensemble des strates qu'il faut ajouter à la population DDG pour arriver à une couverture minimale de 75 % sur les flux 2000, 2002 et 2003 détaillés ; couverture des flux par cette population (DDG + strates ajoutées) en % du total ; valeur effectivement réalisée par cette population ; valeur DDG plus valeur estimée pour un échantillon de 5 000 entreprises tiré dans la population s75 ; intervalle de confiance pour cette estimation. Autres lignes idem.

note 3 : les flux pour lesquels le Siren n'est pas connu et ceux des autres strates sont indiqués pour mémoire, ils ne sont pas pris en compte dans les chiffres résultant du système de collecte directe.

note 4 : valeur réelle : chiffres ER ; valeur estimée : extrapolation à partir des flux réalisés par un échantillon aléatoire, moyenne sur 500 tirages ; IC 95 % intervalle de confiance à 95 % empirique sur la valeur estimée.

<sup>39</sup> celle-ci résultant du croisement entre la liste des strates à retenir et la liste des entreprises ayant effectué des règlements internationaux pendant l'année sous revue.

Les tableaux 1 et 2 permettent de vérifier que la technique d'échantillonnage et d'estimation utilisée n'introduit pas d'autre biais que le problème de couverture des flux par la population mère. Que ce soit dans le cas d'une enquête tous services ou d'une enquête construction, la collecte DDG complétée par une enquête auprès d'un certain nombre d'entreprises donnerait donc bien, en moyenne, une mesure fiable des échanges.

Cependant, force est de constater que les intervalles de confiance associés à cette estimation non biaisée des flux sont extrêmement larges, alors même que l'on suppose que l'on dispose d'une information d'origine bancaire sur les entreprises actives à l'international.

Ici encore, il est à craindre que le degré d'imprécision soit d'autant plus élevé que le niveau de détail est fin. À titre d'illustration, la décomposition des résultats de la simulation d'une enquête tous services avec une exigence de couverture minimale de 85% donne ; d'une part pour les recettes tous services, une estimation de 63 058 millions d'euros [IC95% : 58 228 ; 73 276], soit une marge d'erreur de 11,9 % ; d'autre part pour les recettes de services de construction, une estimation de 2 829 millions d'euros [IC95% : 1 892 ; 4 440], soit une marge d'erreur de 45,0 %.

Dans le cas d'une enquête spécifique construction, les intervalles de confiance sur les estimations des flux totaux sont moins larges que pour une enquête tous services, mais restent importants : l'intervalle [1 892 ; 4 440] donné plus haut se compare probablement à l'estimation de 2 860 millions d'euros [IC95% : 2 070 ; 4 022] du Tableau 3, marge d'erreur de 34,1 %.

### 3.4. Voies d'amélioration

Il est possible que des méthodes d'extrapolation plus sophistiquées permettent d'améliorer quelque peu la situation. On peut par exemple penser à des calages sur marges utilisant des variables auxiliaires comme le chiffre d'affaires. Il est cependant probable que le gain sera minime : les variables disponibles sont déjà prises en compte dans les processus de stratification, et on a vu qu'elles n'étaient qu'imparfaitement corrélées aux flux que l'on cherche à mesurer.

De même, on peut envisager d'affiner la méthode de tirage, en prenant plus d'entreprises dans les strates ayant le plus grand poids, ou la plus grande variance. On peut enfin affiner la sélection, en suivant toutes les pistes évoquées précédemment.

Il est cependant probable que, même en poussant la recherche plus loin dans l'ensemble de ces directions, les grands ordres de grandeurs exposés plus haut ne seront pas changés.

## 4. Comparaison avec les autres pays européens

### 4.1. Suède

La Suède a aujourd'hui abandonné la collecte des règlements pour les échanges internationaux de services et a mis en place une enquête auprès des entreprises. Le SCB bénéficie toutefois de conditions particulièrement favorables : d'une part le nombre d'entreprises concernées n'est pas du même ordre de grandeur qu'en France ; d'autre part la déclaration TVA suédoise contient des informations sur les importations et les exportations de services (pour des raisons purement fiscales, liées aux taux d'imposition).

Même si le champ TVA ne correspond pas exactement au champ Balance des Paiements et que le registre TVA doit être complété par d'autres sources (données douanières notamment), le SCB peut construire, grâce à ces informations, une population mère particulièrement bien ciblée : les résultats de la collecte pour le premier trimestre 2004 (deuxième année d'enquête) montrent que parmi les entreprises interrogées, seules 7 % déclaraient ne pas avoir réalisé d'échanges de services pendant la période considérée (à comparer avec les chiffres pour le cas français, qui donneraient 70 à 80 %).

L'exemple suédois, dont les enseignements ont orienté la plus grande part des discussions entre États membres sur la collecte directe, au moins jusqu'à une période très récente, n'est tout simplement pas transposable en France.

#### 4.2. Royaume-Uni

L'ONS a mis en place un système de collecte directe par enquête depuis plusieurs années. Ces enquêtes s'articulent avec les autres enquêtes auprès des entreprises (base de sondage commune, mise en relation des informations, présence de questions filtre dans des enquêtes à large audience etc.). Ce système est en cours de réforme. Environ 650 grandes entreprises sont interrogées chaque trimestre, cette collecte étant complétée par une enquête annuelle portant sur 20 000 entreprises.

La collecte trimestrielle a pour objectif de fournir les statistiques de court terme. L'enquête annuelle permet d'établir la version finale de la Balance et de balayer des secteurs qui n'étaient pas couverts les années précédentes, afin de mettre à jour, en cas de besoin, les limites de la population mère.

#### 4.3. Autriche

L'OeNB lance une collecte directe auprès des entreprises sur les échanges internationaux de services. Cette collecte a une vocation exhaustive et s'appuie sur un nouveau règlement national, prévoyant une obligation de déclaration pour toutes les entreprises appartenant à certains secteurs et dont la taille, mesurée par le chiffre d'affaires et/ou l'effectif salarié dépasse certains seuils. Une large campagne de communication rend cette nouvelle collecte visible, des outils de déclaration en ligne permettent à l'entreprise de soumettre directement l'information dont elle est redevable.

**Tableau 4 : services en 2003, recettes plus dépenses, DDG et population « autrichienne »**

| NEF | libellé                       | total collecte<br>mio € | DDG   | population à<br>l'autrichienne | union des<br>deux<br>populations |
|-----|-------------------------------|-------------------------|-------|--------------------------------|----------------------------------|
| S   | total services (hors voyages) | 138 029                 | 74,5% | 79,6%                          | 88,0%                            |
| SA  | transports                    | 29 097                  | 80,9% | 89,6%                          | 92,9%                            |
| SA1 | transport maritime            | 7 366                   | 65,2% | 87,3%                          | 87,3%                            |
| SA2 | transport aérien              | 15 198                  | 90,7% | 87,2%                          | 93,5%                            |
| SA3 | autres transports             | 6 533                   | 75,9% | 97,7%                          | 97,7%                            |
| SC1 | services de communication     | 4 132                   | 63,3% | 95,1%                          | 96,8%                            |
| SD  | services de construction      | 3 668                   | 61,0% | 78,1%                          | 82,3%                            |
| SE  | services d'assurances         | 9 537                   | 81,0% | 16,8%                          | 84,6%                            |
| SF  | services financiers           | 2 646                   | 13,9% | 15,6%                          | 17,4%                            |
| SG  | serv. info. et d'information  | 2 205                   | 65,6% | 94,7%                          | 94,8%                            |
| SH  | redevances et droits de       | 5 250                   | 68,6% | 83,2%                          | 94,4%                            |
| SI  | autres services aux           | 76 125                  | 78,5% | 88,3%                          | 91,6%                            |
| nd  | négoce et autres serv.        | 47 699                  | 89,4% | 93,7%                          | 97,4%                            |
| SI1 | négoce international          | 43 349                  | 90,2% | 93,8%                          | 97,6%                            |
| SI2 | autres serv.                  | 4 350                   | 81,4% | 92,3%                          | 95,7%                            |
| SI3 | locations                     | 1 996                   | 47,4% | 69,0%                          | 69,0%                            |
| SI4 | serv. divers aux              | 26 430                  | 61,0% | 79,9%                          | 82,7%                            |
| SJ  | serv. perso. cult. et         | 3 720                   | 42,8% | 36,9%                          | 57,3%                            |
| SJ1 | services audiovisuels         | 2 707                   | 44,5% | 24,7%                          | 52,1%                            |
| SJ2 | autres services personnels    | 1 013                   | 38,3% | 69,6%                          | 71,2%                            |
| SK  | services des APU              | 1 647                   | 0,0%  | 1,4%                           | 1,4%                             |

note 1 : valeurs brutes en millions d'euros, parts en pourcentage de la collecte

note 2 : le taux de couverture particulièrement bas pour les services financiers s'explique par le fait que les banques ne rentrent pas dans le champ.

Source : Safir ER, données 2003, Sirene (activité NACE), données TVA 2001 (chiffre d'affaires)

Une simulation sur la base des données sur les entreprises disponibles à la Direction de la balance des paiements montre que l'application d'une démarche identique dans le cas français, en conservant les seuils prévus par le règlement autrichien, conduirait à instaurer une obligation de déclaration pour quelque 205 000 entreprises.

Outre la difficulté pratique de suivre une telle population, la couverture des échanges que l'on pourrait attendre de cette démarche serait supérieure à celle des seuls DDG, mais laisserait subsister des trous importants et en fin de compte ne résout pas réellement le problème des lignes les plus mal couvertes (voir Tableau 4). Elle apparaît donc moins efficace que la sélection exposée plus haut.

#### **4.4. Belgique**

La BNB lance une série d'enquêtes couvrant l'ensemble de la Balance des Paiements. Pour le compte financier, il s'agit surtout de la refonte d'enquêtes existantes ; pour le compte courant (hors marchandises et tourisme), les enquêtes sont nouvelles.

Sur les seuls échanges de services, une population de quelque 12 000 répondants est visée. Le démarrage de la collecte aura lieu au cours de l'année 2005 et l'abandon complet des déclarations bancaires est prévu pour 2007.

Il faut noter que la BNB dispose, en matière de contacts avec les entreprises et de collecte massive de données, d'un savoir-faire bien établi. En effet, outre la Balance des Paiements et la comptabilité nationale, elle gère les statistiques du commerce extérieur et, depuis 1993 la collecte Intrastat (échanges de marchandises entre États membres de l'UE).

#### **4.5. Pays-Bas**

Le CBS a lancé une enquête auprès des entreprises sur les échanges internationaux de services, les échantillons étant assez réduits. Les services chargés de cette enquête se sont, dès le début, heurtés au problème du repérage des entreprises concernées. Les résultats des premières vagues font apparaître de réels problèmes de qualité et l'estimation des flux totaux à partir de ces données est très hasardeuse.

Pour l'instant, les chiffres publiés sont le prolongement des tendances observées dans le passé sur le système en règlements, tendances amendées par des taux de croissance calculés sur les plus grosses entreprises de l'échantillon. L'utilisation des données collectées auprès des entreprises de taille plus modeste paraît motivée avant tout par la volonté de mobiliser la totalité de l'information disponible.

Conscient de ces problèmes, le CBS travaille à une refonte de sa population mère et de ses échantillons, refonte qui aboutira vraisemblablement à une collecte semblable à notre collecte DDG (gros contributeurs, suivi personnalisé, vocation à l'exhaustivité sur cette population), portant sur un nombre d'entreprises un peu plus grand (quelques milliers). Les éventuels problèmes de couverture de ce nouveau système ne sont pas traités.

## Conclusion

L'estimation des échanges internationaux de services à partir d'enquêtes auprès des entreprises présente une difficulté particulière : la France abrite un très grand nombre d'entreprises et la part de celles-ci qui participent effectivement aux échanges visés est très réduite. Il est donc nécessaire de procéder à un repérage préalable des entreprises à interroger. Or, les données bancaires sur les règlements sont la seule source qui permette ce repérage.

Des recherches ont été menées pour essayer de constituer, à partir des diverses sources administratives disponibles, des indicateurs pouvant se substituer à cette information. Après examen, il apparaît que les variables disponibles ne sont que très imparfaitement corrélées au fait qu'une entreprise échange ou non des services avec des résidents étrangers. Les indicateurs que l'on peut construire sont donc de qualité médiocre et deviennent d'autant moins utiles que les entreprises visées sont « petites ».

Dans ces conditions, abandonner totalement les règlements bancaires et compléter les résultats de la collecte DDG par une enquête complémentaire auprès des petits et moyens contributeurs aux flux de Balance aboutirait, faute de base de sondage adaptée à un système très coûteux, soit en termes d'infrastructure de collecte, soit en termes de dégradation de la qualité des chiffres publiés. Disposer d'une information complémentaire sur l'existence de paiements internationaux, sans indication sur l'origine de ces paiements (marchandises, services, revenus *etc.*), permet d'améliorer la situation, mais pas d'arriver à des estimations d'une qualité acceptable.

Une solution plus satisfaisante serait de conserver la collecte directe mensuelle auprès des plus grandes entreprises telle qu'elle existe actuellement (collecte exhaustive mensuelle), de demander aux banques de continuer à déclarer pour le compte des entreprises sous une forme allégée par rapport au système actuel, en conservant les montants, le type de transaction (services sans plus de détail, transferts, revenus *etc.*). Ces deux éléments permettraient de produire des indicateurs mensuels et trimestriels relativement agrégés.

Ce dispositif serait complété par une enquête annuelle relativement légère, portant sur un échantillon d'entreprises sélectionnées à partir des données bancaires et visant à reconstituer, au moment des publications annuelles, le détail des ventilations par ligne de Balance (présentation actuelle ou niveau de détail supplémentaire correspondant aux demandes européennes) et par pays partenaire. Cette piste sera explorée plus tard.

**ANNEXE 9 : L'impact sur la balance des paiements des seuils d'exemption  
de 12 500 € et 50 000 €**



DGEI – DBDP G. TALON

10 juin 2005

**L'impact sur la Balance des Paiements des seuils d'exemption  
à 12 500 € et 50 000 €**

**1. Part des déclarations de petits et moyens montants dans les flux de services**

Le remplacement au premier janvier 2002 du seuil de simplification de 15 000 €<sup>40</sup> par un seuil d'exemption de 12 500 €<sup>41</sup> avait conduit la direction de la Balance de Paiements à mener une étude sur la répartition des comptes rendus de paiement (CRP) par tranche de valeur des opérations élémentaires déclarées. L'étude portait plus particulièrement sur la partie « services » des transactions courantes. Ses conclusions étaient les suivantes :

- environ 35% des déclarations reçues par la Direction de la balance des paiements en 2000 et 2001 au titre des échanges de services (hors voyages) avaient une valeur inférieure à 12 500 €, elles représentaient 1% des flux (recettes plus dépenses) ;
- environ 33% des déclarations reçues avaient une valeur comprise entre 12 500 et 50 000 €, elles représentaient 4% des flux ;
- environ 32% des déclarations reçues avaient une valeur supérieure à 50 000 €, elles représentaient environ 95% des flux.

Il faut toutefois signaler qu'un certain nombre d'opérations (anciens codes 090, codes 091, formules globales) font ou faisaient l'objet d'une agrégation par les déclarants avant d'être transmises à la Banque de France. Ainsi, la part des opérations de petits et moyens montants dans le total des flux est plus importante que ne le laissent supposer les chiffres donnés plus haut. Une estimation sur les années 2000 et 2001 donnait les résultats suivants :

- les opérations d'une valeur inférieure à 12 500 € représentaient environ 5% de la valeur totale des flux de services (hors voyages, recettes plus dépenses) ;
- les opérations d'une valeur comprise entre 12 500 et 50 000 € représentaient 4% des flux ;
- les opérations d'une valeur supérieure à 50 000 € représentaient 91% des flux.

Le relèvement du seuil d'exemption à 50 000 €<sup>42</sup> rendrait donc très incomplète la couverture des échanges internationaux de services par le système déclaratif actuel.

<sup>40</sup> seuil valable pour toutes les opérations à l'intra et à l'extra.

<sup>41</sup> le règlement (CE) n° 2560/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2001 ne prévoyait la suppression de la déclaration statistique obligatoire que pour les paiements transfrontaliers en euros d'un montant inférieur ou égal à 12 500 € entre deux États membres, hors opérations des établissements bancaires pour leur compte propre. La transposition par la Banque de France a été plus large, puisque l'exemption de déclaration statistique a été étendue à tous les paiements transfrontières d'un montant inférieur ou égal à 12 500 €, à l'intra comme à l'extra, en euros comme en devises.

<sup>42</sup> le champ d'application prévu par les textes européens est limité aux paiements en euros, entre États membres, hors opérations des établissements bancaires pour leur propre compte.

## 2. Pistes pour la transformation du système de collecte

La direction de la Balance des Paiements a étudié plusieurs scénarios de transformation du système de collecte des statistiques des échanges internationaux de services de la Balance des Paiements.

### 2.1. Collecte directe sans information bancaire

Dans ce scénario, la Banque de France collecterait directement les statistiques d'échanges internationaux de services auprès d'un échantillon d'entreprises sélectionnées sur la base de fichiers administratifs<sup>43</sup>, d'enquêtes statistiques et de l'historique des déclarations bancaires, sans qu'aucune nouvelle information ne soit collectée auprès des banques. Les études que nous avons conduites<sup>44</sup> ont montré que ces sources ne permettraient pas, à elles seules de repérer efficacement les entreprises à interroger ; cette possibilité a donc été abandonnée.

En outre, la possibilité d'enrichir l'une de ces sources (en particulier les enquêtes annuelles d'entreprises EAE) de questions permettant de repérer la population ciblée est apparue irréaliste à nos interlocuteurs dans les diverses administrations.

### 2.2. Collecte directe avec marquage bancaire succinct

Dans ce scénario, les déclarations bancaires seraient réduites à leur plus simple expression : les banques signaleraient à la Direction de la balance des paiements les entreprises pour le compte desquelles des règlements transfrontières sont effectués, sans renseigner la nomenclature économique. La Banque de France sélectionne ensuite les entreprises qu'elle interroge sur la base de cette liste d'origine bancaire et d'une méthode de stratification utilisant sur les fichiers administratifs évoqués plus haut.

Cette méthode, si elle est largement préférable à la première, aboutirait également à un ciblage insuffisamment précis des entreprises à interroger. Même avec cette déclaration succincte et *a posteriori*, la Direction de la balance des paiements ne serait pas en mesure de bien faire la différence, même entre les entreprises ayant effectivement réalisé des échanges internationaux de services et les autres : une estimation sur données historiques permet d'estimer que, au sein de la population d'intérêt déterminée sur la base de ces informations, seules 20 % des entreprises réaliseraient effectivement des échanges internationaux de services.

Ce très faible taux présente deux inconvénients majeurs. Premièrement, une enquête dans laquelle 80 % des entreprises interrogées ne seraient en définitive pas concernées susciterait une vive réaction de rejet, tant de la part des entreprises elles-mêmes que des organisations patronales. Deuxièmement le nombre de questionnaires à envoyer pour atteindre une fiabilité suffisante des résultats serait considérable : la première possibilité consisterait à interroger la totalité de la population d'intérêt, soit environ 40 000 entreprises ; la seconde à recourir à des techniques d'échantillonnage, au prix d'une grande imprécision des résultats (un échantillon de 5 000 entreprises donnerait des marges d'erreur de l'ordre de 16 % sur les estimations recettes et les dépenses de services hors voyage).

Il apparaît donc clairement que cette option d'allègement important des déclarations bancaires aurait des conséquences désastreuses sur les statistiques de la Balance des Paiements : l'information apportée par ces déclarations n'est disponible dans aucune autre source ; collecter cette information directement auprès des entreprises représenterait un coût très important.

### 2.3. Déclaration bancaire simplifiée et enquête complémentaire

Dans ce scénario, les banques continuent à transmettre des déclarations simplifiées, pour les opérations au-dessus du seuil de 50 000 €. Au lieu de la codification complète exigée jusqu'à présent, seules les grandes catégories d'opérations sont indiquées : biens (non transmis), services, revenus, transferts, etc. La Direction de la balance des paiements utiliserait ces données, conjointement avec les déclarations DDG pour établir les statistiques mensuelles. Elle réaliserait des enquêtes annuelles complémentaires sur un échantillon d'entreprises sélectionné à partir de ces informations bancaires et stratifié sur la base des données administratives disponibles.

<sup>43</sup> déclarations TVA, déclarations douanières, répertoire Sirene, bilans et comptes de résultat (base de données Fiben de la BdF-DE).

<sup>44</sup> voir en particulier la note L05-019 du 9 juin 2005, G. Talon « enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services, conclusion des études de faisabilité »

Ce scénario présente les avantages suivants :

- le fait de disposer des grandes catégories (identification des règlements sur services) résout de fait le problème de sélection du scénario précédent ;
- le fait de disposer de totaux services au-dessus du seuil permettra un recalage moins fragile des données d'enquête ;
- il est probable que les échantillons nécessaires pour arriver à un niveau de précision acceptable soient de taille plus réduite (ce dernier point est à l'étude et fera l'objet d'une prochaine note).

Il convient par ailleurs de noter que le seuil à 50 000 € ne présenterait pas, dans cette optique, un obstacle insurmontable. En effet, les entreprises ne réalisant que des opérations inférieures à ce seuil, entreprises qui ne pourraient par conséquent pas être incluses dans un échantillon d'enquête, ne représentent qu'une part minime des flux enregistrés, de l'ordre de 2 % (voir tableau 1 ci-dessous).

**Tableau 1 : répartition des flux de services hors voyages (milliers d'euros)**

|                                    | nombre<br>d'entreprises | valeur totale des déclarations |                      |
|------------------------------------|-------------------------|--------------------------------|----------------------|
|                                    |                         | recettes                       | dépenses             |
| année 2000 : entreprises réalisant |                         |                                |                      |
| - slt des opérations > 50 000 €    | 3 881 soit 23.7 %       | 3 796 144 soit 4.9 %           | 2 720 341 soit 3.9 % |
| - des op. de toutes valeurs        | 5 695 34.7 %            | 71 509 637 93.1 %              | 65 509 205 94.6 %    |
| - slt des opérations < 50 000 €    | 6 818 41.6 %            | 310 186 0.4 %                  | 312 108 0.5 %        |
| - Siren non renseigné              | -                       | 1 225 795 1.6 %                | 700 388 1.0 %        |
| toutes les catégories réunies      | 16 394                  | 76 841 761                     | 69 242 042           |
| année 2001 : entreprises réalisant |                         |                                |                      |
| - slt des opérations > 50 000 €    | 3 925 soit 24.2 %       | 3 018 248 soit 4.1 %           | 2 448 925 soit 3.7 % |
| - des op. de toutes valeurs        | 5 618 34.6 %            | 68 645 818 93.6 %              | 62 547 088 94.3 %    |
| - slt des opérations < 50 000 €    | 6 692 41.2 %            | 500 088 0.7 %                  | 513 407 0.8 %        |
| - Siren non renseigné              | -                       | 1 136 759 1.6 %                | 819 230 1.2 %        |
| toutes les catégories réunies      | 16 235                  | 73 300 914                     | 66 328 570           |

Source : état des règlements 2000 et 2001, données harmonisées 2000 et 2001

## ANNEXE 10 : Les données de mesure de l'activité des filiales françaises à l'étranger

Les flux d'investissement direct à l'étranger (IDE) se sont considérablement développés ces dernières années en raison du renforcement des échanges de services, qui requièrent une présence sur le marché local ; il existe alors un lien structurel entre échange et IDE. Les services jouent également un rôle d'appui et favorisent le développement des firmes multinationales.

Les statistiques FATS (Foreign Affiliates Trade Statistics) outward décrivent l'activité des filiales non résidentes contrôlées par une entreprise résidente. Une entreprise est considérée comme une filiale d'une autre entreprise si cette dernière détient plus de 50% de son capital social. Il s'agit d'une analyse de pénétration des marchés allant au-delà des études sur l'évolution des échanges transfrontières de services.

L'enquête sur les stocks d'investissement direct français à l'étranger (IDFE) réalisée par la Banque de France permet d'identifier l'entreprise et de connaître le nom de la filiale (seul le lien direct est identifié), le pays d'implantation, la part du capital social détenue par l'entreprise résidente, la valeur de marché des participations (calculée en multipliant la part des actions de l'entreprise par leur cours boursier), les profits ou pertes et les dividendes payés (les bénéfices réinvestis). Une question supplémentaire sur le total des ventes des filiales (leur chiffre d'affaires) a été ajoutée en 2002 à l'enquête annuelle qui porte sur les stocks d'investissements directs à l'étranger supérieur à 10 millions d'euros (ce seuil n'était que de 3 millions d'euros auparavant). La collecte de cette nouvelle variable pose encore des problèmes de qualité car encore trop peu renseignée .

Les filiales sont sélectionnées à l'aide du critère de détention du capital social (il doit être strictement supérieur à 50%) sur la base des résultats de ce questionnaire. La totalité du stock d'IDFE de l'entreprise résidente est allouée à sa filiale avec une décomposition par secteur d'activité de la maison-mère (qui est une entreprise et non un groupe) et par pays hôte de la filiale. Il faut enfin noter les difficultés de recouvrement qu'il y a entre le champ de cette enquête et celui de la DREE<sup>45</sup> qui repose sur le recensement des filiales par le représentant de la DREE dans le pays d'accueil et non par une enquête auprès des maisons-mères résidentes.

La Banque de France dispose maintenant de données sur les FATS outward débutant en 1995 qui permet d'étudier l'évolution de quelques indicateurs macro-économiques.

**Tableau 1 : Statistiques FATS Outward**

|                          | 1995  | 1996  | 1997  | 1998  | 1999  | 2000  | 2001  | 2002  |
|--------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Nombre Entreprises       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| Maisons mères résidentes | 1890  | 1596  | 1518  | 1493  | 1980  | 1744  | 1933  | 1185  |
| Filiales Outward         | 6718  | 6319  | 6323  | 6482  | 7591  | 7716  | 8410  | 5051  |
| Chiffre d'affaires       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| Maisons mères résidentes | 335,3 | 314,8 | 353,8 | 394,0 | 420,7 | 466,9 | 527,4 | 479,7 |
| Filiales Outward         | 164,0 | 192,2 | 201,6 | 218,4 | 249,1 | 330,3 | 378,0 | 340,7 |

(Source : Rapport annuel de la Balance des paiements)

Ainsi, à titre d'indication en 1995, on dénombrait 8 682 entreprises ayant des stocks d'IDFE et 6 718 ayant des filiales à l'étranger; ces nombres passaient, respectivement à 10 169 et 8 410 en 2001.

Si on s'intéresse au total des ventes réalisées par les filiales implantées à l'étranger, on remarque qu'il a progressé depuis 1995 jusqu'en 2001, qu'il a diminué en 2002 mais devrait se redresser en 2003 (chiffre encore provisoire)

<sup>45</sup> DREE Direction des relations économiques extérieures. Fait partie depuis 2004 de la DGTEPE : Direction générale du Trésor et de la politique économique

## ANNEXE 11 : Les services d'intermédiation financière indirectement mesurée (SIFIM)

Les SIFIM ont été créés afin de mesurer de manière adaptée la production des intermédiaires financiers (IF) qui comprend, pour une part croissante, les frais et commissions (20 % en 1980 et 55 % en 2003) et une marge calculée par l'écart entre les taux d'intérêts débiteurs (sur les crédits) et créditeurs (sur les dépôts) appelée SIFIM.

La réglementation européenne régit la mesure des SIFIM et prévoit qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 les SIFIM soient répartis entre les secteurs institutionnels utilisateurs :

- exportations de SIFIM par les IF résidents à destination d'agents non financiers non-résidents,
- importations de SIFIM produits par les IF du reste du monde,
- consommations intermédiaires de SIFIM par des secteurs résidents (y compris les IF non producteurs de SIFIM) autres que les ménages et par les ménages propriétaires de leur logement,
- une consommation finale des particuliers.

Les paiements effectifs en intérêts aux (des) IF doivent être corrigés des SIFIM qui sont soustraits (ajoutés) des (aux) intérêts versés (reçus) par les emprunteurs (aux déposants).

A l'exportation, les SIFIM résultent de l'addition :

- de l'encours moyen des crédits accordés par les IF résidents aux agents non financiers non-résidents multiplié par l'écart entre le taux d'intérêt des crédits et le taux de référence externe et
- de l'encours moyen des dépôts collectés par les IF résidents auprès des agents non financiers non-résidents multiplié par l'écart entre le taux de référence externe et le taux d'intérêt des dépôts.

A l'importation, la méthode de calcul est symétrique. Le taux de référence externe est calculé, pour l'actif (le passif), par la part dans les actifs (passifs) détenus auprès (par) d'agents non-résidents de l'addition :

- des actifs (passifs) détenus auprès (par) d'agents non-résidents multipliés par le taux EONIA (Euro OverNight Index Average) et
- de la part des écarts d'intérêts sur les actifs (passifs) provenant (issus) de créances (engagements) détenues (auprès) sur des agents non-résidents.

Les chiffres provisoires en base 2000 indiquent un écart important entre la part des SIFIM exportés (12 % du total) et celle des SIFIM importés (7 % du total). En balance des paiements, les « autres revenus des autres investissements » concernent principalement des opérations interbancaires dont les encours sont très élevés, mais avec des avoirs et des engagements d'un montant proche de sorte que le solde reste faible. Un solde extérieur de 5 % des SIFIM semble donc élevé. Il convient d'indiquer que pour les SIFIM exportés, seuls les intérêts des opérations des IF résidents sont pris en compte, alors que, pour les SIFIM importés, c'est la ligne « autres intérêts » qui est utilisée. Il faut également souligner que le taux de référence est identique pour les importations et les exportations ; il s'agit de la moyenne des taux de crédits interbancaires entre banques résidentes et non-résidentes, comme le recommande le règlement européen. Le SIFIM est donc nul sur les opérations interbancaires. Il mesure donc bien des transactions entre un IF, d'un côté, et de l'autre, un agent non financier.

Il est possible de ventiler les exportations/importations entre les zones extra-UEM et intra-UEM dans la mesure où les encours de dépôts/crédits de la balance des paiements qui servent de base pour leur calcul effectuent bien cette distinction.

Les chiffres concernant les SIFIM sont rétropolés à partir de 1995, dans la base 2000 des comptes nationaux qui sera publiée en mai 2005. La pertinence d'une publication de ces données dans les balances des paiements pose encore question au niveau européen. Les données SIFIM sont incluses dans les comptes nationaux, agrégées par Eurostat et introduites directement dans la balance des paiements de la zone euro, sans passer par les balances des paiements nationales. Ces données ne sont qu'un *memorandum item*. Elles sont isolées dans les comptes trimestriels afin d'effectuer toutes les comparaisons possibles (avec et sans les SIFIM).

## ANNEXE 12 : L'enregistrement des services d'assurances

La Commission Statistique des Nations Unies a ouvert un cycle de mise à jour du système de comptes nationaux (SCN) qui devrait aboutir en 2008 à l'édition d'un nouveau manuel et à une application européenne en 2010. Dans ce contexte, les services d'assurance dommage ont fait l'objet d'une attention particulière afin d'améliorer le traitement des catastrophes.

La production de services d'assurance dommage se calcule par différence entre les primes, d'une part et les indemnités, d'autre part. Or, les indemnités sont très volatiles, particulièrement lors de catastrophes : la production peut alors baisser et même devenir négative. La règle était de neutraliser l'effet en volume ce qui a pu conduire à une baisse sensible des prix ; ainsi, aux Etats-Unis, les événements du 11 septembre 2001 ont entraîné une baisse du prix à la consommation des ménages de 0,3 % au troisième trimestre et une hausse du PIB de 0,2 point. En France, l'application stricte à la tempête de 1999 aurait conduit à une baisse de 1,3 % de la consommation des ménages au quatrième trimestre.

Selon la nouvelle recommandation internationale, la volatilité des indemnités doit être reportée sur les opérations de transferts en introduisant la notion « d'indemnités prévues » dans le calcul de la production. Ces indemnités prévues sont obtenues par lissage exponentiel des ratios « indemnités/primes » appliqués ensuite aux primes pour calculer les indemnités prévues, avec un traitement spécifique des catastrophes. Cette méthode a d'ores et déjà été utilisée aux Etats-Unis à partir de décembre 2003 faisant ainsi disparaître le saut lié aux effets du 11 septembre 2001. La différence entre les « indemnités prévues » et les « indemnités dues observées » est affectée en « transfert courant » entre les entreprises d'assurances et les assurés et affecte le compte de revenu, en comptabilité nationale. Lors de catastrophes, une partie du transfert peut être classé en transfert en capital. Toutefois, cette préconisation risque de créer des asymétries dans les balances des paiements, car un événement mineur pour un grand pays (comptabilisé en « transfert courant ») sera perçu comme une catastrophe (enregistré en « transfert en capital ») pour un petit pays. Ce nouveau traitement, qui demeure optionnel, a été appliqué par l'Insee en 2000 dans le cadre du changement de base pour les effets de la tempête de 1999. La production de ré-assurance, quant à elle, est traitée en consommation intermédiaire de la production des assureurs directs en appliquant la méthode des indemnités prévues. Les démarches des comptes nationaux et de la balance des paiements convergent vers l'application d'un coefficient lissé appliqué aux primes. Il faut cependant noter l'apparition d'une nécessaire complication avec la recommandation d'inclure désormais les suppléments de prime dans l'estimation du service d'assurance.

Ces changements dans la formule de calcul des services d'assurances dommages étaient nécessaires, car elle devenait incompréhensible en cas de catastrophes. L'excédent brut d'exploitation (EBE) s'éloigne ainsi des comptes des assurances car le profit normal est privilégié par rapport au profit observé. Il s'agit d'une nécessaire contrepartie afin d'obtenir une production et un PIB moins volatils et plus prévisibles.

Le traitement de la ré-assurance reste très différent en balance des paiements. Les prestations de ré-assurance des compagnies d'assurance s'effectuent par des sociétés non-résidentes. On s'attend donc à lire leurs valeurs dans le solde des transactions courantes et à ce que le solde du compte de capital reste à l'équilibre. Comment alors traiter les catastrophes ? Il s'agit pour l'instant d'une recommandation plus destinée aux comptes nationaux qu'à la balance des paiements, même si elle est compatible avec les discussions relatives au sixième manuel de la balance des paiements. Cela reste une option, mais il existe une pression pour adopter ces recommandations, la ré-assurance étant essentiellement un problème extérieur de balance des paiements.

## ANNEXE 13 : Flux d'échanges de services en valeur, d'après les comptes nationaux

Tableau 1 : flux d'échanges de services en valeur, évolution annuelle en volume et en prix de 2000 à 2003

|             |   | Valeur       |             | Volume       |            | Prix         |            | Valeur       |           | Volume       |             | Prix         |            | Valeur       |           |
|-------------|---|--------------|-------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|-----------|--------------|-------------|--------------|------------|--------------|-----------|
|             |   | 2000         |             | 2001         |            | 2001         |            | 2001         | 2002      |              | 2002        |              | 2002       |              | 2003      |
| <b>GN11</b> | <b>Activités de poste et de courrier</b>  |              |             |              |            |              |            |              |           |              |             |              |            |              |           |
| (NAF 64-1)  | IMP.UE                                    | 16           | 38%         | 22           | 0%         | 22           | 23%        | 27           | 4%        | 28           | 0%          | 28           | 0%         | 28           | 0%        |
|             | IMP.HUE                                   | 8            | 38%         | 11           | 0%         | 11           | -18%       | 9            | 0%        | 9            | 0%          | 9            | 0%         | 9            | 0%        |
|             | <b>TOT.IMP</b>                            | <b>24</b>    | <b>38%</b>  | <b>33</b>    | <b>0%</b>  | <b>33</b>    | <b>9%</b>  | <b>36</b>    | <b>3%</b> | <b>37</b>    | <b>0%</b>   | <b>37</b>    | <b>0%</b>  | <b>37</b>    | <b>0%</b> |
|             | EXP.UE                                    | 9            | 11%         | 10           | 0%         | 10           | 60%        | 16           | 0%        | 16           | -13%        | 14           | 7%         | 15           |           |
|             | EXP.HUE                                   | 6            | 17%         | 7            | 0%         | 7            | 14%        | 8            | 0%        | 8            | 0%          | 8            | 0%         | 8            | 0%        |
|             | <b>TOT.EXP</b>                            | <b>15</b>    | <b>13%</b>  | <b>17</b>    | <b>0%</b>  | <b>17</b>    | <b>41%</b> | <b>24</b>    | <b>0%</b> | <b>24</b>    | <b>-8%</b>  | <b>22</b>    | <b>5%</b>  | <b>23</b>    |           |
|             | <b>SOLDE</b>                              | <b>-9</b>    |             |              |            | <b>-16</b>   |            |              |           | <b>-13</b>   |             |              |            | <b>-14</b>   |           |
| <b>GN12</b> | <b>Télécommunications</b>                 |              |             |              |            |              |            |              |           |              |             |              |            |              |           |
| (NAF 64-2)  | IMP.UE                                    | 807          | 43%         | 1 158        | -5%        | 1 101        | 24%        | 1 360        | 0%        | 1 360        | 1%          | 1 380        | -1%        | 1 362        |           |
|             | IMP.HUE                                   | 413          | 44%         | 593          | -5%        | 563          | -23%       | 436          | 0%        | 436          | 2%          | 443          | -1%        | 437          |           |
|             | <b>TOT.IMP</b>                            | <b>1 220</b> | <b>44%</b>  | <b>1 751</b> | <b>-5%</b> | <b>1 664</b> | <b>8%</b>  | <b>1 796</b> | <b>0%</b> | <b>1 796</b> | <b>2%</b>   | <b>1 823</b> | <b>-1%</b> | <b>1 799</b> |           |
|             | EXP.UE                                    | 845          | 29%         | 1 088        | -5%        | 1 033        | 55%        | 1 598        | 0%        | 1 598        | -3%         | 1 546        | -1%        | 1 526        |           |
|             | EXP.HUE                                   | 584          | 29%         | 752          | -5%        | 714          | 10%        | 782          | 0%        | 782          | -3%         | 757          | -1%        | 747          |           |
|             | <b>TOT.EXP</b>                            | <b>1 429</b> | <b>29%</b>  | <b>1 840</b> | <b>-5%</b> | <b>1 747</b> | <b>36%</b> | <b>2 380</b> | <b>0%</b> | <b>2 380</b> | <b>-3%</b>  | <b>2 303</b> | <b>-1%</b> | <b>2 273</b> |           |
|             | <b>SOLDE</b>                              | <b>209</b>   |             |              |            | <b>83</b>    |            |              |           | <b>584</b>   |             |              |            | <b>474</b>   |           |
| <b>GN21</b> | <b>Activités informatiques</b>            |              |             |              |            |              |            |              |           |              |             |              |            |              |           |
| (NAF 72)    | IMP.UE                                    | 821          | -4%         | 788          | 3%         | 815          | 14%        | 930          | 2%        | 951          | -12%        | 838          | -2%        | 821          |           |
|             | IMP.HUE                                   | 654          | 16%         | 759          | 3%         | 785          | -9%        | 717          | 2%        | 734          | -7%         | 679          | -2%        | 665          |           |
|             | <b>TOT.IMP</b>                            | <b>1 475</b> | <b>5%</b>   | <b>1 547</b> | <b>3%</b>  | <b>1 600</b> | <b>3%</b>  | <b>1 647</b> | <b>2%</b> | <b>1 685</b> | <b>-10%</b> | <b>1 517</b> | <b>-2%</b> | <b>1 486</b> |           |
|             | EXP.UE                                    | 548          | 18%         | 644          | 3%         | 666          | 1%         | 675          | 2%        | 691          | -9%         | 627          | -2%        | 614          |           |
|             | EXP.HUE                                   | 604          | 31%         | 791          | 3%         | 818          | -8%        | 753          | 2%        | 770          | -10%        | 693          | -2%        | 679          |           |
|             | <b>TOT.EXP</b>                            | <b>1 152</b> | <b>25%</b>  | <b>1 435</b> | <b>3%</b>  | <b>1 484</b> | <b>-4%</b> | <b>1 428</b> | <b>2%</b> | <b>1 461</b> | <b>-10%</b> | <b>1 320</b> | <b>-2%</b> | <b>1 293</b> |           |
|             | <b>SOLDE</b>                              | <b>-323</b>  |             |              |            | <b>-116</b>  |            |              |           | <b>-224</b>  |             |              |            | <b>-193</b>  |           |
| <b>GN22</b> | <b>Services professionnels</b>            |              |             |              |            |              |            |              |           |              |             |              |            |              |           |
| (NAF 74-1A  | IMP.UE                                    | 1 300        | 7%          | 1 389        | 5%         | 1 457        | 12%        | 1 629        | 2%        | 1 666        | 22%         | 2 036        | 1%         | 2 060        |           |
| +74-1C      | IMP.HUE                                   | 1 208        | 7%          | 1 290        | 5%         | 1 353        | -14%       | 1 166        | 2%        | 1 193        | 22%         | 1 457        | 1%         | 1 474        |           |
| +74-1G)     | <b>TOT.IMP</b>                            | <b>2 508</b> | <b>7%</b>   | <b>2 679</b> | <b>5%</b>  | <b>2 810</b> | <b>-1%</b> | <b>2 795</b> | <b>2%</b> | <b>2 859</b> | <b>22%</b>  | <b>3 493</b> | <b>1%</b>  | <b>3 534</b> |           |
|             | EXP.UE                                    | 2 451        | -13%        | 2 130        | 5%         | 2 234        | 16%        | 2 590        | 2%        | 2 650        | -6%         | 2 487        | 1%         | 2 517        |           |
|             | EXP.HUE                                   | 1 819        | -13%        | 1 582        | 5%         | 1 659        | -13%       | 1 450        | 2%        | 1 483        | -6%         | 1 391        | 1%         | 1 408        |           |
|             | <b>TOT.EXP</b>                            | <b>4 270</b> | <b>-13%</b> | <b>3 712</b> | <b>5%</b>  | <b>3 893</b> | <b>4%</b>  | <b>4 040</b> | <b>2%</b> | <b>4 133</b> | <b>-6%</b>  | <b>3 878</b> | <b>1%</b>  | <b>3 925</b> |           |
|             | <b>SOLDE</b>                              | <b>1 762</b> |             |              |            | <b>1 083</b> |            |              |           | <b>1 274</b> |             |              |            | <b>391</b>   |           |
| <b>GN25</b> | <b>Architecture, ingénierie, contrôle</b> |              |             |              |            |              |            |              |           |              |             |              |            |              |           |
| (NAF 74-2 + | IMP.UE                                    | 3 156        | 11%         | 3 492        | 2%         | 3 558        | 14%        | 4 048        | 1%        | 4 101        | 0%          | 4 107        | 1%         | 4 152        |           |
| 74-3)       | IMP.HUE                                   | 2 971        | 11%         | 3 286        | 2%         | 3 348        | -1%        | 3 315        | 1%        | 3 358        | 0%          | 3 361        | 1%         | 3 398        |           |
|             | <b>TOT.IMP</b>                            | <b>6 127</b> | <b>11%</b>  | <b>6 778</b> | <b>2%</b>  | <b>6 906</b> | <b>7%</b>  | <b>7 363</b> | <b>1%</b> | <b>7 459</b> | <b>0%</b>   | <b>7 468</b> | <b>1%</b>  | <b>7 550</b> |           |
|             | EXP.UE                                    | 3 524        | 8%          | 3 815        | 2%         | 3 887        | -7%        | 3 621        | 1%        | 3 668        | 5%          | 3 856        | 1%         | 3 898        |           |
|             | EXP.HUE                                   | 3 703        | 9%          | 4 024        | 2%         | 4 100        | -2%        | 4 017        | 1%        | 4 069        | 5%          | 4 281        | 1%         | 4 328        |           |
|             | <b>TOT.EXP</b>                            | <b>7 227</b> | <b>8%</b>   | <b>7 839</b> | <b>2%</b>  | <b>7 987</b> | <b>-4%</b> | <b>7 638</b> | <b>1%</b> | <b>7 737</b> | <b>5%</b>   | <b>8 137</b> | <b>1%</b>  | <b>8 226</b> |           |
|             | <b>SOLDE</b>                              | <b>1 100</b> |             |              |            | <b>1 081</b> |            |              |           | <b>278</b>   |             |              |            | <b>676</b>   |           |

|                   | Valeur<br>2000   |               | Volume<br>2001 | Prix<br>2001  | Valeur<br>2001 |               | Volume<br>2001 | Prix<br>2001  | Valeur<br>2002 |               | Volume<br>2002 | Prix<br>2002  | Valeur<br>2003 |               |
|-------------------|--|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|
| <b>GN33</b>       | <b>Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises</b>            |               |                |               |                |               |                |               |                |               |                |               |                |               |
| (NAF 74-6 à 74-8) | IMP.UE   | 3 228         | 4%             | 3 372         | 3%             | 3 478         | -4%            | 3 355         | 3%             | 3 442         | 21%            | 4 175         | 2%             | 4 266         |
|                   | IMP.HUE  | 3 029         | 5%             | 3 175         | 3%             | 3 276         | -10%           | 2 964         | 3%             | 3 041         | 17%            | 3 560         | 2%             | 3 638         |
|                   | <b>TOT.IMP</b>   | <b>6 257</b>  | <b>5%</b>      | <b>6 547</b>  | <b>3%</b>      | <b>6 754</b>  | <b>-6%</b>     | <b>6 319</b>  | <b>3%</b>      | <b>6 483</b>  | <b>19%</b>     | <b>7 735</b>  | <b>2%</b>      | <b>7 904</b>  |
|                   | EXP.UE   | 2 693         | 4%             | 2 800         | 3%             | 2 889         | 5%             | 3 026         | 3%             | 3 105         | 38%            | 4 273         | 2%             | 4 366         |
|                   | EXP.HUE  | 2 837         | 4%             | 2 963         | 3%             | 3 057         | 16%            | 3 549         | 3%             | 3 641         | 33%            | 4 831         | 2%             | 4 937         |
|                   | <b>TOT.EXP</b>   | <b>5 530</b>  | <b>4%</b>      | <b>5 763</b>  | <b>3%</b>      | <b>5 946</b>  | <b>11%</b>     | <b>6 575</b>  | <b>3%</b>      | <b>6 746</b>  | <b>35%</b>     | <b>9 104</b>  | <b>2%</b>      | <b>9 303</b>  |
|                   | <b>SOLDE</b>   | <b>-727</b>   |                |               |                | <b>-808</b>   |                |               |                | <b>263</b>    |                |               |                | <b>1 399</b>  |
| <b>GP21</b>       | <b>Activités audiovisuelles</b>  |               |                |               |                |               |                |               |                |               |                |               |                |               |
| (NAF 92-1 + 92-2) | IMP.UE   | 997           | 11%            | 1 104         | -1%            | 1 091         | 6%             | 1 155         | 1%             | 1 170         | -16%           | 979           | 2%             | 996           |
|                   | IMP.HUE  | 836           | 11%            | 924           | -1%            | 912           | -19%           | 735           | 1%             | 745           | -17%           | 622           | 2%             | 632           |
|                   | <b>TOT.IMP</b>   | <b>1 833</b>  | <b>11%</b>     | <b>2 028</b>  | <b>-1%</b>     | <b>2 003</b>  | <b>-6%</b>     | <b>1 890</b>  | <b>1%</b>      | <b>1 915</b>  | <b>-16%</b>    | <b>1 601</b>  | <b>2%</b>      | <b>1 628</b>  |
|                   | EXP.UE   | 692           | -8%            | 636           | -1%            | 628           | 6%             | 663           | 2%             | 673           | -1%            | 668           | 2%             | 679           |
|                   | EXP.HUE  | 632           | -10%           | 567           | -1%            | 560           | -9%            | 508           | 1%             | 515           | -4%            | 492           | 2%             | 500           |
|                   | <b>TOT.EXP</b>   | <b>1 324</b>  | <b>-9%</b>     | <b>1 203</b>  | <b>-1%</b>     | <b>1 188</b>  | <b>-1%</b>     | <b>1 171</b>  | <b>1%</b>      | <b>1 188</b>  | <b>-2%</b>     | <b>1 160</b>  | <b>2%</b>      | <b>1 179</b>  |
|                   | <b>SOLDE</b>   | <b>-509</b>   |                |               |                | <b>-815</b>   |                |               |                | <b>-727</b>   |                |               |                | <b>-449</b>   |
| <b>GP2A</b>       | <b>Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes</b> |               |                |               |                |               |                |               |                |               |                |               |                |               |
| (NAF 92-3 à 92-7) | IMP.UE   | 202           | -15%           | 171           | 1%             | 173           | 36%            | 236           | 5%             | 248           | -5%            | 235           | 4%             | 244           |
|                   | IMP.HUE  | 344           | -8%            | 315           | 1%             | 319           | -13%           | 277           | 5%             | 292           | -1%            | 289           | 4%             | 300           |
|                   | <b>TOT.IMP</b>   | <b>546</b>    | <b>-11%</b>    | <b>486</b>    | <b>1%</b>      | <b>492</b>    | <b>4%</b>      | <b>513</b>    | <b>5%</b>      | <b>540</b>    | <b>-3%</b>     | <b>524</b>    | <b>4%</b>      | <b>544</b>    |
|                   | EXP.UE   | 147           | -4%            | 141           | 1%             | 143           | -8%            | 131           | 5%             | 138           | 16%            | 160           | 4%             | 166           |
|                   | EXP.HUE  | 804           | -14%           | 695           | 1%             | 703           | -14%           | 603           | 5%             | 635           | -3%            | 614           | 4%             | 637           |
|                   | <b>TOT.EXP</b>   | <b>951</b>    | <b>-12%</b>    | <b>836</b>    | <b>1%</b>      | <b>846</b>    | <b>-13%</b>    | <b>734</b>    | <b>5%</b>      | <b>773</b>    | <b>0%</b>      | <b>774</b>    | <b>4%</b>      | <b>803</b>    |
|                   | <b>SOLDE</b>   | <b>405</b>    |                |               |                | <b>354</b>    |                |               |                | <b>233</b>    |                |               |                | <b>259</b>    |
| <b>GN4A</b>       | <b>Recherche et développement marchands</b>                              |               |                |               |                |               |                |               |                |               |                |               |                |               |
| (NAF 73)          | IMP.UE   | 632           | 5%             | 664           | 3%             | 683           | -4%            | 658           | 3%             | 675           | -23%           | 522           | 2%             | 533           |
|                   | IMP.HUE  | 494           | 5%             | 519           | 3%             | 534           | -10%           | 481           | 3%             | 494           | -9%            | 451           | 2%             | 461           |
|                   | <b>TOT.IMP</b>   | <b>1 126</b>  | <b>5%</b>      | <b>1 183</b>  | <b>3%</b>      | <b>1 217</b>  | <b>-6%</b>     | <b>1 139</b>  | <b>3%</b>      | <b>1 169</b>  | <b>-17%</b>    | <b>973</b>    | <b>2%</b>      | <b>994</b>    |
|                   | EXP.UE   | 1 141         | 5%             | 1 198         | 3%             | 1 232         | 5%             | 1 288         | 3%             | 1 321         | 9%             | 1 438         | 2%             | 1 470         |
|                   | EXP.HUE  | 1 066         | 5%             | 1 120         | 3%             | 1 151         | 16%            | 1 338         | 3%             | 1 373         | 19%            | 1 636         | 2%             | 1 672         |
|                   | <b>TOT.EXP</b>   | <b>2 207</b>  | <b>5%</b>      | <b>2 318</b>  | <b>3%</b>      | <b>2 383</b>  | <b>10%</b>     | <b>2 626</b>  | <b>3%</b>      | <b>2 694</b>  | <b>14%</b>     | <b>3 074</b>  | <b>2%</b>      | <b>3 142</b>  |
|                   | <b>SOLDE</b>   | <b>1 081</b>  |                |               |                | <b>1 166</b>  |                |               |                | <b>1 525</b>  |                |               |                | <b>2 148</b>  |
| <b>Ensemble</b>   |  | <b>Valeur</b> |                | <b>Volume</b> |                | <b>Prix</b>   |                | <b>Valeur</b> |                | <b>Volume</b> |                | <b>Prix</b>   |                | <b>Valeur</b> |
|                   |  | <b>2000</b>   |                | <b>2001</b>   |                | <b>2001</b>   |                | <b>2001</b>   |                | <b>2002</b>   |                | <b>2002</b>   |                | <b>2003</b>   |
|                   | IMP.UE   | 11 159        | 9%             | 12 160        | 2%             | 12 378        | 8%             | 13 398        | 2%             | 13 641        | 5%             | 14 300        | 1%             | 14 462        |
|                   | IMP.HUE  | 9 957         | 9%             | 10 872        | 2%             | 11 101        | -9%            | 10 100        | 2%             | 10 302        | 6%             | 10 871        | 1%             | 11 014        |
|                   | <b>TOT.IMP</b>   | <b>21 116</b> | <b>9%</b>      | <b>23 032</b> | <b>2%</b>      | <b>23 479</b> | <b>0%</b>      | <b>23 498</b> | <b>2%</b>      | <b>23 943</b> | <b>5%</b>      | <b>25 171</b> | <b>1%</b>      | <b>25 476</b> |
|                   | EXP.UE   | 12 050        | 3%             | 12 462        | 2%             | 12 722        | 7%             | 13 608        | 2%             | 13 860        | 9%             | 15 069        | 1%             | 15 251        |
|                   | EXP.HUE  | 12 055        | 4%             | 12 501        | 2%             | 12 769        | 2%             | 13 008        | 2%             | 13 276        | 11%            | 14 703        | 1%             | 14 916        |
|                   | <b>TOT.EXP</b>   | <b>24 105</b> | <b>4%</b>      | <b>24 963</b> | <b>2%</b>      | <b>25 491</b> | <b>4%</b>      | <b>26 616</b> | <b>2%</b>      | <b>27 136</b> | <b>10%</b>     | <b>29 772</b> | <b>1%</b>      | <b>30 167</b> |
|                   | <b>SOLDE</b>   | <b>2 989</b>  |                |               |                | <b>2 012</b>  |                |               |                | <b>3 193</b>  |                |               |                | <b>4 691</b>  |

Source : comptabilité nationale

## ANNEXE 14 : Exportations et importation des entreprises de services, d'après l'EAE de services

**Tableau 1 : exportations et importations des entreprises de services  
(INSEE, enquête annuelle d'entreprise)**

|  | Exports        | Exports        | Exports        | Imports      | Imports      | Imports      |
|--|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------|--------------|
|  | 2000           | 2001           | 2002           | 2000         | 2001         | 2002         |
| <b>633Z-Agences de voyage</b>                              | <b>1 180,7</b> | <b>1 861,0</b> | <b>745,3</b>   | <b>518,2</b> | <b>367,0</b> | <b>734,6</b> |
| agences de voyage  | 16,9           | 0,0            |                | 9,6          | 0,0          |              |
| org de voy vendu par d'autres ent                          | 1 002,5        | 906,6          | 254,6          | 307,2        | 131,4        | 248,8        |
| org de voy vendu direct aux clients                        | 89,8           | 604,8          | 184,8          | 175,9        | 223,9        | 317,9        |
| vte de voy organises /d autres ent                         | 3,8            | 98,0           | 103,6          | 3,2          | 5,0          | 64,7         |
| Bill de transp, hebergts, rest, spect                      | 67,7           | 251,6          | 201,8          | 22,3         | 6,7          | 103,1        |
| Informats touristiques                                     | 0,0            | 0,0            | 0,1            | 0,0          | 0,0          | 0,1          |
| Guides touristiques  |                |                | 0,4            |              |              | 0,0          |
|  |                |                |                |              |              |              |
| <b>642A-Telecommunications nationales</b>                  | <b>628,8</b>   | <b>2 438,2</b> | <b>1 844,6</b> | <b>261,2</b> | <b>353,9</b> | <b>411,9</b> |
| serv de telephones publics                                 | 1,1            | 1 915,3        |                | 52,2         | 55,5         |              |
| serv de diffus & transm emiss radio-TV                     | 7,8            | 5,1            |                | 0,4          | 0,6          |              |
| autres activités de télécommunications                     | 0,3            | 0,0            |                | 0,0          | 13,0         |              |
| serv de telephones publics                                 | 130,1          | 116,8          | 8,8            | 120,9        | 177,8        | 4,6          |
| telecom a infrastructure fixe                              | 16,6           | 0,0            | 1 124,8        | 0,0          | 0,0          | 316,8        |
| telecom mobiles  | 57,5           | 123,5          | 248,8          | 15,7         | 10,5         | 11,1         |
| Messagerie a VA & serv interm telecom                      | 26,2           | 48,3           | 33,3           | 4,7          | 51,1         | 64,3         |
| serv de diffus & trans emiss radio-TV                      | 89,0           | 8,9            | 0,6            | 37,7         | 42,1         | 0,0          |
| autres activités de télécommunications                     | 300,2          | 220,3          | 407,3          | 29,6         | 3,3          | 11,0         |
| services de diffusion et transmission d'émissions radio-TV |                |                | 21,0           |              |              | 4,1          |
|  |                |                |                |              |              |              |
| <b>672Z-Auxiliaires d'assurance</b>                        | <b>41,6</b>    | <b>44,1</b>    | <b>119,9</b>   | <b>0,3</b>   | <b>4,8</b>   | <b>12,2</b>  |
| Activ de courtage d'assur                                  | 0,6            | 40,3           | 103,8          | 0,0          | 4,4          | 1,8          |
| Activ d'agence gener d'assu                                | 5,9            | 0,0            | 7,1            | 0,0          | 0,3          | 8,8          |
| activité de courtage : assurance                           | 28,9           |                | 0,0            | 0,3          |              | 0,0          |
| activité d'agent général d'assurance : assurance           | 0,2            |                |                | 0,0          |              |              |
| auxiliaires d'assurance                                    | 0,1            |                | 5,5            | 0,0          |              | 1,4          |
| Services d'exper d'assur                                   | 5,9            | 3,1            | 2,0            | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| autres activités liées aux assurances                      |                | 0,7            | 1,5            |              | 0,1          | 0,2          |
|  |                |                |                |              |              |              |
| <b>71-Location sans opérateur</b>                          | <b>196,9</b>   | <b>180,9</b>   | <b>243,8</b>   | <b>13,9</b>  | <b>57,3</b>  | <b>36,6</b>  |
|  |                |                |                |              |              |              |
| <b>711Z-Location de vehicules automobiles</b>              | <b>57,3</b>    | <b>20,2</b>    | <b>19,4</b>    | <b>3,4</b>   | <b>7,8</b>   | <b>5,9</b>   |
| location de véhicules automobiles                          | 0,2            | 6,8            |                | 0,0          | 0,0          |              |
| loc crte duree de vehic part, utilitair                    | 49,3           | 5,7            | 18,2           | 1,4          | 7,1          | 5,6          |
| loc long duree de vehic part, utilitair                    | 7,8            | 7,7            | 1,2            | 2,0          | 0,7          | 0,3          |
| <b>712A-Loc d'autres mat de transp terr</b>                | <b>123,8</b>   | <b>103,2</b>   | <b>106,5</b>   | <b>9,9</b>   | <b>31,0</b>  | <b>22,3</b>  |
| location d'autres matériels de transport terrestre         | 7,0            |                | 2,7            | 0,0          |              | 1,1          |
| loc crte duree de camions                                  | 1,8            | 12,3           | 7,4            | 0,5          | 0,7          | 0,0          |
| loc long duree de camions                                  | 17,9           | 2,2            | 1,9            | 1,0          | 0,7          | 0,0          |

|   | Exports         | Exports        | Exports        | Imports        | Imports        | Imports        |
|---|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|   | 2000            | 2001           | 2002           | 2000           | 2001           | 2002           |
| loc de wagons   | 43,5            | 52,5           | 58,6           | 6,8            | 10,7           | 7,6            |
| loc de conteneurs   | 23,5            | 29,9           | 24,8           | 0,9            | 17,8           | 12,4           |
| loc de moto, caravanes & auto-caravanes                             | 0,0             | 0,0            | 0,0            | 0,7            | 0,9            | 0,8            |
| loc d'autres mat de transport terrestre                             | 2,8             | 5,2            | 4,0            | 0,0            | 0,2            | 0,0            |
| loc de bateaux, cargos & navires                                    | 27,3            | 1,1            | 7,1            | 0,0            | 0,0            | 0,4            |
| <b>712E-Loc d'appareils de transp aerien</b>                        | <b>15,8</b>     | <b>57,5</b>    | <b>117,9</b>   | <b>0,6</b>     | <b>18,5</b>    | <b>8,4</b>     |
| <b>72-Activités informatiques</b>                                   | <b>2 495,0</b>  | <b>3 300,1</b> | <b>3 254,6</b> | <b>354,0</b>   | <b>922,5</b>   | <b>1 342,5</b> |
| <b>721Z-Conseils en configurations info</b>                         | <b>305,3</b>    | <b>514,8</b>   | <b>540,9</b>   | <b>86,8</b>    | <b>155,5</b>   | <b>221,1</b>   |
| conseil en systèmes informatiques                                   | 9,7             | 2,3            | 17,7           | 4,7            | 1,7            | 0,4            |
| Ingenierie de systeme informatique                                  | 177,8           | 290,9          | 374,7          | 60,3           | 77,0           | 135,1          |
| etudes & cseil en config informatique                               | 117,8           | 221,6          | 148,5          | 21,8           | 76,8           | 85,6           |
|   |                 |                |                |                |                |                |
| <b>722Z-Realisation de logiciels</b>                                | <b>1 861,8</b>  | <b>2 536,8</b> | <b>2 328,3</b> | <b>201,7</b>   | <b>529,7</b>   | <b>696,0</b>   |
| Real de progiciels systemes & utilit                                | 127,5           | 249,8          | 1 321,5        | 13,5           | 91,9           | 199,0          |
| Real de progiciels applicatifs                                      | 732,8           | 412,4          | 0,0            | 24,9           | 60,0           | 0,5            |
| réalisation de logiciels  | 7,4             | 12,2           | 3,5            | 4,2            | 1,9            | 1,2            |
| cseil en developpmnt de logiciels                                   | 69,9            | 66,4           | 997,9          | 3,7            | 16,9           | 493,9          |
| Realisat de logiciels non standards                                 | 588,5           | 801,3          | 5,4            | 44,4           | 120,1          | 1,4            |
| Mise a disposit d'analystes-programmeur                             | 95,5            | 141,1          |                | 59,1           | 114,3          |                |
| Maintenance tierce partie de logiciels                              | 39,3            | 77,9           |                | 6,5            | 46,1           |                |
| Edition de jeux video   |                 | 0,6            |                |                | 0,1            |                |
| Edition d'autres logiciels de loisirs                               |                 | 2,2            |                |                | 0,1            |                |
| Autres serv de realisat de logiciels                                | 83,2            | 234,3          |                | 30,8           | 40,5           |                |
| Conc et dev de sup inf enr (dt cdrom)                               | 117,7           | 538,6          |                | 14,6           | 37,8           |                |
|   |                 |                |                |                |                |                |
| <b>723Z-Traitement de donnees</b>                                   | <b>251,3</b>    | <b>149,3</b>   | <b>304,6</b>   | <b>45,5</b>    | <b>79,6</b>    | <b>346,6</b>   |
| Prise en charge de la fonct info                                    | 14,1            | 49,7           | 70,7           | 2,2            | 35,4           | 114,1          |
| Gest & assist de centres info, back up                              | 0,4             | 2,6            | 1,5            | 0,1            | 0,5            | 25,6           |
| traitement des données  | 0,4             | 0,0            | 2,7            | 0,0            | 0,0            | 0,2            |
| Saisie & preparat de donnees  | 4,5             | 20,3           | 14,5           | 2,2            | 0,9            | 30,4           |
| Trav a facon info (hors saisie)                                     | 30,3            | 23,7           | 28,9           | 23,6           | 7,7            | 93,3           |
| Mise a dispo de mat & reseaux info                                  | 1,9             | 16,6           | 153,7          | 0,3            | 2,2            | 15,7           |
| vente d'espaces publicitaires liée à la fourniture d'accès Internet |                 | 0,6            |                |                | 0,0            |                |
| Autres serv de traitmnt des donnees                                 | 199,7           | 35,8           | 32,6           | 17,1           | 32,9           | 67,3           |
|   |                 |                |                |                |                |                |
| <b>724Z-Activites de banques de donnees</b>                         | <b>24,3</b>     | <b>53,3</b>    | <b>32,1</b>    | <b>2,2</b>     | <b>12,5</b>    | <b>5,9</b>     |
|   |                 |                |                |                |                |                |
| <b>725Z-Entr &amp; repar mach bureau &amp; mat info</b>             | <b>52,3</b>     | <b>45,9</b>    | <b>48,7</b>    | <b>17,8</b>    | <b>145,2</b>   | <b>72,9</b>    |
| Entr & reparat de mach de bureau                                    | 16,5            | 22,7           | 27,3           | 2,1            | 125,0          | 47,0           |
| Entr & reparat d'ordinat & aut periph                               | 35,8            | 23,2           | 21,4           | 15,7           | 20,2           | 25,9           |
|   |                 |                |                |                |                |                |
| <b>74-1 Activités juridiques et comptables</b>                      | <b>18 092,2</b> | <b>7 104,1</b> | <b>6 179,3</b> | <b>1 199,7</b> | <b>2 452,9</b> | <b>1 950,0</b> |
| <b>741A-Activites juridiques</b>                                    | <b>376,7</b>    | <b>389,8</b>   | <b>469,8</b>   | <b>92,7</b>    | <b>110,8</b>   | <b>88,2</b>    |
| activités juridiques  | 5,9             |                |                | 0,0            |                |                |
| cseil & repres jurid en droit penal                                 | 0,3             | 4,0            | 17,7           | 0,0            | 0,0            | 2,8            |
| cseil & repres jurid en droit civil                                 | 10,0            | 5,0            | 2,9            | 0,0            | 1,9            | 2,6            |

|   | Exports         | Exports        | Exports        | Imports      | Imports        | Imports        |
|---|-----------------|----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|
|   | 2000            | 2001           | 2002           | 2000         | 2001           | 2002           |
| cseil & repres jurid en droits profess              | 242,4           | 266,9          | 299,7          | 39,2         | 60,5           | 16,1           |
| cseil & repres jurid en droit public                | 10,6            | 22,7           | 27,7           | 2,8          | 3,9            | 25,3           |
| Act jurid sur marques & brev                        | 64,1            | 48,4           | 72,6           | 49,8         | 44,5           | 38,9           |
| Redact d'actes authentiques                         | 8,1             | 2,9            | 0,0            | 0,0          | 0,0            | 1,4            |
| Redact d'autres actes                               | 24,1            | 34,6           | 37,4           | 0,0          | 0,0            | 0,3            |
| Signif actes, redact de constats                    | 6,9             | 0,7            | 0,0            | 0,9          | 0,0            | 0,5            |
| Tenue de vte publiques                              | 4,3             | 4,4            | 4,2            | 0,0          | 0,0            | 0,0            |
| Autres activites juridiques                         | 0,0             | 0,2            | 2,7            | 0,0          | 0,0            | 0,1            |
| Autres activites juridiques                         |                 |                | 4,9            |              |                | 0,2            |
|   |                 |                |                |              |                |                |
| <b>741C-Activites comptables</b>                    | <b>183,8</b>    | <b>150,1</b>   | <b>172,5</b>   | <b>65,5</b>  | <b>58,7</b>    | <b>13,1</b>    |
| activites comptables                                | 0,0             | 5,2            |                | 0,0          | 0,0            |                |
| cseil & analyses en compta, audit fin               | 25,4            | 45,8           | 36,6           | 8,0          | 6,0            | 8,8            |
| Commissariat aux cpts                               | 133,4           | 85,2           | 97,8           | 51,7         | 50,5           | 0,9            |
| Tenue & surveillance de comptabilite                | 23,8            | 13,8           | 36,8           | 5,3          | 2,2            | 3,2            |
| Centres de gest agrees                              | 0,0             |                | 0,4            | 0,5          |                | 0,1            |
| Autres activites comptables                         | 1,2             | 0,1            | 0,9            | 0,0          | 0,0            | 0,1            |
|   |                 |                |                |              |                |                |
| <b>741E-Etudes de marche et sondages</b>            | <b>228,1</b>    | <b>268,8</b>   | <b>202,9</b>   | <b>89,2</b>  | <b>93,9</b>    | <b>65,6</b>    |
| Etudes de marche                                    | 94,3            | 187,3          | 123,6          | 42,8         | 50,6           | 30,8           |
| Etudes economiques ou socio                         | 37,6            | 22,6           | 20,0           | 3,5          | 3,5            | 12,8           |
| études de marché et sondages                        | 5,1             |                | 0,0            | 0,0          |                | 0,0            |
| Sondages & enquetes d'opinion                       | 39,3            | 32,2           | 47,2           | 17,1         | 16,8           | 13,9           |
| Aut act d'etudes marche & sondage                   | 51,8            | 26,7           | 12,1           | 25,8         | 23,0           | 8,1            |
|   |                 |                |                |              |                |                |
| <b>741G-Conseil pour les affaires &amp; la gest</b> | <b>1 141,1</b>  | <b>1 240,3</b> | <b>1 423,6</b> | <b>285,5</b> | <b>260,4</b>   | <b>315,3</b>   |
| conseils pour les affaires et la gestion            | 49,1            | 29,7           | 13,8           | 4,7          | 8,2            | 11,0           |
| Cseil en org, planificat & adm general              | 496,7           | 430,6          | 416,6          | 156,8        | 35,8           | 52,1           |
| Cseil en informat & documentat                      | 5,7             | 29,1           | 35,8           | 7,8          | 10,5           | 10,0           |
| Cseil en gest fin (ingen, planif,,)                 | 134,3           | 196,5          | 277,7          | 6,3          | 6,4            | 46,3           |
| Cseil en gest commerciale                           | 96,0            | 103,2          | 208,5          | 1,1          | 61,8           | 54,3           |
| Cseil en gest de ress hum (nc recrut)               | 27,4            | 26,4           | 36,2           | 2,7          | 3,9            | 4,9            |
| Cseil en gest de la product                         | 222,2           | 255,2          | 255,9          | 84,0         | 70,6           | 80,4           |
| Cseil en relats publiques                           | 55,6            | 70,7           | 91,7           | 6,2          | 29,4           | 34,0           |
| Aut act de cseil pr aff & la gest                   | 54,1            | 98,9           | 87,4           | 15,9         | 33,8           | 22,3           |
|   |                 |                |                |              |                |                |
| <b>741J-Administration d'entreprises</b>            | <b>16 162,5</b> | <b>5 055,1</b> | <b>3 910,5</b> | <b>666,8</b> | <b>1 929,1</b> | <b>1 467,8</b> |
| administration d'entreprises                        | 96,1            | 0,5            | 41,7           | 0,0          | 0,0            | 0,0            |
| Direct des filiales du groupe                       | 357,8           | 2 351,9        | 375,8          | 11,6         | 91,8           | 48,7           |
| serv d'administration d'entrep                      | 293,0           | 867,0          | 181,5          | 15,0         | 649,5          | 87,3           |
| serv info rendus aux ent du groupe                  | 16,3            | 12,8           | 11,0           | 0,0          | 0,2            | 1,4            |
| serv compt & jurid, cseil pr aff & gest             | 127,4           | 118,2          | 250,0          | 8,7          | 30,8           | 48,1           |
| serv de loc mob & immob aux ent du grp              | 6,1             | 0,7            | 5,4            | 0,0          | 0,1            | 0,0            |
| Autres serv rendus aux ent du groupe                | 15 265,8        | 1 704,0        | 3 045,1        | 631,5        | 1 156,7        | 1 282,3        |

|  | Exports        | Exports        | Exports        | Imports      | Imports      | Imports      |
|--|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------|--------------|
|  | 2000           | 2001           | 2002           | 2000         | 2001         | 2002         |
| <b>74.2-Activités d'architecture et d'ingénierie</b> | <b>4 608,1</b> | <b>4 935,4</b> | <b>6 511,0</b> | <b>480,2</b> | <b>995,5</b> | <b>844,0</b> |
| <b>742A-Activités d'architecture</b>                 | <b>66,3</b>    | <b>147,5</b>   | <b>118,4</b>   | <b>2,7</b>   | <b>4,5</b>   | <b>8,7</b>   |
| Concept archit de maisons indiv                      | 1,6            | 0,6            | 4,7            | 0,0          | 0,1          | 1,1          |
| Concept archit d'aut ouvr neufs                      | 4,7            | 12,8           | 27,2           | 1,1          | 0,4          | 2,3          |
| Concept archit de travx gros entr/renov              | 1,2            | 28,7           | 10,4           | 0,0          | 0,7          | 1,4          |
| Amenagement de constructions                         | 2,6            | 4,0            | 3,9            | 0,4          | 0,9          | 0,4          |
| activités d'architectes                              | 6,2            | 0,3            | 0,4            | 0,1          | 0,0          | 0,0          |
| Etudes & cseil architecturaux                        | 50,0           | 77,5           | 62,1           | 1,1          | 0,8          | 2,3          |
| Architecture paysagere                               | 0,0            | 0,3            | 0,4            | 0,0          | 0,5          | 0,1          |
| cseil & etudes en mat amenagmnt urbain               |                | 1,5            | 0,2            |              | 0,2          | 0,2          |
| Autres serv architecturaux                           |                | 21,8           | 9,1            |              | 0,9          | 0,9          |
| <b>742B-Metreurs, geometres</b>                      | <b>0,6</b>     | <b>5,9</b>     | <b>6,0</b>     | <b>0,3</b>   | <b>1,4</b>   | <b>1,4</b>   |
| Devis d'ouvrages, metres des travx                   | 0,1            | 3,4            | 4,0            | 0,0          | 0,0          | 0,6          |
| Leves de terrains, topographie                       | 0,5            | 2,5            | 1,9            | 0,3          | 1,1          | 0,7          |
| Amenagmnt urbain & rural, cadastre                   |                | 0,0            | 0,1            |              | 0,3          | 0,1          |
| <b>742C-Ingenierie, etudes techniques</b>            | <b>4 541,2</b> | <b>4 782,0</b> | <b>6 386,6</b> | <b>477,2</b> | <b>989,6</b> | <b>833,9</b> |
| etd techn pr construct de batiment                   | 132,6          | 274,6          | 184,8          | 4,9          | 33,9         | 3,8          |
| etd techn pr construct ouvrg infrast                 | 104,5          | 95,0           | 199,4          | 4,7          | 6,6          | 18,4         |
| etd techn special pr l equipmnt de bat               | 9,1            | 8,1            | 2,4            | 0,0          | 0,1          | 0,4          |
| etd techn pr projets indus (hors bat)                | 1 211,0        | 745,7          | 633,1          | 90,3         | 127,5        | 140,1        |
| Autres activites d'ingen & etd techn                 | 1 527,6        | 1 873,8        | 1 738,9        | 201,1        | 470,7        | 453,4        |
| assist techn a utilisat mat complexe                 | 781,7          | 981,1          | 2 686,9        | 112,6        | 224,3        | 132,8        |
| assist a maitrise d'ouvrage                          | 32,5           | 45,3           | 106,8          | 23,5         | 18,6         | 1,1          |
| etdes & cseils sciences de la terre                  | 295,3          | 306,2          | 359,5          | 18,8         | 7,5          | 3,8          |
| serv de prospect souterr & de surface                | 0,0            | 4,0            | 4,1            | 0,0          | 0,0          | 0,1          |
| serv d etablissmnt de cartes                         |                |                | 0,0            |              |              | 0,0          |
| Autres rattachees aux sc de la terre                 | 120,2          | 137,2          | 39,1           | 7,3          | 0,2          | 0,0          |
| ingénierie, études techniques                        | 14,6           | 1,8            | 4,3            | 7,5          | 6,5          | 8,8          |
| etd & cseils technprealables                         | 312,1          | 309,2          | 427,3          | 6,5          | 93,7         | 71,2         |
| <b>743A-Controle technique automobile</b>            | <b>0,0</b>     | <b>0,0</b>     | <b>1,4</b>     | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>   | <b>0,5</b>   |
| <b>743B-Analyses, essais &amp; inspections tech</b>  | <b>72,7</b>    | <b>122,4</b>   | <b>102,9</b>   | <b>5,7</b>   | <b>14,9</b>  | <b>13,7</b>  |
| analyses, essais et inspections techniques           | 1,4            |                |                | 0,0          |              |              |
| serv d'insp & ctrl techn de bat                      | 2,3            | 2,9            | 2,6            | 0,3          | 1,0          | 1,3          |
| serv d'insp & ctrl techn verif fctt                  | 23,6           | 21,8           | 28,6           | 0,7          | 0,5          | 1,4          |
| serv de certificat de prod ou de syst                | 8,0            | 23,5           | 3,5            | 1,3          | 1,5          | 1,8          |
| Essais & analyses chimiques ou biolog                | 6,6            | 8,4            | 8,4            | 0,5          | 1,1          | 1,2          |
| Essais & analyses physiques                          | 3,2            | 10,1           | 13,1           | 0,1          | 0,6          | 0,9          |
| Essais & analyses de systemes                        | 5,8            | 4,8            | 2,4            | 0,0          | 0,1          | 0,0          |
| Autres act de ctrl, insp & anal techn                | 21,8           | 50,9           | 44,3           | 2,8          | 10,1         | 7,1          |

|   | Exports      | Exports      | Exports        | Imports      | Imports      | Imports      |
|---|--------------|--------------|----------------|--------------|--------------|--------------|
|   | 2000         | 2001         | 2002           | 2000         | 2001         | 2002         |
| <b>74.4-Publicité</b>                                 | <b>904,4</b> | <b>990,3</b> | <b>1 035,8</b> | <b>211,1</b> | <b>267,9</b> | <b>323,8</b> |
| <b>744A-Gestion de supports de publicite</b>          | <b>481,0</b> | <b>373,5</b> | <b>395,1</b>   | <b>27,1</b>  | <b>57,5</b>  | <b>125,4</b> |
| Regie de presse                                       | 147,5        | 142,9        | 145,6          | 11,1         | 46,5         | 46,1         |
| Regie de TV   | 227,7        | 171,4        | 207,1          | 0,3          | 0,5          | 3,8          |
| Regie de radio  | 11,0         | 21,3         | 6,0            | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| Regie d'affichage ou de pub exterieure                | 23,8         | 16,9         | 16,5           | 6,4          | 4,1          | 2,5          |
| Regie d'autres types de support                       | 6,7          | 16,8         | 13,8           | 3,3          | 2,3          | 70,4         |
| Regie pub :recettes d'ech de marchandis               |              |              | 0,5            |              |              | 0,0          |
| gestion de supports de publicite                      | 5,5          | 0,0          | 0,0            | 0,3          | 0,0          | 0,0          |
| Distribut de prospectus & d'echant pub                | 1,5          | 2,5          | 4,7            | 0,1          | 0,3          | 0,4          |
| Pose d'affich, entrtien de panneau pub                | 57,3         | 1,7          | 0,9            | 5,6          | 3,8          | 2,2          |
| <b>744B-Agences, conseil en publicite</b>             | <b>423,4</b> | <b>616,8</b> | <b>640,7</b>   | <b>184,0</b> | <b>210,4</b> | <b>198,4</b> |
| Marketing direct, marketing telephonique              | 0,9          | 1,7          | 1,4            | 0,0          | 0,1          | 0,3          |
| Promot des vte (pub directe)                          | 23,9         | 94,9         | 70,1           | 13,4         | 48,7         | 16,9         |
| Autres activites pub hors media                       | 21,6         | 8,0          | 15,6           | 9,7          | 0,0          | 10,9         |
| Communicat emploi                                     | 3,2          | 1,7          | 1,6            | 3,4          | 0,0          | 0,0          |
| marketing direct                                      | 9,5          | 36,2         | 64,4           | 2,0          | 1,6          | 9,8          |
| communication (divers)                                | 3,6          | 9,4          | 11,6           | 0,2          | 1,1          | 1,0          |
| agences de publicite généralistes                     | 140,8        | 342,1        | 324,2          | 18,3         | 70,0         | 61,5         |
| centrales d'achat                                     | 45,2         | 60,9         | 77,6           | 44,8         | 21,6         | 20,0         |
| créateurs indépendants                                | 30,1         | 40,6         | 40,1           | 4,0          | 42,0         | 42,4         |
| autres prestations                                    | 117,4        | 18,0         | 33,4           | 85,7         | 25,1         | 33,2         |
| etudes média, conseil en achats média, media-planning |              | 3,3          | 0,1            |              | 0,2          | 0,1          |
| agences, conseils en publicite                        | 27,2         | 0,0          | 0,6            | 2,5          | 0,0          | 2,3          |
| <b>745A-Selection et mise a dispo de person</b>       | <b>35,9</b>  | <b>72,7</b>  | <b>53,6</b>    | <b>0,5</b>   | <b>3,2</b>   | <b>2,2</b>   |
| sélection, mise à disposition du personnel            | 1,4          |              | 0,0            | 0,0          |              | 0,0          |
| Fourniture & mise a disposit de perso                 | 16,5         | 28,4         | 21,3           | 0,0          | 0,8          | 0,6          |
| cseil en rech & sel pr recrut cadres                  | 12,3         | 38,7         | 29,2           | 0,0          | 1,6          | 1,4          |
| cseil en rech & sel pr recrut non cadr                | 5,5          | 4,5          | 0,3            | 0,5          | 0,8          | 0,2          |
| serv outplacmnt, de reclasmnt prof                    |              | 0,0          | 0,0            |              | 0,0          | 0,0          |
| Autres serv spec de cseil en rech & sel               | 0,2          | 1,1          | 2,8            | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| <b>745B-Travail temporaire</b>                        | <b>171,7</b> | <b>130,2</b> | <b>111,4</b>   | <b>0,2</b>   | <b>0,2</b>   | <b>0,0</b>   |
| <b>746Z-Enquetes et securite</b>                      | <b>19,2</b>  | <b>18,6</b>  | <b>19,9</b>    | <b>5,7</b>   | <b>4,4</b>   | <b>9,4</b>   |
| enquêtes et sécurité                                  |              |              | 0,7            |              |              | 1,3          |
| Enquete & recherche (hors cadre judic)                | 0,9          | 0,5          | 0,3            | 0,0          | 0,7          | 0,3          |
| serv de securite techn& incendie                      |              | 0,0          | 0,0            |              | 0,0          | 0,0          |
| Gardiennage d'immeub habitat & locaux                 | 4,2          | 5,4          | 7,0            | 0,3          | 0,6          | 0,5          |
| Telesurveillance, telesecurite                        | 0,3          | 0,3          | 0,6            | 2,7          | 0,7          | 4,8          |
| ctrlle & surv pdt activite d etablissmnt              | 2,3          | 1,5          | 1,7            | 0,0          | 0,1          | 0,1          |
| ctrlle des entree/sortie lors d'evnmt                 | 0,0          | 0,8          | 1,2            | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| cseil en secur indus ou personnelle                   | 1,2          | 1,4          | 0,9            | 0,0          | 0,0          | 0,0          |

|   | Exports     | Exports     | Exports      | Imports     | Imports     | Imports     |
|---|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
|   | 2000        | 2001        | 2002         | 2000        | 2001        | 2002        |
| Transport de fonds & de valeurs                   | 6,6         | 7,1         | 7,3          | 2,7         | 2,3         | 2,4         |
| Gardes du corps                                   | 1,1         | 0,1         | 0,0          | 0,0         | 0,0         | 0,0         |
| Autres serv de securite                           | 2,6         | 1,5         | 0,2          | 0,0         | 0,0         | 0,0         |
|   |             |             |              |             |             |             |
| <b>747Z-Activites de nettoyage</b>                | <b>15,1</b> | <b>10,5</b> | <b>18,1</b>  | <b>3,0</b>  | <b>5,3</b>  | <b>4,3</b>  |
| nettoy spec en milieu hospitalier                 | 0,0         |             | 0,0          | 0,0         |             | 0,4         |
| nettoy spec en milieu industriel                  | 1,6         | 2,1         | 2,9          | 0,5         | 2,5         | 0,6         |
| activités de nettoyage                            | 2,8         |             |              | 0,0         |             |             |
| nettoy d'immeubles                                | 1,9         | 3,7         | 1,5          | 0,2         | 1,3         | 1,2         |
| nettoy de locaux, centres commerciaux             | 5,7         | 0,6         | 5,2          | 0,1         | 0,1         | 0,2         |
| nettoy de bureaux, locaux administrat             | 1,3         | 0,8         | 6,9          | 1,0         | 0,2         | 0,5         |
| nettoy d'equipmnts collectifs                     |             |             | 0,7          |             |             | 0,0         |
| nettoy courant d'usines & ateliers                | 0,0         | 0,1         | 0,1          | 0,0         | 0,2         | 0,2         |
| nettoy de vehicules de transp coll                | 1,3         | 0,7         | 0,5          | 0,1         | 0,0         | 0,0         |
| Desinfect, deratisat, ramonage,,,,                | 0,5         | 2,5         | 0,3          | 1,1         | 1,0         | 1,2         |
|   |             |             |              |             |             |             |
| <b>748A-Studios et autres activites photo</b>     | <b>26,8</b> | <b>16,8</b> | <b>22,7</b>  | <b>1,4</b>  | <b>23,6</b> | <b>3,6</b>  |
| studios et autres activités photographiques       | 0,1         |             |              | 0,0         |             |             |
| Prises de vue par machine automatique             | 0,4         | 0,4         | 5,4          | 0,0         | 2,9         | 2,7         |
| Studios photo                                     | 17,2        | 5,6         | 3,3          | 1,3         | 2,5         | 0,2         |
| photo publicitaires                               | 2,2         | 5,1         | 5,4          | 0,0         | 0,1         | 0,2         |
| photo de ceremonies                               | 0,2         | 0,2         | 0,3          | 0,0         | 0,5         | 0,2         |
| photo aeriennes, /-marines ,,,                    | 0,1         | 0,1         | 0,1          | 0,0         | 0,0         | 0,0         |
| Autres serv de photographie special               | 6,6         | 5,4         | 8,2          | 0,1         | 17,6        | 0,3         |
|   |             |             |              |             |             |             |
| <b>748B-Labo de développement &amp; de tirage</b> | <b>43,4</b> | <b>44,3</b> | <b>49,0</b>  | <b>21,3</b> | <b>48,9</b> | <b>65,5</b> |
| Developpmnt & tirage de photographies             | 37,9        | 24,0        | 24,9         | 19,0        | 46,1        | 47,1        |
| Developpmnt & copie de films cine                 | 4,2         | 19,2        | 20,2         | 0,7         | 0,0         | 0,8         |
| Depots trav photo                                 | 0,6         | 0,9         | 3,7          | 1,5         | 2,7         | 17,6        |
| Autres serv de developpmnt & de tirage            | 0,7         | 0,2         | 0,2          | 0,1         | 0,1         | 0,0         |
|   |             |             |              |             |             |             |
| <b>748D-Services de conditionnement a facon</b>   | <b>83,0</b> | <b>85,0</b> | <b>117,7</b> | <b>29,7</b> | <b>64,3</b> | <b>86,6</b> |
| conditionnement à façon                           | 0,0         | 0,0         |              | 0,0         | 1,9         |             |
| Conditionnement fruits & legumes                  | 0,1         | 6,5         | 6,2          | 0,2         | 0,4         | 0,2         |
| Embouteillage de prod liquides                    | 6,3         | 13,4        | 22,7         | 5,8         | 16,1        | 15,1        |
| Remplissage de sacs & sachets                     | 6,9         | 16,5        | 21,2         | 6,0         | 13,2        | 12,8        |
| Mise/blisters                                     | 2,0         | 2,1         | 2,5          | 2,6         | 2,8         | 2,3         |
| Conditnmnt pr transport                           | 10,9        | 4,4         | 5,5          | 5,9         | 5,2         | 0,7         |
| Emballage ou etiquettage de prod                  | 56,8        | 42,1        | 59,6         | 9,2         | 24,7        | 55,5        |
|   |             |             |              |             |             |             |
| <b>748F-Secretariat et traduction</b>             | <b>74,0</b> | <b>83,1</b> | <b>85,2</b>  | <b>6,1</b>  | <b>11,7</b> | <b>14,2</b> |
| secrétariat et traduction                         | 20,3        |             | 0,0          | 1,6         |             | 0,0         |
| serv de reponse telephon, dom postale             | 0,4         | 2,0         | 1,1          | 0,0         | 0,6         | 0,2         |
| serv de secretariat a facon                       | 0,2         | 0,6         | 2,6          | 0,0         | 0,0         | 0,4         |
| Dessin industriel a facon                         | 2,9         | 8,5         | 2,6          | 0,0         | 0,0         | 0,7         |
| serv de duplicat, reprographie                    | 2,1         | 4,2         | 10,9         | 0,1         | 0,3         | 0,3         |

|   | Exports      | Exports      | Exports        | Imports     | Imports      | Imports      |
|---|--------------|--------------|----------------|-------------|--------------|--------------|
|   | 2000         | 2001         | 2002           | 2000        | 2001         | 2002         |
| serv de traduct                                     | 36,4         | 57,7         | 65,6           | 3,7         | 10,8         | 12,2         |
| serv d'interpretation                               | 3,0          | 1,2          | 1,7            | 0,0         | 0,0          | 0,3          |
| Aut act de secret, traduct, reprogr                 | 8,7          | 8,9          | 0,7            | 0,7         | 0,0          | 0,1          |
| <b>748G-Routage</b>                                 | <b>34,8</b>  | <b>24,0</b>  | <b>26,0</b>    | <b>5,4</b>  | <b>5,3</b>   | <b>0,5</b>   |
| Gest de listes d'adresses                           |              | 0,8          | 0,4            |             | 0,0          | 0,0          |
| Routage de presse aux abonnées                      | 1,0          | 5,7          | 7,2            | 0,0         | 0,0          | 0,0          |
| Messagerie urbaine de presse                        | 6,2          | 0,0          | 0,0            | 4,4         | 4,6          | 0,0          |
| Expedit de documents                                | 27,6         | 17,5         | 18,4           | 1,0         | 0,7          | 0,5          |
| <b>748H-Centres d'appel</b>                         |              |              | <b>35,1</b>    |             |              | <b>19,2</b>  |
| <b>748J-Organisation de foires et salons</b>        | <b>30,5</b>  | <b>61,0</b>  | <b>35,3</b>    | <b>4,9</b>  | <b>12,5</b>  | <b>7,5</b>   |
| org de salons professionnls                         | 3,6          | 13,8         | 19,8           | 1,9         | 2,7          | 2,0          |
| org de foires                                       | 0,8          | 0,1          | 0,8            | 0,0         | 0,3          | 0,4          |
| organisation de foires et salons                    | 0,7          |              |                | 0,0         |              |              |
| org de congrès                                      | 21,3         | 43,0         | 9,0            | 1,4         | 7,7          | 4,2          |
| Fourniture & mise en place mat d'expo               | 4,1          | 4,1          | 5,7            | 1,6         | 1,8          | 0,9          |
| <b>748K-Services annexes a la prod</b>              | <b>740,9</b> | <b>911,9</b> | <b>1 405,8</b> | <b>74,7</b> | <b>374,1</b> | <b>291,4</b> |
| Gest de commandes, livraisons, factur               | 21,4         | 35,2         | 38,4           | 1,5         | 23,8         | 20,3         |
| Intermed divers, refacturat de serv                 | 113,9        | 148,8        | 25,7           | 7,7         | 141,2        | 9,3          |
| services annexes à la production                    | 45,9         | 0,0          | 8,3            | 2,0         | 0,0          | 0,1          |
| Info financ sur client, rensngmnt com               | 4,8          | 0,0          | 0,2            | 0,0         | 0,1          | 0,0          |
| Recouvrmnt de factures                              | 11,7         | 17,9         | 10,5           | 0,6         | 6,7          | 2,0          |
| Concept de modeles, design, esth indus              | 27,0         | 38,0         | 50,3           | 0,2         | 8,0          | 22,4         |
| etalagistes publicitaires                           | 0,2          | 2,7          | 0,9            | 0,0         | 0,0          | 0,1          |
| Expertise hors assurance & immob                    | 4,3          | 1,7          | 1,7            | 0,0         | 2,1          | 0,2          |
| assist technique                                    | 125,9        | 202,6        | 296,2          | 28,9        | 38,9         | 57,3         |
| Exploitat de procedes, marques, licence             | 73,6         | 110,2        | 761,2          | 3,1         | 9,6          | 97,0         |
| Projets de decoration ou d'amenag int               | 11,8         | 114,6        | 20,6           | 1,3         | 1,9          | 0,8          |
| Autres serv annexes a la product                    | 300,4        | 240,2        | 191,8          | 29,4        | 141,8        | 81,9         |
| <b>90 Assainissement</b>                            | <b>38,2</b>  | <b>44,5</b>  | <b>39,1</b>    | <b>10,6</b> | <b>14,0</b>  | <b>7,8</b>   |
| <b>900A-Epuration des eaux usees</b>                | <b>4,4</b>   | <b>4,3</b>   | <b>6,3</b>     | <b>2,8</b>  | <b>1,4</b>   | <b>0,8</b>   |
| Evacuat & epurat des eaux usees                     | 0,4          | 2,8          | 3,6            | 1,5         | 1,3          | 0,7          |
| Insp, vidange & curage de reseaux coll              | 2,3          | 0,0          | 0,3            | 0,5         | 0,0          | 0,0          |
| Insp, vidange & curage de fosses septiq             | 0,0          | 0,0          | 0,1            | 0,3         | 0,0          | 0,0          |
| Aut serv d'epurat des eaux usees                    | 1,7          | 1,5          | 2,3            | 0,5         | 0,1          | 0,1          |
| <b>900B-Enlevmt &amp; traitmt des ordures menag</b> | <b>4,9</b>   | <b>17,8</b>  | <b>11,2</b>    | <b>2,2</b>  | <b>10,7</b>  | <b>3,5</b>   |
| Coll des dech menag, com & ind ban                  | 3,7          | 11,2         | 3,1            | 0,1         | 0,7          | 0,2          |
| Incinerat des dech men, com & ind ban               | 0,0          | 0,4          | 0,3            | 0,6         | 1,0          | 3,1          |
| Enfouissmnt, decharge/en site de stock              | 1,1          | 1,3          | 2,6            | 1,5         | 5,7          | 0,2          |
| Aut serv d'enlevmnt traitmnt dech ban               | 0,0          | 4,9          | 5,2            | 0,0         | 3,1          | 0,0          |

|   | Exports        | Exports        | Exports        | Imports      | Imports      | Imports      |
|---|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------|--------------|
|   | 2000           | 2001           | 2002           | 2000         | 2001         | 2002         |
| Voirie  | 0,1            | 0,0            |                | 0,0          | 0,2          |              |
| <b>900C-Elimin &amp; traitmt des autres dechets</b> | <b>28,9</b>    | <b>22,4</b>    | <b>21,6</b>    | <b>5,6</b>   | <b>1,9</b>   | <b>3,5</b>   |
| élimination et traitement des autres déchets        | 1,4            |                | 0,4            | 1,3          |              | 0,1          |
| Coll des dech hospitaliers & dech spec              | 14,5           | 9,1            | 4,2            | 0,8          | 0,3          | 0,4          |
| Traitmnt avec ou sans recuperat nrj                 | 6,5            | 4,4            | 4,5            | 1,2          | 0,8          | 1,0          |
| Aut serv d'eliminat & trait dech spec               | 6,5            | 8,9            | 9,7            | 2,3          | 0,8          | 2,0          |
| autres travaux d'assainissement et de voirie        |                |                | 2,8            |              |              | 0,0          |
| <b>92 Audio visuel</b>                              | <b>1 461,6</b> | <b>1 405,2</b> | <b>1 181,7</b> | <b>923,6</b> | <b>705,4</b> | <b>758,6</b> |
| <b>921A-Product de films pour la TV</b>             | <b>101,0</b>   | <b>53,8</b>    | <b>60,0</b>    | <b>20,2</b>  | <b>3,8</b>   | <b>7,6</b>   |
| <b>921B-Product de films institution &amp; pub</b>  | <b>59,4</b>    | <b>41,2</b>    | <b>48,5</b>    | <b>10,5</b>  | <b>24,0</b>  | <b>20,1</b>  |
| production de programmes de commande                | 3,6            | 1,3            | 0,0            | 1,9          | 0,0          | 0,0          |
| Product de films publicitaires                      | 47,5           | 31,3           | 34,8           | 6,8          | 22,1         | 18,7         |
| Product de films institutnels                       | 7,5            | 5,5            | 12,8           | 1,8          | 1,9          | 1,4          |
| Product de videoclips                               | 0,8            | 3,1            | 0,9            | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| <b>921C-Product de films pour le cinema</b>         | <b>118,4</b>   | <b>266,5</b>   | <b>199,1</b>   | <b>7,8</b>   | <b>58,3</b>  | <b>40,2</b>  |
| <b>921D-Prestations techn pour cinema &amp; TV</b>  | <b>110,6</b>   | <b>77,5</b>    | <b>72,8</b>    | <b>9,6</b>   | <b>3,9</b>   | <b>23,0</b>  |
| prestations techniques pour le cinéma et la TV      | 9,9            | 0,2            |                | 0,9          | 0,0          |              |
| Product images animation                            | 15,0           | 15,3           | 14,7           | 0,0          | 0,0          | 3,9          |
| Labo photochimiques & video                         | 2,0            | 0,1            | 3,6            | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| Loc studios & plateaux tournage                     | 9,9            | 14,0           | 7,1            | 3,8          | 0,7          | 4,6          |
| Loc materiel  | 3,2            | 1,7            | 6,9            | 2,9          | 1,5          | 11,6         |
| Post-prod image & son                               | 66,2           | 43,8           | 37,3           | 2,0          | 1,3          | 2,2          |
| Prestations sur phonogrammes                        | 0,0            |                | 0,3            | 0,0          |              | 0,1          |
| Regie de diffusion des chaines                      | 4,4            | 2,4            | 2,5            | 0,0          | 0,4          | 0,6          |
| Expltion de studio d'ergmt copte de tier            |                |                | 0,4            |              |              | 0,0          |
| <b>921F-Distribution de films cinematograph</b>     | <b>292,3</b>   | <b>218,9</b>   | <b>137,5</b>   | <b>371,8</b> | <b>344,9</b> | <b>321,1</b> |
| distribution de films                               | 15,5           |                |                | 0,0          |              |              |
| Distribut de films cine                             | 72,5           | 20,5           | 46,4           | 245,7        | 146,4        | 161,1        |
| Distribut de prog tv                                | 61,6           | 53,0           | 28,4           | 84,8         | 75,5         | 89,1         |
| Commercial portefeuille de droits                   | 142,7          | 145,4          | 62,7           | 41,3         | 123,0        | 70,9         |
| <b>921G-Edition et distribution video</b>           | <b>151,2</b>   | <b>159,4</b>   | <b>56,5</b>    | <b>146,8</b> | <b>102,4</b> | <b>139,7</b> |
| edit & distr de films cine/video                    | 48,7           | 7,9            | 24,0           | 55,0         | 32,7         | 99,1         |
| edit & distr ficts aut que cine/video               | 1,8            | 6,2            | 3,4            | 0,4          | 13,1         | 10,5         |
| edit & distr prog d animat/video                    | 1,6            | 0,3            | 0,8            | 8,3          | 0,0          | 1,3          |
| edit & distr video d autres prod audio              | 16,8           | 15,2           | 28,2           | 47,7         | 10,0         | 28,8         |
| edition et distribution vidéo                       | 2,4            | 0,0            |                | 0,0          | 0,0          |              |
| edit multi-media                                    | 79,9           | 129,8          | 0,1            | 35,4         | 46,6         | 0,0          |

|   | Exports      | Exports      | Exports      | Imports      | Imports      | Imports      |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|   | 2000         | 2001         | 2002         | 2000         | 2001         | 2002         |
| <b>921J-Projection de films cinematograph</b> | <b>36,3</b>  | <b>0,5</b>   | <b>1,0</b>   | <b>23,5</b>  | <b>0,4</b>   | <b>1,4</b>   |
| <b>922A-Activites de radio</b>                | <b>7,2</b>   | <b>7,7</b>   | <b>11,1</b>  | <b>5,1</b>   | <b>5,7</b>   | <b>0,5</b>   |
| activités de radio                            | 0,2          | 0,2          | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| Radios natales                                | 6,8          | 7,5          | 11,1         | 5,1          | 5,7          | 0,4          |
| Radios locales commerciales independtes       | 0,2          | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| Radios locales commerciales franchisees       |              |              | 0,0          |              |              | 0,1          |
| <b>922B-Production de programmes de TV</b>    | <b>81,2</b>  | <b>79,0</b>  | <b>73,7</b>  | <b>30,3</b>  | <b>25,8</b>  | <b>29,2</b>  |
| <b>922C-Diffusion de programmes de TV</b>     | <b>327,1</b> | <b>322,5</b> | <b>331,7</b> | <b>297,4</b> | <b>135,9</b> | <b>167,5</b> |
| Édition de chaînes généralistes               |              |              | 29,0         |              |              | 138,6        |
| diffusion de programmes TV                    |              | 3,0          |              |              | 0,0          |              |
| Chaines TV natales                            | 62,0         | 32,4         | 0,4          | 256,2        | 125,5        | 0,1          |
| Chaines TV thematiques                        | 261,2        | 287,1        | 302,3        | 32,7         | 8,8          | 27,4         |
| Cablo-operateurs & operateurs satellite       | 3,9          | 0,0          | 0,0          | 8,5          | 1,6          | 1,4          |
| <b>924Z-Agences de presse</b>                 | <b>176,9</b> | <b>178,2</b> | <b>189,8</b> | <b>0,6</b>   | <b>0,3</b>   | <b>8,3</b>   |
| agces de presse photo                         | 26,3         | 33,9         | 28,9         | 0,0          | 0,0          | 3,3          |
| agces de presse chdes - infos generales       | 127,2        | 126,6        | 142,1        | 0,6          | 0,0          | 0,1          |
| agces de press frdes                          | 11,1         | 14,0         | 10,9         | 0,0          | 0,3          | 0,7          |
| agces de presse chdes - infos spec            | 0,4          | 0,4          | 4,4          | 0,0          | 0,0          | 4,2          |
| agences de presse                             | 9,4          |              |              | 0,0          |              |              |
| Journalistes independants                     | 0,7          | 1,3          | 1,1          | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| Photographes de presse independants           | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          | 0,0          |
| Fourniture de prod audios pr la presse        | 1,8          | 2,0          | 2,4          | 0,0          | 0,0          | 0,0          |

## ANNEXE 15 : Exportations de services par les entreprises industrielles

TABLEAU 1 : EXPORTATIONS DE SERVICES PAR LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

| INDUSTRIE 2001         | Transports | location       | location de machines | Services      | R&D       | Conseil   | Adm.                | Ingénierie,       | Publicité | Mise à                   | Services                       | Autres services divers | Total services |
|------------------------|------------|----------------|----------------------|---------------|-----------|-----------|---------------------|-------------------|-----------|--------------------------|--------------------------------|------------------------|----------------|
|                        |            | gérance (702C) |                      | informatiques |           |           | d'entreprise (741J) | études techniques |           | disposition de personnel | annexes à la production (748K) |                        |                |
| IAA                    | 7          | 1              | 5                    | 0             | 0         | 70        | 19                  | 11                | 45        | 27                       | 4                              | 4                      | 0              |
| Biens de consommation  | 0          | 29             | 0                    | 1             | 25        | 0         | 35                  | 0                 | 1         | 0                        | 937                            | 6                      | 1 034          |
| Automobile             | 0          | 0              | 0                    | 0             | 0         | 4         | 7                   | 0                 | 0         | 0                        | 45                             | 0                      | 56             |
| Biens d'équipement     | 7          | 0              | 32                   | 57            | 0         | 1         | 44                  | 60                | 0         | 0                        | 76                             | 0                      | 277            |
| Biens intermédiaires   | 2          | 6              | 32                   | 13            | 39        | 8         | 128                 | 143               | 0         | 12                       | 498                            | 0                      | 880            |
| Energie                | 37         | 0              | 0                    | 0             | 0         | 0         | 0                   | 179               | 0         | 0                        | 8                              | 0                      | 225            |
| <b>Total industrie</b> | <b>53</b>  | <b>36</b>      | <b>69</b>            | <b>71</b>     | <b>64</b> | <b>82</b> | <b>232</b>          | <b>393</b>        | <b>46</b> | <b>38</b>                | <b>1 568</b>                   | <b>10</b>              | <b>2 663</b>   |
| En % du total          | 2          | 1              | 3                    | 3             | 2         | 3         | 9                   | 15                | 2         | 1                        | 59                             | 0                      | 100            |

| INDUSTRIE 2002         | Transports | location       | location de machines | Services      | R&D        | Conseil    | Adm.                | Ingénierie,       | Publicité | Mise à                   | Services                       | Autres services divers | Total services |
|------------------------|------------|----------------|----------------------|---------------|------------|------------|---------------------|-------------------|-----------|--------------------------|--------------------------------|------------------------|----------------|
|                        |            | gérance (702C) |                      | informatiques |            |            | d'entreprise (741J) | études techniques |           | disposition de personnel | annexes à la production (748K) |                        |                |
| IAA                    | 4          | 1              | 1                    | 0             | 0          | 78         | 4                   | 13                | 60        | 13                       | 8                              | 4                      | 186            |
| Biens de consommation  | 0          | 36             | 0                    | 0             | 118        | 0          | 24                  | 0                 | 1         | 0                        | 1 218                          | 6                      | 1 404          |
| Automobile             | 0          | 0              | 0                    | 12            | 0          | 18         | 12                  | 117               | 0         | 4                        | 54                             | 0                      | 217            |
| Biens d'équipement     | 13         | 0              | 56                   | 503           | 51         | 1          | 76                  | 89                | 0         | 0                        | 6                              | 0                      | 794            |
| Biens intermédiaires   | 0          | 4              | 9                    | 17            | 15         | 57         | 181                 | 97                | 0         | 4                        | 398                            | 0                      | 782            |
| Energie                | 0          | 0              | 0                    | 0             | 0          | 0          | 0                   | 24                | 0         | 0                        | 6                              | 0                      | 30             |
| <b>Total industrie</b> | <b>17</b>  | <b>41</b>      | <b>66</b>            | <b>532</b>    | <b>184</b> | <b>154</b> | <b>296</b>          | <b>340</b>        | <b>61</b> | <b>22</b>                | <b>1 690</b>                   | <b>10</b>              | <b>3 413</b>   |
| En % du total          | 0          | 1              | 2                    | 16            | 5          | 5          | 9                   | 10                | 2         | 1                        | 50                             | 0                      | 100            |